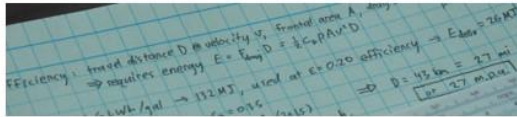


Do the Math

Using physics and estimation to assess energy, growth, options—by Tom Murphy



Jean-Pierre : ce texte est en entier une métaphore, c'est voulu ainsi de la part de l'auteur. Mais il n'y a pas assez de place pour le concret, le réel. Il ne nous explique pas que : 1) abandonner la modernité c'est abandonner nos voitures, nos maisons, notre électricité, etc. 2) Que ce qu'il économise en énergie et en matière première est et sera consommé par les autres. 3) Que la chute implique que 7 milliards d'êtres humains sur 8 disparaîtrons dans cette chute imminente.



Depuis de nombreuses années, je m'efforce de vivre différemment, motivé à l'origine par un sentiment de limitation des ressources et par la reconnaissance du fait qu'une réduction des dépenses pourrait avoir un effet spectaculaire si elle était adoptée à grande échelle. J'ai pu diviser par quatre ou cinq ma demande d'énergie domestique. J'ai changé mes habitudes en matière d'alimentation, de déplacements, de chauffage/refroidissement, de lessive, de douche, de consommation et bien d'autres choses encore.

Pourtant, je reste fermement accroché à la modernité. Je suis toujours un membre de la société « normale » et je n'attire pas (encore) les regards lorsque je sors en public. Je vis dans une maison, je conduis une voiture (avec parcimonie), j'achète de la nourriture dans une épicerie et je déjeune à l'aire de restauration de l'université. Oui, je pourrais me débarrasser d'un plus grand nombre de ces choses. Je pourrais essayer de vivre dans une

yourte, de me passer de voiture et de trouver des moyens d'acheter ma nourriture localement sans scanner les codes-barres. Mais même si je suis allé beaucoup plus loin que la plupart des gens, aller « jusqu'au bout » m'a toujours semblé un peu exagéré. Cela a fini par ressembler à une performance, à un signe de vertu, et ces choix sont devenus le centre d'intérêt au lieu d'être un moyen. J'y pense souvent en essayant de convaincre un groupe de randonneurs de mieux progresser : on n'y parvient pas en disparaissant à l'horizon et en perdant de l'influence. Il vaut mieux rester suffisamment proche pour encourager les autres.

En lisant le livre *Hospicing Modernity*, de Vanessa Machado de Oliveira, je suis tombée sur cette excellente analogie :

Le dicton dit qu'en cas d'inondation, ce n'est que lorsque l'eau atteint les hanches des gens qu'il leur est possible de nager. Avant cela, lorsque l'eau arrive aux chevilles ou aux genoux, il est seulement possible de marcher ou de patauger. En d'autres termes, nous ne pourrions peut-être apprendre à nager – c'est-à-dire à exister différemment – que lorsque nous n'aurons plus d'autre choix.

Cette métaphore m'a tout de suite donné un nouvel ami. En fait, elle a comblé un vide béant qui existait depuis de nombreuses années. Bien sûr, je pourrais me mettre à plat ventre et essayer de nager maintenant, mais j'aurais l'air d'un imbécile pataugeant dans l'eau boueuse. Pourtant, je peux contribuer à me préparer et à préparer les autres pour le jour où nous devrons nager.

J'ai proposé une alternative, mais elle a l'inconvénient de nécessiter un récit plus long.

Ce qui me gêne dans la métaphore de la natation, c'est ceci. L'inondation qui s'annonce semble ne pas être une bonne chose. Le fait de devoir nager nous sort de notre contexte confortable. Il se peut qu'il fasse froid – certainement humide –, que l'on se noie ou que l'on souffre d'hypothermie, et que des dangers nous guettent sous la surface. La métaphore est particulièrement pénible si la natation doit devenir le nouveau « ***pour toujours*** ». Elle implique que ce que nous faisons aujourd'hui est plus naturel, et que nous allons nous retrouver dans une situation désespérée et périlleuse, sans fin en vue.

J'aimerais donc renverser la métaphore et dire que nous sommes actuellement dans l'eau et que nous devons atteindre le rivage où nous pourrions marcher à nouveau en toute sécurité. Mais comme nous nous trouvons actuellement dans une eau qui nous dépasse, nous ne pouvons pas encore commencer à marcher – et même le fait de faire des gestes à ce stade ne produit aucune traction ni aucun mouvement vers notre objectif.

C'est à ce moment-là que j'ai réalisé que cette situation inversée s'accordait parfaitement avec une métaphore que j'avais développée à propos de notre voyage involontaire jusqu'à ce moment précis, tout d'abord dans l'article intitulé « *Le voyage de notre vie* » et, plus récemment, dans une description plus détaillée du système fluvial qui nous a conduits jusqu'ici.

Dans cette métaphore élargie, il y a environ 10 000 ans, nos ancêtres culturels sont entrés dans un cours d'eau doux – agréable au début – dans lequel nous avons pataugé pendant un certain temps avant de nous engager à flotter, doucement portés par le courant tranquille, gagnant en vitesse au fur et à mesure que de nombreux affluents s'ajoutaient au flux, pour nous retrouver aujourd'hui dans un torrent déchaîné approchant d'une chute d'eau dévastatrice. Nous avons utilisé la technologie pour construire un bateau appelé *Modernité* sur lequel nous avons remonté les rapides. Au départ, il s'agissait d'un simple radeau dans des eaux plus douces, qui a pris sa forme actuelle grâce à l'application régulière de constructions de plus en plus complexes – et toujours imparfaites – destinées à résoudre les innombrables problèmes nés de notre arrangement contre nature. Le courant fort a amplifié et élaboré notre mode de vie au point qu'il est presque méconnaissable, frénétique et tragiquement destructeur pour l'écosphère. La chute d'eau qui se profile à l'horizon – et qui est imperceptible pour la plupart des gens – marque la collision inévitable entre un système de marché intrinsèquement non durable basé sur la croissance et une planète finie dont la communauté de vie est à bout de souffle.

Face à un péril potentiel, s'accrocher au bateau et essayer de l'améliorer est la réaction la plus courante dans notre culture : la technologie et l'ingéniosité nous sauveront toujours, pense-t-on. Mais continuer à se fier au bateau est une mauvaise décision. Il est structurellement incapable de survivre à la chute d'eau et pourrait même la rendre plus dangereuse. De même, nous sommes impuissants à stopper la progression du bateau, devenu gigantesque, contre le fort courant, ou à le manœuvrer pour le ramener sur le rivage. Nous aurions dû commencer une telle manœuvre il y a longtemps, mais il est maintenant trop tard. La meilleure chose à faire est d'atteindre le rivage avant la chute d'eau. Nous avons beau aimer notre bateau, il ne fera que nous entraîner vers le désastre. Nous ne pouvons pas nous sauver nous-mêmes ET sauver le bateau. Le bateau lui-même est condamné à passer par-dessus bord, mais nous ne sommes condamnés que si nous ne parvenons pas à relâcher notre emprise.

N'oubliez pas que le bateau s'appelle la modernité, et que **la modernité ne peut pas être sauvée** : c'est un système qui est fondamentalement incompatible avec la vie à long terme sur cette planète. Les personnes qui s'accrochent à la modernité ne font que se mettre en danger et mettre en danger ceux qui dépendent d'elles. Ceux qui sont assez courageux pour lâcher prise ont une chance d'entamer une nouvelle phase de leur vie. La clé est la suivante : les gens et le bateau sont deux choses différentes. Nous avons fait le bateau, mais il ne nous définit pas. **Confondre la modernité et l'humanité est un sophisme courant** qui n'est pas seulement erroné, mais préjudiciable. Le désespoir sur le sort de la modernité ne doit pas se traduire par le désespoir sur le sort de l'humanité. Il s'agit simplement de choses différentes.

La transition courageuse

D'accord, nous décidons de nous sauver nous-mêmes. C'est effrayant, mais nous allons sauter dans l'eau agitée et nous diriger vers le rivage du mieux que nous pouvons. Nous sommes dépassés, incapables de toucher le fond, plongés dans l'incertitude. Nous ne pouvons pas encore marcher. Mais finalement, nous commençons à toucher le fond et à nous propulser maladroitement à chaque pas. Au fur et à mesure que l'eau devient moins profonde, nos mouvements commencent à ressembler davantage à de la marche, petit à petit, jusqu'à ce que nous finissions par remonter sur le rivage, de l'eau ruisselant de nos vêtements et peut-être un poisson comique sautant d'une poche à l'autre.

Une fois sur le rivage, nous nous rendons compte que marcher sur la terre ferme est plutôt agréable – comme si nous étions faits pour cela ! Qui aurait cru que l'on pouvait se sentir aussi bien ? Ces jambes sont des choses étonnantes, n'est-ce pas ? Qu'est-ce qui nous a poussés à nous jeter à l'eau ? À quoi pensions-nous ? C'était de la folie ! Nous n'avons rien à faire là-dedans ! Certains expliquent que ce n'était pas toujours un dangereux piège mortel – ou du moins qu'il n'était pas évident que cela devait en devenir un. Mais il n'en reste pas moins que ce n'était pas la meilleure idée, avec le recul.

Nous nous souviendrons de certaines des anciennes façons de marcher sur la terre, heureusement guidées par ceux qui n'ont jamais perdu la piste. Devrions-nous retourner sur les terres que nous occupions (et que quelques-uns occupent encore) le long des sources de cette rivière ? Certains choisiront peut-être cette voie. D'autres (la plupart ?) seront intéressés par ce que l'on peut faire de la vie sur les rives du fleuve de la modernité, en inventant un nouveau style de vie qui comporte des éléments des anciennes méthodes et incorpore les leçons moins imparfaites/dangereuses de notre temps sur le fleuve. Mais à la vue de l'inquiétante chute d'eau, nous serons probablement assez sages pour nous abstenir de retourner sur l'eau, ayant réalisé tous les maux et le danger ultime qu'un tel mode de vie apporte.

Voilà : nous ne pouvons pas rester dans l'eau plus longtemps, nous devons rejoindre le rivage et réapprendre à marcher. Mais nous ne pouvons pas commencer à marcher tout de suite. Retrouver la terre ferme (la sécurité) semble plus prometteur que la métaphore originale de l'apprentissage de la natation pour une inondation « éternelle » – même si je continue à l'utiliser, car elle présente l'avantage d'une narration plus efficace et d'une résonance immédiate.

Nous pouvons également relier cette perspective à un concept de **Wes Jackson** que j'aime beaucoup : **les humains modernes sont « une espèce hors contexte »**. L'agriculture et la civilisation moderne sont des activités très récentes dans la longue histoire de la vie humaine sur cette planète. Notre culture a installé en chacun de nous un nouveau système d'exploitation qui comporte de graves défauts de conception. L'une des mesures les plus importantes que nous puissions prendre est de réaliser que nous ne sommes pas la civilisation : l'humanité est un concept plus vaste et plus polyvalent que le mode actuel sur lequel nous avons trébuché (et dans lequel nous nous sommes retrouvés piégés). Nous ne sommes pas faits pour l'eau. Notre polyvalence nous a permis d'essayer, mais il devient maintenant évident que cela ne fonctionnera pas et que vivre de cette manière détruit trop de valeurs irremplaçables.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Contemplation d'aujourd'hui : L'effondrement arrive CXLVII

Steve Bull (<https://olduvai.ca>) 30 août 2023



Steve Bull (<https://olduvai.ca>)

8 min read · 23 hours ago



Grande-Bretagne (1988). Photo de l'auteur.

La décroissance : Une philosophie qui mérite d'être partagée (mais comprenez que nous sommes dans une situation sans « solutions » et que le temps n'est pas de notre côté [la décroissance, oui, mais à quelle vitesse ?]).

La contemplation suivante est une réponse à un commentaire issu d'une conversation au sein du groupe Facebook **Degrowth** dont je suis membre et concernant ma dernière contemplation qui se concentrait sur mes observations personnelles sur la tendance de beaucoup (pas tous, bien sûr) à considérer le « *mouvement de la décroissance* » comme une « *solution* » à nos différentes crises ; crises qui sont le résultat de millénaires d'expansion/exploitation humaine et qui ont été grandement accélérées et amplifiées par notre utilisation d'une réserve unique d'énergie dense et facile d'accès, stockable et transportable (Grande-Bretagne les combustibles fossiles).

Voici mon dernier commentaire à l'administrateur du groupe dans le cadre de ce dialogue, suivi de mes réflexions plus approfondies :

Oui, la diffusion du message est importante et utile ; j'applaudis et je vous remercie pour vos efforts. Le fait que vous tentiez d'amener davantage de personnes à réduire notre impact sur la planète est louable, et même très louable.

Pour ma part, j'apprécie la conversation qui a eu lieu car elle m'oblige à réfléchir et à clarifier, peut-être même à réviser, ma pensée et mes convictions sur les questions soulevées. Nous sommes tous dans le même bateau et les impacts négatifs sont immédiatement ressentis par la majorité de notre espèce et certainement par les autres espèces de notre planète qui n'ont pas voix au chapitre dans nos délibérations et qui subissent le poids de nos comportements erronés.

Je suis en train de préparer une réponse/commentaire plus long à publier dans ma prochaine Contemplation qui, je l'espère, contribuera à clarifier ma pensée sur les questions qui ont été soulevées en réponse à ce billet. Il s'agissait de partager une observation telle qu'elle est perçue à travers mes yeux, c'est tout.

• • •

Permettez-moi de commencer par réaffirmer ce que j'ai tenté de clarifier à de nombreuses occasions et depuis que j'ai commencé à écrire sur les questions que je traite, il y a un peu plus de trois ans : Je pense que la philosophie de base du mouvement de décroissance, qui consiste à tenter une contraction « gérée » de l'expérience humaine, en particulier en ce qui concerne notre économie industrielle et la poursuite de la croissance économique, est un idéal qui mérite d'être poursuivi. Sans l'arrêt du monstre qu'est la croissance économique (mais aussi la croissance démographique), nous nous enfonçons toujours plus loin dans le dépassement écologique, ce qui accélère l'inévitable « correction » et rend le « rééquilibrage » plus dévastateur dans son

impact. L'accent mis sur la relocalisation des économies et l'évolution des communautés vers l'autosuffisance sont particulièrement importants et utiles à mon avis – et j'ai plaidé en leur faveur à maintes reprises.

Ceci étant dit, j'ai remarqué qu'un nombre non négligeable de commentateurs, même des défenseurs populaires de la « décroissance », avancent des arguments qui semblent problématiques, voire contradictoires, par rapport à la philosophie de base. Ils me semblent être des tentatives de nier et/ou de négocier l'idée que nous sommes confrontés à une situation difficile qui n'a pas de « solutions ». Je sais que beaucoup de gens n'acceptent pas cette prémisse, mais je suis de ceux qui l'acceptent.

Les « négociateurs » les plus évidents sont peut-être ceux qui plaident en faveur de technologies industrielles complexes pour faire face au problème du dépassement et/ou à ses nombreux symptômes (voir le travail d'Erik Michael pour plus d'informations à ce sujet). Il me semble évident (et, oui, il s'agit de mon observation/opinion personnelle) que la décroissance de nos industries (toutes, pas seulement les combustibles fossiles) est l'une des clés les plus importantes pour ralentir l'emballement du train dans lequel nous sommes tous embarqués. Les tentatives visant à soutenir des technologies qui dépendent en fin de compte de ressources limitées (en particulier l'énergie), et qui ne sont donc pas durables, sont contre-productives à mes yeux – sans parler des impacts écologiques dévastateurs de cette poursuite et des appels aux organes/institutions dirigeants, mais il s'agit là d'une toute autre paire de manches.

La « décroissance », la « simplification », l'« effondrement » ou tout autre terme que nous souhaitons utiliser pour catégoriser la contraction de l'expérience humaine est à venir, et je suis aussi confiant que je peux l'être (dans un monde complexe plein de boucles de rétroaction non linéaires et de phénomènes émergents qui rendent la prédiction de l'avenir impossible) en affirmant cela. Les lois de la thermodynamique (notamment en ce qui concerne l'entropie), les principes biologiques (c'est-à-dire le dépassement écologique) et les exemples préhistoriques indiquent tous que **ce processus est inévitable et irréversible.**

Dans un monde idéal, nous devrions « gérer » ce processus de manière à éviter les conséquences les plus négatives d'un dépassement écologique important. Comme l'affirme le regretté **Dr Albert Bartlett** dans sa présentation **Arithmetic, Population, and Energy**, tout ce que nous considérons comme « bon » aggrave notre situation, tandis que tout ce que nous considérons comme « mauvais » contribue à en atténuer les conséquences et « voilà un dilemme s'il en est » – il faisait spécifiquement référence à **la croissance de la population (l'une des causes de notre dépassement, peut-être la plus importante)** – mais le principe est le même.

Cependant, nous ne vivons pas dans un monde idéal et les obstacles à la « gestion » des conséquences du dépassement sont nombreux et, à mon avis, insurmontables. Mais, s'il vous plaît, n'interprétez pas ma critique de certains comme une attaque contre la philosophie générale. Je pense que le message de la « décroissance » est fondamental pour les tentatives visant à « atténuer la chute » et je me suis exprimé en faveur de la « décroissance » à de nombreuses occasions. Le fait que je perçoive un nombre non négligeable de personnes commentant les « solutions » technologiques au sein de votre groupe Facebook est ce que mon message tentait de cibler et de contester.

Il est évident que ce sont nos "réussites" grâce à nos innovations technologiques (et aux ressources qu'elles nous ont permis d'exploiter) qui nous ont conduits à un dépassement en augmentant artificiellement la capacité de charge naturelle de notre planète pour l'homo sapiens. L'idée que des technologies industrielles plus ou moins complexes puissent empêcher ou atténuer la tempête qui s'annonce doit, à mon avis, être combattue, car elle aggrave encore une situation déjà horrible.

Le mouvement *Just Collapse* est un excellent exemple de la façon dont nous pourrions aborder la tempête à venir de manière à atténuer les conséquences de notre dépassement : la poursuite d'un « **effondrement planifié** ». **Il ne préconise pas, pour l'essentiel, de faire appel aux gouvernements, sachant pertinemment que les « pouvoirs en place » sont déterminés et incités à poursuivre la croissance** (à l'exception d'objectifs sociétaux plus complexes tels que le démantèlement des centrales nucléaires). Il plaide pour que les communautés/groupes locaux utilisent

les principes de la justice socio-écologique pour faciliter notre descente.

Bien entendu, le terme « décroissance » revêt de nombreuses significations pour de nombreuses personnes. Les différences d'interprétation qui existent me rappellent un cours de psychologie sur l'intelligence humaine auquel j'ai assisté lorsque j'étais étudiant à l'université Western (le sujet m'intriguait car je m'intéressais de plus en plus à l'évolution des hominidés et au rôle que l' »intelligence « y a joué). Le professeur a commencé par tenter de définir l'intelligence, en déclarant que « si vous demandez à 100 psychologues leur définition de l'intelligence, vous obtiendrez probablement plus de 100 interprétations différentes ». C'est là que les désaccords peuvent surgir, mais je pense que vous avez dit que nous sommes probablement d'accord sur bien plus de choses que nous ne le croyons, et je suis tout à fait d'accord.

Pour moi, un « effondrement planifié » n'est pas très différent de la « contraction gérée » préconisée par le « mouvement de décroissance ». La différence la plus pertinente est peut-être l'idée que notre « effondrement » est inévitable dans le premier cas, mais pas tellement, voire pas du tout, dans le second. Et ce n'est pas une différence insignifiante ; c'est une différence qui est peut-être au cœur du désaccord qui est apparu en réponse à mon message.

Je continue à croire que nos ressources décroissantes (en particulier les ressources matérielles/minérales et énergétiques) doivent être concentrées sur la mise hors service des complexités dangereuses que nous avons dispersées sur la planète et sur la relocalisation de nos besoins fondamentaux aussi rapidement que possible à une échelle considérablement réduite (en particulier en ce qui concerne les technologies industrielles complexes). Je n'ai que peu ou pas d'influence sur la grande majorité de ce qui est nécessaire, mais je peux partager mes connaissances et me concentrer sur l'amélioration de la résilience et de l'autosuffisance de ma famille et de ma communauté. Partager la philosophie de la « décroissance » continuera à faire partie de mon travail, mais je ne me fais pas d'illusions sur l'approche de la falaise et sur la possibilité de l'éviter. J'ai accepté ce que je considère comme inévitable et j'essaie de me préparer, ainsi que ma famille et ma communauté, en conséquence. Seul le temps nous dira si tout cela fait une différence à l'un ou l'autre de ces trois niveaux.

Je tiens également à souligner que les désaccords sur notre situation difficile, même s'ils deviennent parfois »houleux«, sont utiles dans la mesure où ils permettent de clarifier les malentendus et, à l'occasion, d'aider les individus à voir les choses sous un angle légèrement différent. Bien entendu, elles peuvent également conduire à un enracinement des croyances dans la mesure où l'on cherche (le plus souvent sans en être conscient) à réduire le stress de la dissonance cognitive. Nous devons tous être conscients de nos préjugés personnels et les confronter lorsque nous réfléchissons à nos croyances. Il est beaucoup plus difficile, voire impossible, d'y parvenir sur le moment.

Il n'y a probablement plus de temps pour l'incrémentation et les technologies "révolutionnaires" sur lesquelles de nombreux défenseurs de la décroissance comptent pour maintenir certaines croyances à flot. Sans parler de la destruction écologique que ces approches entraînent.

Oui, il faut faire passer le message de la décroissance. Encouragez une contraction maîtrisée de l'expérience humaine. Mais comprenez que nous sommes dans une situation sans solution et que le temps ne joue pas en notre faveur. Faites votre deuil aussi vite que possible et passez à des actions qui contribueront à atténuer les conséquences inévitables pour votre famille, vos amis et votre communauté locale. Et assurez-vous autant que possible que ces actions n'exacerbent pas notre situation difficile en nourrissant le monstre qu'est la croissance continue.

Ma prochaine contemplation exposera les obstacles auxquels l'humanité est confrontée dans toute tentative de contraction/simplification/effondrement « gérée » au moyen des preuves préhistoriques fournies par l'archéologie et les expériences antérieures de sociétés vastes et complexes...

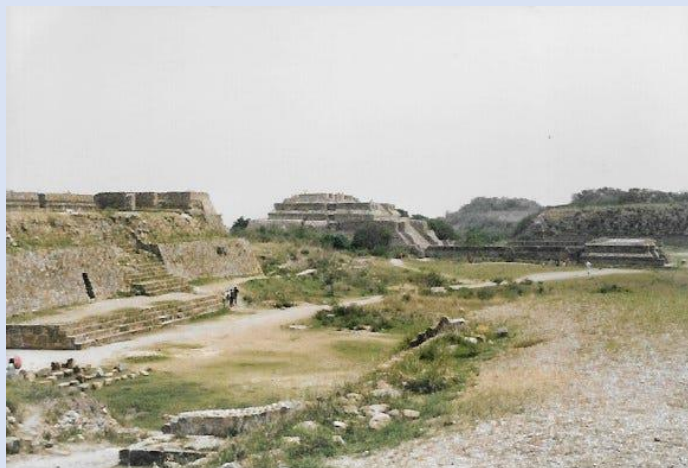
.Contemplation du jour : L'effondrement arrive CXLVI

Steve Bull (<https://olduvai.ca>)



Steve Bull (<https://olduvai.ca>)

4 min read · 3 days ago



Grande-Bretagne (1988). Photo de l'auteur.

Croissance gérée ou décroissance non gérée : Avons-nous vraiment le choix ?

La brève contemplation d'aujourd'hui fait partie d'une conversation en cours avec d'autres personnes concernant le mouvement de la décroissance et en réponse à l'un de mes messages précédents sur le groupe Facebook *Peak Oil* dont je suis membre.

Je ne partage pas la conversation plus longue (qui peut être trouvée ici) mais plutôt mon commentaire final (peut-être) concernant mon opinion sur les tendances de beaucoup de ceux qui soutiennent le mouvement.

• • •

KH :

Steve Bull Oui, l'effondrement est beaucoup plus probable que la Décroissance (qui par définition est planifiée). Cependant, LN a une très bonne remarque : « Recommandation : soutenez l'idée et trouvez comment la soutenir ». Steve, vous êtes un auteur excellent et prolifique. Vous seriez un atout formidable pour la cause de la Décroissance.

Moi :

Tout d'abord, je vous remercie pour le compliment.

En principe, je suis et j'ai été un partisan de la décroissance depuis un certain nombre d'années, affirmant assez explicitement que l'humanité doit décroître son existence ; je soutiens même qu'une décroissance « gérée » est ce que nous devrions essayer de faire en toute hâte (en fait, c'est ce que je dis dans la première phrase de l'article que cette conversation a suscité : « *Je suis tout à fait d'accord pour dire que certaines des politiques préconisées par le mouvement de la décroissance sont notre meilleure option pour aider à atténuer localement les conséquences des divers symptômes de notre situation de dépassement écologique* »). Et je continue à maintenir cette position.

Ceci étant dit, je m'oppose à ce qui me semble être la grande majorité des partisans de la « décroissance » qui continuent à s'engager dans **une pensée magique** importante, en particulier en ce qui concerne l'utilisation de la technologie industrielle et les appels à nos systèmes sociopolitiques pour mettre en œuvre une telle stratégie/approche.

Il me semble évident que non seulement nous devons abandonner les technologies industrielles (pratiquement toutes) aussi largement et rapidement que possible, mais que **nos systèmes de gouvernement ne peuvent pas et ne veulent en aucun cas abandonner les oies dorées de la croissance perpétuelle et les structures de pouvoir et de richesse qui soutiennent leurs flux de revenus (du moins pas pour les privilégiés ; ils le feront très certainement pour les masses).** Ces « obstacles » à la mise en œuvre à grande échelle de la décroissance sont franchement insurmontables et n'ont jamais été surmontés pendant une période significative dans toute la préhistoire des grandes sociétés complexes.

Il est beaucoup plus probable (certains diraient même inévitable) que la « **décroissance non gérée** » (que certains qualifieraient d'effondrement) **soit notre avenir**, compte tenu des précédents préhistoriques, des limites biogéophysiques, du principe de puissance maximale, des lois de la thermodynamique (notamment en ce qui concerne l'entropie) et des principes biologiques (en particulier le dépassement écologique). La plupart des partisans de la décroissance critiquent ceux qui soulèvent ces questions complexes et nient, négocient ou rationalisent les dures réalités auxquelles nous sommes confrontés et qui ont un impact sur nous et sur nos « idéaux/souhaits » d'une existence « équilibrée ».

L'espoir de voir la décroissance se produire à l'échelle du système et à l'échelle mondiale, comme le préconisent la plupart des membres du mouvement, est un cas classique d'ignorance, selon Erik Michaels, de la situation sous-jacente de dépassement écologique qui est due au comportement humain, à notre manque d'action, à l'illusion du contrôle, à la croyance dans les solutions techniques, au biais de l'optimisme et à la non-durabilité de la civilisation. Sans parler de la « cécité énergétique/matérielle » qui tend à incarner les « solutions » proposées par la plupart des décroissants.

Le fait de soulever ces aspects complexes de notre situation difficile entraîne une dynamique intéressante : des attaques ad hominem et diverses autres accusations. Apparemment, je suis : un suppôt de l'industrie des combustibles fossiles ; un conspirationniste portant un chapeau en aluminium ; un négateur du changement climatique ; et/ou un « doomer » malthusien. Plus récemment, je fais apparemment partie de la conspiration des 1 % pour maintenir les structures de pouvoir et de richesse qui soutiennent la caste dirigeante de la société.

Je suis donc, par essence, un défenseur de la décroissance. Mais mon soutien au mouvement ne signifie pas que je crois qu'il réussira à résoudre notre problème de dépassement car, franchement, **il n'y a pas de « solution »**, seulement une atténuation marginale qui pourrait – pour certaines petites communautés locales, si elles ont de la chance – atténuer l'« effondrement » qui a commencé. Croire le contraire, c'est ignorer, nier ou rationaliser une quantité écrasante et significative de preuves. C'est un cas classique de **marchandage pour éviter les pensées anxiogènes.**

Oui, nous allons décroître rapidement et de manière significative. Mais restons réalistes et ne courons pas après des technologies qui aggravent notre situation, faisons appel à des « leaders » mondiaux qui prétendent être « représentatifs » des masses mais ne le sont pas, et, ce qui est peut-être le plus important, reconnaissons que cela ne « résoudra » rien. Cela peut, au mieux, atténuer et faciliter l'effondrement pour quelques-uns. Et, oui, je crois que cela pourrait être possible tant que nous ne poursuivons pas des stratégies inadaptées qui aggravent une situation horrible – ce que beaucoup semblent préconiser.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Le changement climatique a bouclé la boucle

The Honest Sorcerer 28 août 2023



THE HONEST SORCERER



Photo par Mike Newbry sur Unsplash

Notre civilisation technologique moderne est née des combustibles fossiles. Le charbon. Le pétrole. Gaz naturel. Aujourd'hui encore, la majeure partie de notre industrie, de nos transports et de notre agriculture est alimentée par ces sources d'énergie incroyablement denses, portables et stockables. Mais il y a un hic : la combustion de ces anciennes accumulations de carbone libère beaucoup de CO₂ dans l'atmosphère. Jusqu'à présent, tout va bien, mais je tombe encore régulièrement sur des commentateurs (et des commentatrices) qui se demandent si toute cette combustion de combustibles fossiles est à l'origine du changement climatique (si changement il y a). Selon certains, il s'agit d'une théorie récente, issue des discussions en coulisses du Forum économique mondial, qui vise à nous rendre tous obéissants et à priver les travailleurs de l'énergie fossile. Jetons un coup d'œil à l'histoire du sujet, pour voir s'il est basé sur des données de mesure réelles et sur la science au sens classique du terme, ou s'il s'agit simplement d'une peur récente. Qui sait, nous pourrions même en profiter pour comprendre certaines théories du complot.

• • •

Jusqu'à la fin des années 1980, l'état de notre climat ne semblait pas trop préoccupant. On pouvait même croire que nous allions vers une nouvelle ère glaciaire sans être taxé de négationniste du changement climatique. **Les combustibles fossiles étaient considérés comme un bien universel et très peu pensaient que leur utilisation pourrait mettre fin à l'histoire de l'humanité.** Cet état d'ignorance béate ne signifiait pas pour autant qu'il n'y avait pas eu d'avertissements de mauvais augure. Après tout, qui pourrait se souvenir de toutes les études scientifiques réalisées cent ans plus tôt ?

Le physicien suédois **Svante Arrhenius (1859-1927)** a été le premier à s'intéresser aux changements climatiques passés et à ceux qui pourraient survenir à l'avenir. Bien qu'il ne soit pas devenu aussi célèbre que James Watt ou Albert Einstein, il n'était pas non plus un scientifique marginal. Il a été élu membre de l'Académie royale suédoise des sciences et a participé à la création des instituts et des prix Nobel. Dans le cadre de ses travaux novateurs dans le domaine alors inédit de la chimie physique, il a utilisé des observations infrarouges de la Lune pour calculer la quantité de rayonnement infrarouge (chaleur) captée par le CO₂ et la vapeur d'eau dans l'atmosphère terrestre. Il s'agissait là d'un exploit remarquable en 1896, à une époque où les locomotives à vapeur faisaient fureur et où personne ne rêvait encore d'utiliser des superordinateurs pour calculer les futurs scénarios d'émissions. Néanmoins, en utilisant des données de mesure réelles et une solide compréhension de la physique, **il a calculé qu'un doublement de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère entraînerait une augmentation de la température de 5 °C** – en utilisant une formule encore utilisée aujourd'hui (retenez ce chiffre, il sera important plus tard).

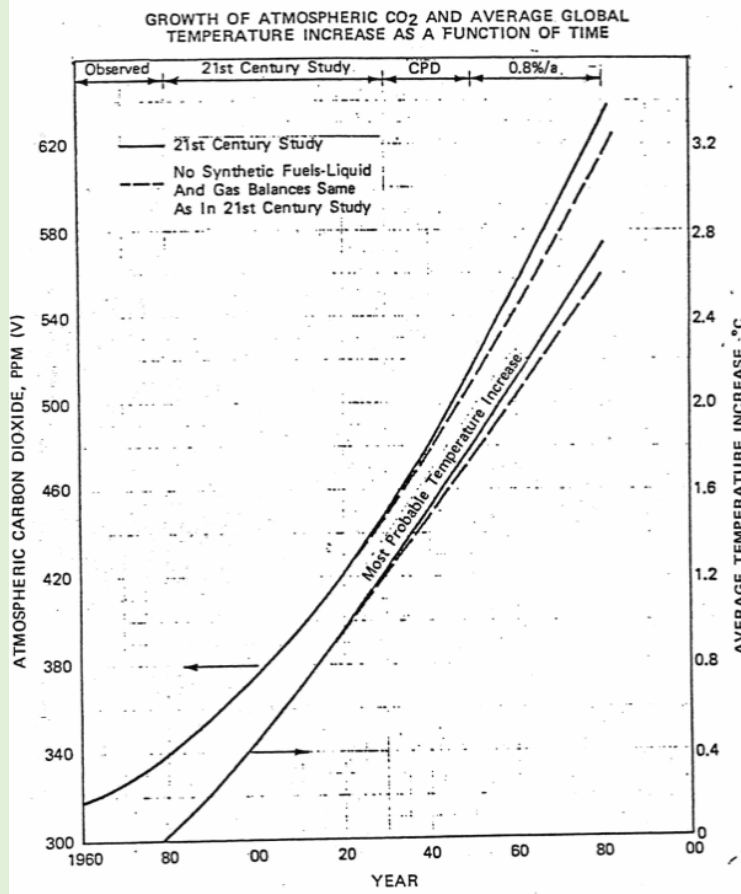


Svante Arrhenius

À ce stade – immédiatement à la fin du 19^e siècle – nous disposions de preuves solides et vérifiables de l'existence et de la cause de l'effet de serre. Aussi solides que notre compréhension de l'évolution ou de la force de gravité. On peut supposer que si nous étions des espèces rationnelles soucieuses de leur survie à long terme, nous aurions pu revoir notre approche de l'industrie et de la consommation d'énergie à l'époque, tout comme nous l'avons fait pour la création et la vie. Mais nous ne l'avons pas fait. Le charbon était tout simplement trop important pour l'essor des puissances industrielles et de leurs riches classes dirigeantes. L'étude d'Arrhenius a donc été oubliée et les affaires ont continué comme si de rien n'était. Arrhenius lui-même s'est convaincu qu'un léger réchauffement ne pouvait nuire à personne et qu'une population croissante bénéficierait du réchauffement climatique (par opposition à une nouvelle ère glaciaire). Notez que tout cela s'est produit il y a cent vingt-sept ans, à une époque où il n'y avait ni lobby des énergies renouvelables, ni programme vert à proprement parler (et encore moins de Forum économique mondial). Il s'agissait simplement de science pure, menée correctement, qui aboutissait à des conclusions évidentes, mais plutôt gênantes à long terme.

• • •

Puis, quelque 80 ans plus tard, en 1982, un autre groupe de scientifiques, cette fois parrainé et payé par la compagnie pétrolière Exxon, s'est embarqué dans un voyage pour mesurer si les activités humaines augmentent effectivement les niveaux de CO₂ et, dans l'affirmative, quelle serait l'ampleur du réchauffement induit par cette augmentation. À la grande frustration de leurs donateurs, ils ont fait le même constat : l'activité humaine a immédiatement augmenté les niveaux de CO₂ dans l'atmosphère et cela a commencé à provoquer un réchauffement de la planète. Pour ajouter l'insulte à l'injure, ils ont même joint un graphique montrant l'ampleur du réchauffement auquel on peut s'attendre dans les décennies à venir si l'on continue à faire comme si de rien n'était. Notez que leur vie aurait pu être beaucoup plus facile s'ils avaient trouvé des preuves du contraire et s'ils avaient pu signaler à leur direction que tout allait bien et que les affaires courantes pouvaient se poursuivre indéfiniment.



Capture d'écran extraite du mémo d'Exxon.

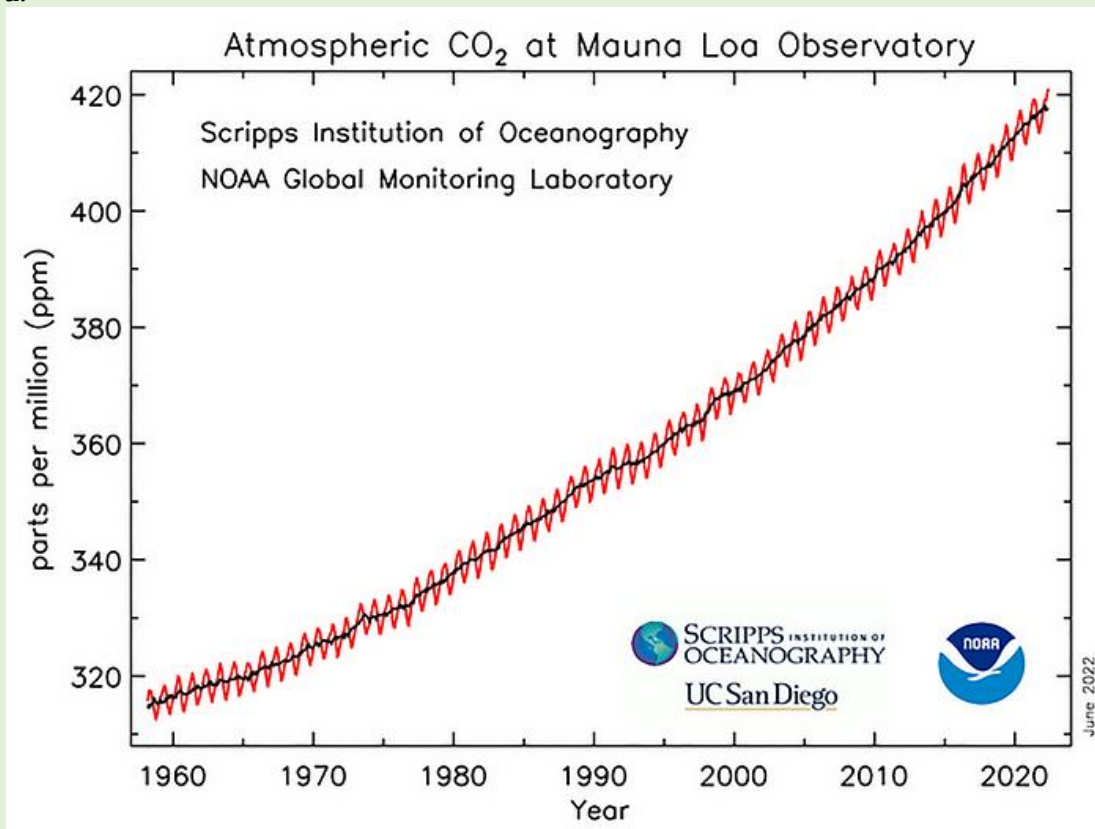
Il va sans dire qu'après une brève réunion d'urgence organisée par les PDG des grandes compagnies pétrolières, ces conclusions ont (elles aussi) été enfouies au plus profond des archives, et toutes les études ultérieures ont été privées de fondement. L'argent a plutôt servi à financer une grande campagne de relations publiques visant à améliorer l'image de ces entreprises et à semer le doute sur l'existence même du changement climatique. Là encore, il n'y a pas eu d'agenda vert ou de lobby des énergies renouvelables à proprement parler : juste de la science pure, basée sur des mesures, contre des intérêts particuliers.

Après quelques années supplémentaires d'exubérance alimentée par les combustibles fossiles, le proverbial a finalement frappé le ventilateur. En 1988, lors d'une audition au Sénat sur le réchauffement de la planète et l'effet de serre, des scientifiques dirigés par le **Dr James Hansen**, directeur de l'Institut Goddard d'études spatiales de la NASA, sont parvenus à des conclusions similaires après avoir examiné les données de mesure satellitaires (ils ne connaissaient pas l'étude Exxon à l'époque) :

1. La Terre est plus chaude qu'elle ne l'a jamais été au cours de l'histoire récente.
2. Ce réchauffement peut être attribué, avec 99 % de certitude, à une augmentation de l'effet de serre due à l'homme, principalement à la combustion de combustibles fossiles et à des changements dans la manière dont nous utilisons les sols.
3. Cet effet de serre rend plus fréquents et plus intenses les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les vagues de chaleur, les tempêtes et les sécheresses.

Après un siècle à peine (depuis que les premières conclusions d'Arrhenius, fondées sur des preuves, ont vu le

jour), il semble que nous ayons enfin commencé à comprendre ce que nous faisons subir à notre planète. Les bureaucraties sont entrées en action, une série de réunions mondiales sur le climat ont été organisées, aboutissant à toutes sortes de protocoles et à un langage vague sur l'incertitude de l'origine du changement climatique (grâce aux grandes compagnies pétrolières, qui le savaient depuis le début). Pendant ce temps, les émissions et les concentrations de CO₂ ont continué à augmenter en même temps que les températures mondiales, sans relâche. Comme prévu.



La concentration de CO₂ dans l'atmosphère augmente encore plus vite que prévu par les scientifiques d'Exxon.

Même aujourd'hui, après d'innombrables études indépendantes sur le sujet, certains affirment encore qu'il n'y a pas de réchauffement climatique. Et même s'il existe, il est certainement causé par des phénomènes parfaitement naturels et n'a absolument rien à voir avec les activités humaines. Et surtout pas avec la combustion des énergies fossiles. Non, rejeter deux fois plus de dioxyde de carbone que le poids de tout ce qui vit sur la planète (responsable du maintien d'un équilibre délicat) ne peut certainement pas avoir d'effets secondaires néfastes. Des billets pour une croisière dans les Caraïbes, ça vous dit quelque chose ?

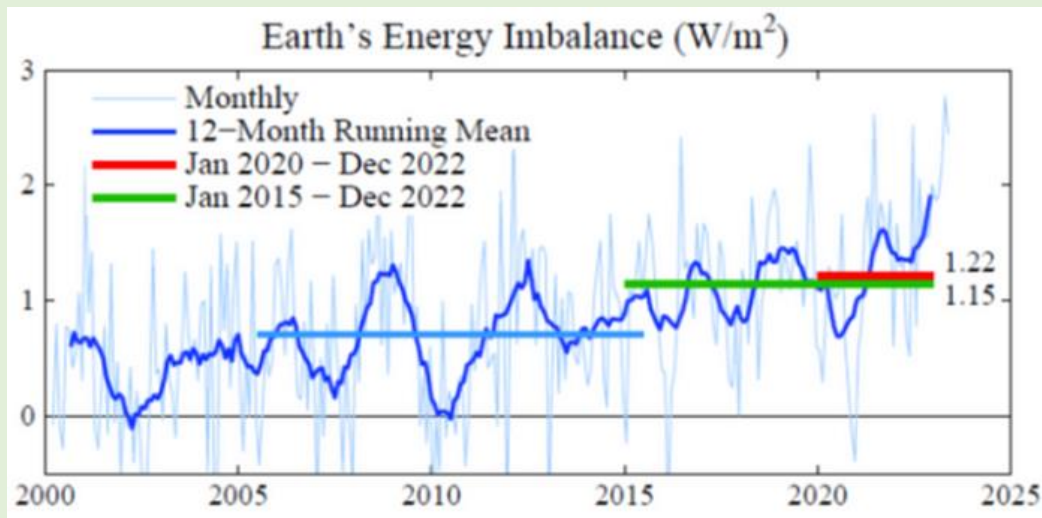
Sérieusement, si 127 années de preuves basées sur des mesures réelles ne peuvent pas répondre à cette question, alors rien ne le peut. D'accord, les combustibles fossiles sont peut-être à l'origine du réchauffement climatique, mais il n'y a pas lieu de s'inquiéter. Ce réchauffement ne sera ni si rapide, ni si grave ». Eh bien, examinons les dernières preuves fondées sur des mesures et voyons quelques données réelles (je recommande vivement d'ouvrir ce lien et d'examiner les graphiques qui y sont présentés – ils sont très révélateurs). Voici quelques extraits :

La température globale en juin et juillet (Fig. 1) a dépassé de loin les records précédents pour ces mois pendant les 140 années de bonnes données instrumentales. Selon les premières indications, le réchauffement dépasse les prévisions basées uniquement sur la tendance à long terme due à l'augmentation des gaz à effet de serre (GES) et à l'émergence d'El Niño. Trois autres mécanismes auront un effet à court terme, de sorte que la température moyenne mondiale sur 12 mois franchira probablement la barre des 1,5 °C de réchauffement avant la fin de l'année prochaine.

Vous dites quoi ? 1,5°C sera dépassé cette année ! Je suis assez âgé pour me souvenir des déclarations du GIEC

« alarmiste » selon lesquelles c'est ce qui nous attend d'ici la fin du siècle si nous n'agissons pas immédiatement. D'accord, c'était il y a seulement une dizaine d'années, mais tout de même... Je me souviens d'avertissements urgents lancés il y a quelques années à peine, selon lesquels 1,5 °C est proche, mais que si nous prenons des mesures immédiates, nous pourrions rester en dessous de ce seuil. De toute évidence, ces appels n'étaient pas du tout en phase avec la réalité :

Les dirigeants politiques participant aux réunions de la COP (Conférence des parties) des Nations unies donnent l'impression que des progrès sont réalisés et qu'il est encore possible de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C seulement. Il s'agit là d'une pure et simple foutaise, comme le montre une compréhension minimale de la figure 6 ici et de la figure 27 dans la référence 6.



Cette inquiétante figure 6 de l'étude mentionnée ci-dessus montre la quantité de chaleur réellement mesurable et vérifiable retenue dans l'atmosphère terrestre, transformant la planète en un four de mille térawatts.

Ce que l'on peut lire dans le graphique ci-dessus n'est pas une bonne nouvelle. Le déséquilibre énergétique mesuré (la chaleur supplémentaire piégée par le CO₂ d'après les relevés infrarouges des satellites) s'accroît à un rythme accéléré. Aujourd'hui, il est en passe de dépasser les 2 W/m². Pour chaque mètre carré de la planète Terre. Cela représente un millier de térawatts ou 1 000 000 000 000 kilowatts. C'est un ordre de grandeur supérieur à toute augmentation due à l'activité solaire ou volcanique. C'est comme allumer un four électrique : si vous ajoutez de plus en plus de puissance (mesurée également en watts), vous n'obtiendrez qu'une seule chose : plus de chaleur. C'est aussi simple que cela. Et enfin, voici ce qu'il en est :

La récente révélation (Global warming in the pipeline) des données paléoclimatiques selon lesquelles la sensibilité climatique à l'équilibre (SCE) est de 4,8 °C ± 1,2 °C pour 2×CO₂.

En clair, si nous parvenons à doubler les concentrations de CO₂ dans l'atmosphère (par rapport à ce que nous avions avant de nous embarquer dans ce grand voyage vers l'utopie industrielle), les températures moyennes mondiales augmenteront de 5 °C. Au moins. Vous souvenez-vous de ce qu'Arrhenius a calculé pour la sensibilité du climat au CO₂ sur la base de ses mesures et de sa compréhension de la physique et de la chimie il y a plus de 120 ans ? Oui, exactement cela : 5 °C. Voilà pour l'« alarmisme ». Nous avons fait le tour de la question, en passant par le déni, les estimations prudentes, les modèles complexes fournis par des superordinateurs, les mesures par satellite, et pourtant nous sommes arrivés à la même valeur, désormais étayée par une tonne de mesures supplémentaires. N'aurait-il pas été beaucoup plus simple d'accepter les résultats initiaux et de ne pas créer ce désordre pour prouver qu'Arrhenius avait raison ?

• • •

Et c'est là que se trouve le grand dilemme. Nous ne pouvons pas abandonner l'utilisation des combustibles fossiles. Nous en tirons encore 82 % de notre énergie primaire – comme il y a 50 ans – pour un million de raisons.

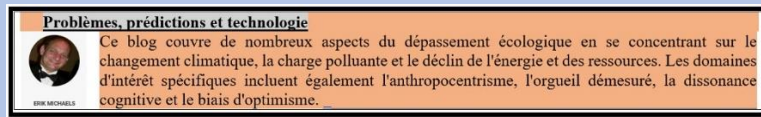
Toutes nos technologies, y compris l'exploitation minière, l'agriculture, les énergies renouvelables et les véhicules électriques, dépendent désespérément d'une utilisation sans relâche des combustibles fossiles. Le transport sur de longues distances, la fonte des métaux et du verre, l'extraction des minerais, la fabrication du béton et de l'asphalte ne peuvent se faire à grande échelle qu'en brûlant de grandes quantités de carbone ancien. C'est pourquoi les émissions de CO2 ne cessent d'augmenter, atteignant le niveau record de 34,4 milliards de tonnes l'année dernière, « malgré » une augmentation sans précédent de la production éolienne et solaire. Entre-temps, l'épuisement constant des riches sites miniers et de forage et leur remplacement par des sites de plus en plus pauvres, sans parler de l'atténuation des effets du changement climatique, nécessiteront de plus en plus d'énergie – et non moins -, de sorte qu'une augmentation des émissions est pratiquement garantie. Du moins jusqu'à ce que nous soyons tout simplement dépassés par les problèmes (y compris l'épuisement des ressources) et que toute l'affaire se termine en eau de boudin.

S'il y a une conspiration derrière tout l'agenda vert, c'est pour prétendre que nous pouvons résoudre notre problème de dépendance totale à l'égard des stocks finis de combustibles fossiles et de matières premières, ce qui entraîne un dépassement de la capacité de production dans un climat qui se détériore rapidement. Ce genre de situation n'a toutefois que des conséquences, comme les 5 °C de réchauffement déjà prévus (jusqu'à 10 °C si l'on tient compte de toutes les boucles de rétroaction). Avec cette quantité de carbone immédiatement présente dans l'atmosphère, ce phénomène est devenu inévitable, un fait scientifique si l'on veut, que l'on peut nier, mais que l'on ne peut pas modifier. Les gouvernements du monde entier profiteront donc très probablement de cette longue période d'urgence pour centraliser davantage leur pouvoir, censurer les dissidents et se débarrasser de ceux qu'ils n'aiment pas. Étant donné que même la caste dirigeante la plus puissante ne peut résoudre les problèmes, tout ce qui en résultera, c'est que les pauvres seront les premiers à sombrer, tandis que les riches continueront à migrer vers des endroits où le climat est plus agréable, jusqu'à ce que même les plus riches soient à court d'endroits où aller ou de personnes et de ressources à exploiter.

▲ [RETOUR](#) ▲

.La cause principale des problèmes, ce sont les solutions

Erik Michaels Le 26 août 2023



Coxhall Gardens, Carmel, Indiana

« La cause principale des problèmes, ce sont les solutions. »

C'est Eric Sevareid qui a donné le titre de cet article à l'émission CBS News du 29 décembre 1970. Il avait et a toujours raison. Pensez à n'importe quel problème que nous rencontrons et réfléchissez ensuite à ce qui est généralement proposé pour le résoudre. Maintenant, réfléchissez aux effets à long terme de cette « solution », pas

seulement aujourd'hui ou demain, mais sur une période de 150 ans. Très peu de solutions sont sans danger, comme je l'ai constamment souligné ici.

Passons à l'une des dernières « solutions » et voyons quels types de problèmes peuvent se poser. Il existe une nouvelle sous-série de **Nate Hagens** que j'aimerais mettre en lumière. Elle s'inscrit dans le cadre de ses célèbres courts métrages vidéo intitulés Frankly. Cette nouvelle série critique le mouvement **Just Stop Oil**, en particulier parce que ce mouvement n'a aucun sens pour quiconque comprend la situation difficile dans laquelle nous nous trouvons. Arrêter le pétrole signifie arrêter l'énergie sur laquelle repose la civilisation et dont elle dépend. Si l'on fait cela, la civilisation s'arrête également, ce qui signifie que 7 milliards de personnes et d'innombrables millions d'autres espèces animales meurent en peu de temps. Inutile de dire que ce mouvement est basé sur ce que je qualifierais d'ignorance totale de la réalité et du fonctionnement non seulement de l'économie, mais aussi de la civilisation elle-même. Je voulais vraiment inclure cette série dans mon dernier article, afin de souligner notre manque d'action (une fois de plus). Cependant, j'ai décidé que cela méritait un article à part entière afin de mettre en évidence l'importance du sujet et les points spécifiques qui démontrent que nous n'avons pas vraiment de choix/agence dans la plupart des mouvements qui sont apparus comme *la décroissance*, *les villes de transition*, *les communautés autosuffisantes*, *les villes de 15 minutes*, et ainsi de suite. Chacun d'entre eux manque de cohérence par rapport à plusieurs faits simples décrits ci-dessous :

Numéro 1 : la civilisation elle-même n'est pas durable, de sorte que différentes versions du même système de base ne seront pas d'une grande aide, voire pas du tout.

Numéro 2 : nous n'avons pas la possibilité d'arrêter d'extraire, de distribuer ou d'utiliser l'énergie fossile des hydrocarbures, car TOUS nos systèmes sont conçus pour l'utiliser. Comment transporterions-nous les produits de première nécessité ? Comment cultiverions-nous et obtiendrions-nous notre nourriture ? Comment alimenter nos hôpitaux, nos villes, nos stations d'épuration, nos réseaux d'égouts et tout ce dont nous avons besoin ? L'idée de « transition » de nos approvisionnements en énergie confond la façon dont nous alimentons la civilisation avec le problème, alors qu'en réalité, c'est la civilisation elle-même qui n'est pas durable – la façon dont nous l'alimentons n'a pas d'importance. Ce qui n'est pas durable ne peut pas l'être.

Numéro 3 : Nous n'avons pas vraiment la possibilité d'électrifier la société comme beaucoup le pensent, car l'énergie et les ressources nécessaires à un tel changement n'existent pas en quantités suffisantes dans les délais requis ET la civilisation s'effondrera avant qu'une telle transition ne puisse être achevée, même si nous essayons d'accomplir un tel exploit. Une fois de plus, la manière dont nous alimentons la civilisation n'est pas pertinente, car elle ne sera toujours pas durable, quelle que soit la source d'énergie.

Numéro 4 : Tous les mouvements et toutes les idées proposées pour résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés partent du principe que ces problèmes sont en fait des problèmes avec des solutions plutôt que des problèmes avec des résultats.

Numéro 5 : L'obscurcissement et la manipulation des récits populaires par la classe d'élite pour faire avancer leurs propres programmes, qui n'ont généralement que peu ou rien à voir avec le traitement, même minimal, des causes profondes.

Je critique ces mouvements et ces prétendues « solutions » depuis longtemps parce qu'il n'existe pas de solutions, car nous n'avons pas de problème, mais une situation difficile (ou un ensemble de situations difficiles) : le dépassement écologique et les situations difficiles qui en découlent. Aucune de ces idées n'admet réellement qu'elle ne peut pas résoudre ce qu'elle prétend pouvoir résoudre, et pourtant c'est la vraie vérité. Certains mouvements sont plus honnêtes lorsqu'on regarde les petits caractères, mais beaucoup omettent ce langage dans leur matériel de marketing. Une fois que l'on s'intéresse aux activités en coulisses énumérées au point 5, on se rend compte qu'il existe un grand nombre de fondations, de groupes de réflexion et d'autres organisations conçues pour s'emparer de l'argent public et privé afin de financer des programmes et des agendas qui ne réduiront pas le dépassement ni aucun de ses symptômes, mais qui serviront plutôt à enrichir les personnes qui se trouvent derrière

ces groupes, le plus souvent en vendant des technologies ou des idées qui mènent en fait la société dans la mauvaise direction.

Chris Martenson a écrit en 2012 un livre intitulé **The Crash Course : The Unsustainable Future of Our Economy, Energy, and Environment** (Le futur insoutenable de notre économie, de notre énergie et de notre environnement) qui contient ce résumé du chapitre 8, je cite :

« Ce chapitre indique la différence entre un problème et une situation difficile. La distinction se résume à ceci : les problèmes ont des solutions ; les situations difficiles ont des résultats. Une solution à un problème le résout et le ramène à son état d'origine. Une fois qu'une solution adéquate a été trouvée et mise en œuvre, le problème est résolu. Une situation difficile, en revanche, n'a pas de solution. Face à une situation difficile, les gens peuvent développer des réponses, mais pas des solutions. Ces réponses peuvent réussir, échouer ou se situer entre les deux, mais aucune réponse ne peut effacer une situation difficile. Les situations difficiles ont des conséquences qui peuvent être gérées, mais les circonstances ne peuvent pas être ramenées à leur état initial. Ce chapitre souligne la nécessité d'identifier les situations difficiles telles que l'épuisement de l'énergie et, par conséquent, de concentrer les efforts sur la gestion des résultats.

D'accord, il est important de passer aux vidéos afin de comprendre plus précisément les détails et pourquoi ce mouvement (Just Stop Oil), comme tant d'autres, n'a pas une réelle compréhension des conséquences à long terme de ce mouvement.

La première partie de la série est assez courte (moins de 10 minutes) et Nate y explique pourquoi **la diminution de la consommation ou de la demande d'essence ne se traduira pas par une diminution de la demande de pétrole.**

La deuxième partie est beaucoup plus longue (un peu moins de 32 minutes) et explique que les hydrocarbures fossiles sont essentiels non seulement à nos économies, mais aussi à la civilisation elle-même et à notre vie quotidienne. **L'idée que nous pouvons choisir d'arrêter d'utiliser le pétrole est une logique erronée qui découle d'une ignorance du fonctionnement réel de la civilisation.** Ce lien commence à la sixième minute pour une raison bien précise : mettre en évidence un fait particulier que Nate a mal interprété lorsqu'il a réalisé la vidéo et que je corrige ici. Il dit dans la vidéo que l'augmentation massive de la biomasse totale des mammifères « n'est pas due à la technologie », mais en fait la technologie est **PRECISEMENT** ce qui a permis cette augmentation. Sans la technologie, nous n'aurions jamais eu la possibilité d'extraire toute cette énergie fossile d'hydrocarbures (et encore moins de la brûler dans tous nos moteurs et appareils technologiques modernes).

La troisième partie est à peu près de la même durée que la deuxième partie, soit environ 28 minutes. Cet épisode décrit en détail **les « quatre cavaliers des années 2020 »** et la complexité de nos systèmes mondiaux.

La partie 4 conclut la mini-série avec cette description, je cite :

« Dans la quatrième partie de cette mini-série Frankly, Nate conclut la plongée en profondeur dans le lien entre « juste arrêter le pétrole » et « juste pomper le pétrole » avec 10 points de repère qui pourraient nous aider à naviguer à l'intersection des quatre cavaliers des années 2020 et de la toile de la vie qui se rétrécit..., ensemble connu sous le nom de Grande Simplification. De la décomplexification à différentes échelles à un changement de conscience résultant d'un plus grand nombre d'humains se concentrant sur la « technologie intérieure », il existe de nombreuses façons pour nous, en tant qu'individus et en tant que partie de la société dans son ensemble, de gérer la pression et l'attraction des questions environnementales et économiques tout en restant ancrés dans la réalité de l'énergie, de la technologie, du comportement et de l'économie ».

Dans l'ensemble, la série de Nate est très appréciée pour réduire l'ignorance qui accompagne beaucoup de ces mouvements et qui les rend soit impossibles, soit très peu susceptibles d'être réalisés. Il a également publié le

mois dernier un épisode de Reality Roundtable avec Nora Bateson, William E. Rees et Rex Weyler, que je recommande tout autant que la série Frankly.

En parlant de **William Rees**, il vient de publier un nouvel article avec ce résumé, je cite :

« **Homo sapiens a évolué pour se reproduire de manière exponentielle, s'étendre géographiquement et consommer toutes les ressources disponibles. Pendant la majeure partie de l'histoire de l'évolution de l'humanité, ces tendances expansionnistes ont été contrées par des réactions négatives. Cependant, la révolution scientifique et l'utilisation des combustibles fossiles ont réduit de nombreuses formes de rétroactions négatives, nous permettant de réaliser pleinement notre potentiel de croissance exponentielle. Cette capacité naturelle est renforcée par l'économie néolibérale axée sur la croissance – la nature complète la nature. Problème : l'entreprise humaine est une « structure dissipative » et un sous-système de l'écosphère – elle ne peut croître et se maintenir qu'en consommant et en dissipant l'énergie et les ressources disponibles extraites de son système hôte, l'écosphère, et en rejetant ses déchets dans son hôte. L'augmentation de la population de un à huit milliards d'habitants et la multiplication par plus de 100 du PRP réel en seulement deux siècles sur une planète finie ont donc propulsé la société techno-industrielle moderne dans un état de dépassement avancé. Nous consommons et polluons la base biophysique de notre propre existence. Le changement climatique est le symptôme le plus connu du dépassement, mais les « solutions » courantes vont en fait accélérer le dérèglement climatique et aggraver le dépassement. L'humanité présente la dynamique caractéristique d'un cycle unique d'explosion démographique. L'économie mondiale se contractera inévitablement et l'humanité subira une « correction » démographique majeure au cours de ce siècle.**

Une fois de plus, le thème de cet article est mis en évidence. Pourtant, des millions de personnes adhèrent à ces idées en pensant que si davantage de personnes se joignent à nous ou si nous commençons tous maintenant, le désastre sera évité d'une manière ou d'une autre. Bien sûr, il est facile de penser que tout le monde voudra faire ce qui est juste, ce qui est nécessaire ou ce avec quoi notre tribu est d'accord. Très peu s'arrêtent pour réfléchir à la façon dont les autres tribus pensent, ou à ce que les autres pensent être nécessaire, ou même à ce qui constitue « ce qui est juste » et si l'on veut ou non s'y associer. La façon dont nous devrions agir ne dicte pas la façon dont nous agissons. N'oubliez pas que nous sommes une espèce qui rationalise, et non une espèce rationnelle. Fondamentalement, ce type d'idées vendues comme des « solutions » n'est qu'un pur espoir. Même **James Hansen** dénonce ici les fausses affirmations, je cite :

« **Les dirigeants politiques qui participent aux réunions de la COP (Conférence des Parties) des Nations Unies donnent l'impression que des progrès sont réalisés et qu'il est encore possible de limiter le réchauffement planétaire à 1,5°C seulement. Il s'agit là d'une pure et simple foutaise, comme le montre une compréhension minimale de la figure 6 ici et de la figure 27 dans la référence 6. Il est important que les observations remarquables qui ont permis la construction de la figure 6 soient poursuivies et améliorées, ce qui représente un défi plus important que les gouvernements n'en ont peut-être conscience. Des observations précises sont nécessaires depuis l'espace et dans l'ensemble de l'océan mondial** ».

Pourtant, même si Hansen interpelle les dirigeants politiques, il continue de parler de « solutions » au « problème » et de « rétablir un climat favorable », sans admettre qu'il s'agit d'une situation difficile avec une issue et que « rétablir le système climatique tel qu'il existait auparavant » n'est pas quelque chose qui va se produire aujourd'hui, demain, ou très probablement au cours de la vie de quiconque est en vie aujourd'hui, parce que cela ne peut pas se produire et ne se produira pas à l'échelle de l'humanité. Il est très probable que les changements que nous avons promulgués nécessiteront des dizaines de milliers d'années, voire des centaines de milliers ou même des millions d'années pour rétablir la stabilité du système. J'ai mis en lumière une grande partie de ces éléments dans mon article sur le déni de réalité et Hansen ne fait que reproduire l'article de suivi de ce sujet, **le biais d'optimisme**.

Cependant, pour aller un peu plus loin, **Tom Murphy** a publié l'an dernier un article qui met en évidence notre manque d'influence dans tout cela, je cite :

« Dans cette optique, nous pouvons constater que nous ne nous sommes jamais assis autour d'une table pour débattre de l'utilisation du feu, de l'agriculture, de la science, des combustibles fossiles, de la technologie ou du capitalisme. Bien sûr, nous avons eu des discussions, et nous avons pu nous tromper en pensant que nous contrôlions la situation – encore une autre facette de notre exceptionnalisme humain. Mais il ne s'agissait pas d'un véritable choix, dans la mesure où ceux qui ont choisi de ne pas participer ont disparu ou ne se portent pas bien dans notre civilisation mondiale actuelle. Rétrospectivement, cela peut donc apparaître comme une série d'actions délibérées qui nous ont mis sur la « bonne » voie – où « bonne » signifie simplement « actuelle », ce qui peut se traduire par « désastreuse ».

Pourtant, compte tenu de la nature obligatoire de toutes ces branches, nous n'avons en réalité que peu ou pas d'influence sur leurs résultats. C'est comme si l'on flottait sur un radeau sur un cours d'eau qui rejoint une rivière plus grande et que l'on demandait quelle direction prendre à l'embranchement. Toutes les forces s'orientent vers l'aval. Un radeau qui décide de rester stable ou de lutter en amont risque de sombrer, tandis que ceux qui « décident » d'aller en aval peuvent se féliciter autant qu'ils veulent, mais n'ont vraiment rien à voir avec la facilité avec laquelle la transition a été accomplie : il aurait difficilement pu en être autrement. »

L'article de Tom comporte une nouvelle version actualisée sur la résilience ici. Son article est assez similaire à mon article sur la façon dont nous en sommes arrivés là, inspiré par un autre auteur, **Peter Russell**. À la fin de l'article original de Tom, on trouve quelques commentaires très intéressants, où le déni du déni est évoqué. Je ne vois vraiment aucun moyen d'éradiquer le déni du déni, car il s'agit encore d'une autre situation difficile qui n'a pas de solution, mais plutôt une issue, comme l'a souligné **Iain McGilchrist**. Tenter d'éradiquer le déni du déni revient à jouer au tac au tac, car il s'agit d'un mécanisme de défense naturel qui fait de nous ce que nous sommes. Ce n'est pas très différent d'essayer d'éliminer le principe de puissance maximale en tant qu'impératif biologique.

Le déni du déni se manifeste peut-être le mieux lorsque nous refusons d'accepter ce qui est et que nous tentons d'exercer un commandement et un contrôle sur ce qui est (quels que soient « ce qui est » et « ce qui est »). Lorsqu'il s'agit de changer l'essence de ce que nous sommes en tant qu'espèce, je reste sceptique. **Il est extrêmement difficile pour la plupart des gens de changer de comportement et, bien que cela soit possible pour quelques aspects de notre comportement,** il faudra beaucoup de temps pour changer l'ensemble du paradigme – au moins une ou deux générations. C'est plus de temps que nous n'en avons probablement pour effectuer les changements, de sorte que les changements seront effectués pour nous par la nature, ce qui limitera notre capacité à continuer à nous comporter de la même manière qu'auparavant.

J'espère vous avoir donné quelques bonnes idées à prendre en considération. Peut-être que la recherche constante de solutions est précisément le problème qui doit être résolu. Mais peut-être aussi qu'il ne s'agit que d'un déni de déni et qu'il s'agit d'une situation difficile avec un résultat et non de quelque chose qui peut être « résolu ».

▲ **RETOUR** ▲

.Endormi au volant

Tim Watkins 25 août 2023

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP
The storm is breaking... Are you prepared?



Mon défunt oncle n'avait aucun mal à calculer la vitesse du vent à partir de l'espacement des isobares sur une carte météorologique. Mais demandez-lui de faire des toasts et vous risquiez de voir la cuisine brûler. Nous connaissons presque tous ou avons tous rencontré quelqu'un comme ça. Brillant sur le plan académique, mais si peu ancré dans la réalité qu'il est incapable de faire un lacet ou de traverser la rue tout seul. Comme l'a fait remarquer un jour le regretté pédagogue Ken Robinson, « si vous voulez savoir à quoi ressemble une expérience extracorporelle, allez à la discothèque de la dernière soirée d'une conférence de physique ».

Cette spécialisation excessive est la conséquence inévitable de la complexité. L'éducation est conçue pour produire des personnes qui en savent de plus en plus sur de moins en moins de choses. Et plus on gravit les échelons de l'éducation, plus on se restreint. Plus tard, dans le monde du travail – à supposer que vous ne soyez pas l'un des millions de diplômés excédentaires travaillant dans des fonctions non diplômées – vous êtes obligé de vous concentrer si étroitement que vous n'avez plus d'énergie pour garder les pieds sur terre.

Cela n'a peut-être pas beaucoup d'importance lorsque la personne en question est chargée de mesurer la matière noire ou de ne pas réussir à obtenir l'énergie nette d'un réacteur à fusion. Sauf que la surspécialisation s'est accompagnée d'une accréditation dans des domaines de travail qui doivent absolument **rester ancrés dans la réalité**. En économie, par exemple, l'« économie politique », plus ancienne et plus pertinente, a été éliminée des universités. **En effet, la plupart des départements d'économie ont été entièrement accaparés par les néoclassiques qui déifient la modélisation économétrique, exquise sur le plan mathématique mais totalement inutile, au détriment des données et de l'expérience du monde réel.** C'est ainsi, par exemple, que la politique monétaire du Grande-Bretagne est déterminée par un groupe de professeurs d'économie grassement rémunérés qui prétendent être « diversifiés » parce que trois d'entre eux sont des femmes et que l'un d'eux a la peau brune... et pourtant, aucun d'entre eux ne sait ce que l'on ressent lorsqu'on se prive de nourriture pour que les enfants n'aient pas faim, ou à quel point le stress permanent lié au retard dans le paiement des factures est épuisant.

Partant d'une série d'hypothèses erronées – à savoir que la hausse des prix est toujours le résultat d'un excès de monnaie, que l'augmentation des taux d'intérêt est le meilleur moyen de réduire les prix et que ce n'est que lorsque le chômage augmentera que nous pourrions être sûrs que l'inflation est maîtrisée – le comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre a immédiatement fait à l'économie britannique ce que l'iceberg a fait au Titanic il y a 111 ans... et comme le navire en perdition, il faudra du temps – au cours duquel un grand nombre de personnes sombreront ou mourront de froid – avant que le navire ne finisse par sombrer.

Le problème à long terme, que j'ai répété à maintes reprises ici, est qu'à partir du milieu des années 70, le Grande-Bretagne a suivi la décision prise par les États-Unis en 1971 de réorienter son économie de l'industrie manufacturière vers la spéculation sur les actifs improductifs. Dans le cas du Royaume Unis, cette évolution a été rendue possible par le boom pétrolier de la mer du Nord, qui a eu lieu une fois pour toutes. Les recettes pétrolières ont permis de financer la retraite anticipée – via l'allocation d'incapacité – d'une génération de plus de 50 ans afin de réduire le taux de chômage officiel à la suite de la dépression de 1980-82. Pendant ce temps, une augmentation des « bullshit jobs » basés sur l'endettement a masqué la délocalisation de la base

manufacturière du Royaume Unis, dans la fausse croyance qu'une économie peut vivre uniquement de la spéculation sur les actifs.

Le logement a été la victime la plus évidente de ce changement de direction économique. Avec la vente massive des logements sociaux, qui a permis de maintenir les loyers et les prix des logements à un niveau abordable, le Royaume Unis est devenu une nation de propriétaires volontaires, puis involontaires, le coût des loyers dans les régions où les emplois sont nombreux et bien rémunérés étant plus élevé que le remboursement mensuel d'un prêt hypothécaire. Au cours de la même période, les logements situés dans des zones à forte demande sont devenus un actif spéculatif pour les riches, qui ont acheté – et laissé vides – des pans entiers de propriétés dans les régions les plus chères, telles que le centre de Londres.

Le Royaume Unis connaît une crise du logement depuis des décennies. Mais cette crise n'est pas due à une pénurie de logements. **En effet, la racine du problème est l'absence de terrains constructibles dans les régions où la majorité d'entre nous travaille.** En effet, si les terrains étaient disponibles, les entreprises de construction se feraient concurrence pour construire des maisons au prix le plus bas possible.

Par ricochet, les gens ont été contraints de s'éloigner de leur lieu de travail pour accéder à des logements abordables. Les vallées du sud du Pays de Galles, où les logements tendent à être moins chers, par exemple – où vivaient autrefois des milliers de familles de mineurs, de sidérurgistes et d'ouvriers de l'industrie – sont progressivement devenues des zones de résidence pour les navetteurs travaillant dans les districts administratifs de Newport, Cardiff, Bridgend et Swansea, les routes à deux voies nord-sud qui les relient se transformant en quasi parkings pendant les trajets du matin et de l'après-midi.

Le problème plus immédiat découle du fait que la Banque d'Angleterre a abaissé les taux d'intérêt après le krach de 2008, puis a oublié de les remonter par la suite, avant de les abaisser encore plus après le vote du Brexit en 2016 et pendant la pandémie de 2020. Ainsi, une génération de travailleurs s'est mise à penser que nous étions dans un environnement de taux d'intérêt bas en permanence... ce qui a permis aux travailleurs qui pouvaient verser un acompte de déménager dans un logement plus proche de leur lieu de travail que ce n'aurait été le cas autrement.

En 2021, James Tatch de Finance UK a rapporté que :

« 2021 a été une année exceptionnelle pour les prêts hypothécaires en raison de l'exonération des droits de timbre et du départ des travailleurs à domicile des villes. Les perspectives pour les marchés du logement et du crédit hypothécaire au cours des deux prochaines années sont celles d'un retour à une situation plus stable et plus équilibrée après les bouleversements des deux dernières années. Bien que des risques subsistent, tant pour les nouveaux prêts que pour l'accessibilité financière, le marché semble sortir de la pandémie dans une meilleure situation que prévu, soutenu par des perspectives économiques plus larges qui se sont considérablement améliorées ».

C'était la mythique « reprise en V », qui a permis à l'économie britannique de sortir indemne du vandalisme économique de l'enfermement. Mais à la fin de cette année-là, la forte hausse des prix de l'énergie (six mois avant l'invasion de l'Ukraine) avait torpillé le marché immobilier britannique... mais avec une mèche retardée.

Contrairement aux États-Unis et à certaines régions d'Europe, les banques britanniques ont été autorisées à proposer des prêts hypothécaires « teaser » d'une durée de deux ou trois ans seulement. Ces prêts peuvent être supérieurs d'un pour cent au taux de base, qui n'était que de 0,1 % à l'été 2021. Le remboursement mensuel d'une maison de 250 000 £, avec un dépôt de cinq pour cent à 1,1 pour cent serait de 905,86 £ - qui serait fixe pour les deux ou trois ans... ce qui explique pourquoi l'économie est immédiatement condamnée, même si les économistes et les politiciens ne le savent pas.

En réponse à l'énorme flambée des prix – dont seule une infime partie provient des aides de l'État et de la demande

refoulée due à la pandémie – la Banque d'Angleterre, une fois qu'elle a enfin été incitée à agir, a régulièrement augmenté ses taux de 0,1 % à 5,25 % à compter du mois d'août 2023. Mais comme l'inflation se maintient à 6,8 %, il est probable qu'elle atteigne 6 % à la fin de l'année.

Imaginez maintenant ce qu'il adviendra des remboursements hypothécaires des personnes qui ont acheté leur logement en 2021. Un autre contrat de deux ou trois ans – s'ils peuvent en obtenir un – sera passé à sept pour cent. Et cette mensualité de 905,86 livres sterling passera à 1 678,60 livres sterling – même s'ils acceptent l'offre du gouvernement de passer à un taux d'intérêt unique pendant six mois, elle passera quand même à 1 385,42 livres sterling. N'oubliez pas non plus qu'il s'agit là des « chanceux ». En raison du resserrement des normes de prêt des banques, ils peuvent être contraints d'appliquer un taux variable standard supérieur d'environ 2,5 % au taux de base. Dans ce cas, le remboursement mensuel passera à 1 912,41 livres sterling, le paiement temporaire des intérêts seulement de 1 682,29 livres sterling n'apportant aucun soulagement.

Il ne fait aucun doute que certains médias tenteront d'imputer la responsabilité du krach à des emprunteurs négligents. Mais c'est oublier les conséquences d'une politique économique qui permet aux spéculateurs de s'enrichir sur le dos de quelque chose d'aussi essentiel que les maisons des gens. Quoi qu'il en soit, ces spéculateurs sont sur le point de subir eux aussi une forte décote. Comme le rapporte l'Office des statistiques nationales :

« Plus de 1,4 million de ménages britanniques sont confrontés à la perspective d'une hausse des taux d'intérêt lorsqu'ils renouvelleront leur prêt hypothécaire à taux fixe en 2023. »

« La majorité des hypothèques à taux fixe au (57 %) arrivant à échéance en 2023 ont été fixées à des taux d'intérêt inférieurs à 2 %. Les contrats qui arriveront à échéance dans le courant de l'année 2024 seront des contrats à taux fixe sur deux ans conclus en 2022 et des contrats à taux fixe sur cinq ans conclus en 2019, lorsque les taux hypothécaires étaient généralement supérieurs à 2 %. »

Il ne s'agit pas d'une crise qui attend de se produire, mais d'une crise qui déferle immédiatement sur nous. Comme Finance UK – un organisme de collecte de données pour les prêteurs hypothécaires – l'a rapporté la semaine dernière :

« Il y avait 81 900 prêts hypothécaires de propriétaires en souffrance de 2,5 % ou plus du solde impayé au deuxième trimestre de 2023, soit 7 % de plus qu'au trimestre précédent. Sur ce total, 30 940 prêts hypothécaires pour propriétaires occupants se trouvaient dans la tranche d'arriérés la plus légère (représentant entre 2,5 et 5 % du solde impayé). C'est 12 % de plus qu'au trimestre précédent ».

La situation des prêts hypothécaires « buy-to-let » est bien pire, avec une augmentation de 28 % des arriérés, et de 41 % des arriérés pour la première fois depuis le trimestre précédent. Cela signifie que, d'une manière ou d'une autre, le nombre de biens locatifs disponibles va diminuer alors même que les loyers augmentent. En attendant, à moins d'un miracle, les ménages déjà en retard de paiement vont aller de mal en pis, car si vous n'avez pas pu payer un mois d'août, vous n'allez pas réussir à payer deux mois en septembre. Des dizaines de milliers de ménages se trouvent immédiatement sur le tapis roulant qui mène à la saisie de leur logement pour cause d'impayés... et ils sont sur le point d'être rejoints par près d'un million d'autres.

Outre le stress et la misère évidents liés à l'inévitable lutte contre la perte d'un toit, l'impact plus large de ce choc immobilier sur une économie trop dépendante du commerce de détail et des services risque d'être catastrophique. Non pas que les membres du comité de politique monétaire en aient fait l'expérience, mais dans le monde réel, les gens sacrifieront presque tout pour conserver leur maison. Cela se traduit par un effondrement massif non seulement des dépenses discrétionnaires, mais aussi de choses qui, jusqu'à présent, étaient considérées comme essentielles – comme la différence entre les calories que vous avez consommées et le nombre de calories nécessaires pour vous maintenir en vie.

Pire encore, les prix élevés de l'énergie – y compris les carburants – qui ont déclenché l'inflation au départ, augmentent à nouveau progressivement à l'approche de l'automne. Et bien que vous ne le sachiez pas en lisant le titre de la Pravda, l'autorité britannique de régulation de l'énergie, Ofgem, vient d'ajouter à la misère à laquelle sont confrontés ceux qui consomment le moins d'énergie – ce qui inclut inévitablement les ménages qui tentent désespérément de réduire leurs dépenses pour faire face à la flambée des remboursements de prêts hypothécaires ou de loyers. Comme l'explique la Resolution Foundation :

« La Fondation note que le prochain plafond de prix est inférieur de près de 200 livres sterling pour le ménage type au plafond effectif de 2 100 livres sterling de l'hiver dernier – grâce à la garantie des prix de l'énergie de 2 500 livres sterling et au rabais universel de 400 livres sterling sur les factures d'énergie.

« Cependant, si le prix par unité d'énergie baisse, cette baisse sera compensée par une augmentation des frais quotidiens permanents et par la fin des paiements universels de 400 livres sterling. Par conséquent, si les plus gros consommateurs d'énergie verront leur facture baisser, ceux qui consomment moins de quatre cinquièmes de l'énergie consommée par un ménage type verront probablement leur facture augmenter cet hiver, par rapport à la même période de l'année dernière.

« L'analyse de la Fondation utilisant le nouveau plafond de prix de l'Ofgem montre que plus d'un tiers (35 %, soit l'équivalent de 7,2 millions de familles) des ménages en Angleterre verront leurs factures augmenter cet hiver par rapport à l'année dernière, et près de la moitié (47 %) du dixième des ménages les plus pauvres d'Angleterre.

Une fois de plus, cela indique une forte diminution des dépenses discrétionnaires et rend l'économie vulnérable à un retour à des températures hivernales plus froides.

Tout cela s'ajoute à une chute sévère des bénéfices pour les entreprises britanniques qui luttent également contre la tentative de torpillage de l'économie par la Banque d'Angleterre. Comme l'a récemment admis la Banque d'Angleterre, démentant ainsi l'affirmation du gouverneur Andrew Bailey selon laquelle cette politique n'avait pas pour but de créer un effondrement de l'économie :

« La hausse des taux d'intérêt exerce une pression sur les entreprises endettées en augmentant le coût du service de la dette. Cette pression augmente la probabilité d'un défaut de paiement de la dette des entreprises et peut conduire certaines d'entre elles à réduire fortement l'investissement et l'emploi. Les défauts de paiement peuvent accroître les risques pour la stabilité financière directement en réduisant la résistance des prêteurs, tandis que les fortes réductions de l'investissement et de l'emploi peuvent indirectement affecter la stabilité financière en amplifiant les ralentissements macroéconomiques ».

À l'approche de l'automne, quelque 50 % des grandes entreprises et 70 % des PME sont confrontées à des arriérés de dettes qui, dans le meilleur des cas, se traduiront par une baisse de la rentabilité, une diminution des investissements et une augmentation du chômage et, dans le pire des cas, par une vague de faillites et de licenciements. Ainsi, tant du côté des entreprises que des ménages, nous sommes confrontés à un ralentissement déflationniste d'une ampleur jamais vue de mémoire d'homme, dont il n'existe pas de voie évidente de redressement.

Il est tentant de tenir la Banque d'Angleterre pour entièrement responsable de l'effondrement à venir. Mais comme nous le rappelle Richard Murphy, de Tax Research UK :

*« Depuis 2021, nous avons opté pour un **Armageddon économique** totalement inutile en raison de l'externalisation de la gestion de l'économie à la Banque d'Angleterre. »*

C'est un point de vue repris par l'initié bancaire Sasha Yanshin, avec une colère palpable envers un gouvernement Sunak qui dort au volant. Il ne fait aucun doute que les stratèges conservateurs espèrent que la Banque

d'Angleterre pourra maintenir le couvercle jusqu'aux prochaines élections, dans l'espoir que le gouvernement puisse persuader suffisamment d'électeurs de rester avec lui pour éviter une défaite pire que celle de 1997. Mais cela n'arrivera pas. Et en pratiquant la politique de l'autruche, le gouvernement risque de laisser la crise s'aggraver bien plus qu'elle ne l'aurait fait autrement. L'augmentation de la taxe permanente sur l'énergie en est un exemple : le gouvernement aurait dû convoquer les régulateurs pendant l'été et leur dire sans ambages d'obliger les compagnies d'énergie – qui affichent des bénéfices records – à absorber les pertes.

Le gouvernement aurait dû aller beaucoup plus loin, bien sûr. Il n'y a aucune excuse à ce que le marché hypothécaire véreux du Royaume Uni accorde des prêts à court terme pour des maisons que les gens veulent habiter pendant des dizaines d'années. Les banques ne devraient pas non plus être autorisées à facturer des frais chaque fois qu'un propriétaire doit renouveler son prêt hypothécaire. Entre-temps, le secteur locatif est un véritable gâchis, qui dure depuis des décennies, car les gouvernements successifs n'ont pas réussi à fournir les logements sociaux à loyer modéré qui étaient autrefois fournis par les conseils locaux.

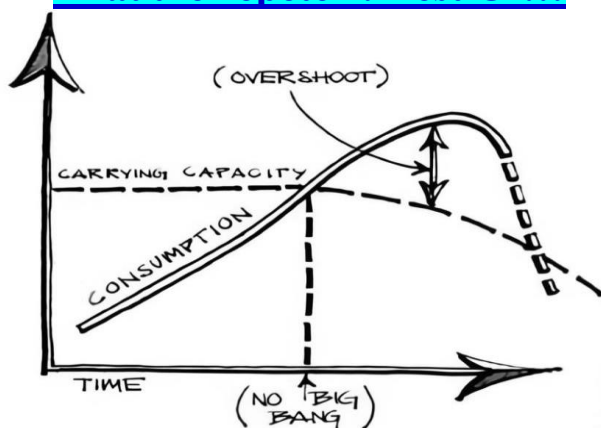
Au-delà du logement, la capacité des entreprises de services publics à répercuter les coûts sur les consommateurs dans ce qui est censé être un marché concurrentiel est un scandale... tout comme la pratique consistant à permettre aux régulateurs de travailler pour les entreprises de services publics qu'ils sont censés contrôler. Les entreprises de services publics ne sont pas les seules à pratiquer des prix abusifs. Les compagnies pétrolières ont mis un temps fou à répercuter la baisse des prix du pétrole, les supermarchés doivent encore répercuter les fortes baisses des prix de gros des denrées alimentaires, et il va sans dire que les banques n'ont répercuté qu'une fraction de la hausse des intérêts sur les épargnants. Il faudrait sans doute des années pour remanier les lois britanniques contre les monopoles et pour la protection des consommateurs... mais le gouvernement pourrait faire bien pire que de signaler aujourd'hui le début de ce processus.

Cependant, ni le gouvernement ni l'opposition n'ont proposé une seule politique fiscale – telle que l'augmentation de la TVA sur les produits de consommation courante ou la réduction des taxes sur les carburants pour diminuer les coûts de transport – pour soulager une Banque d'Angleterre dont la seule politique monétaire consiste à matraquer l'économie avec des taux d'intérêt... une approche qui alimente sans aucun doute la théorie de la conspiration selon laquelle un « ils » derrière le rideau est en train d'organiser un effondrement.

En réalité, je soupçonne (bien qu'il ne faille jamais exclure totalement les conspirations) que les politiciens actuels, ainsi que les personnes qui les conseillent, sont vraiment aussi stupides que cela. Ou plutôt, comme ces spécialistes qui peuvent calculer avec précision la vitesse de la lumière autour d'un trou noir mais qui ne peuvent pas faire bouillir un œuf sans le brûler, ils se sont tellement spécialisés dans l'art obscur de l'escroquerie pour se faire réélire qu'ils ont perdu tout contact avec la réalité... ils ne sont pas tant endormis au volant qu'ils ne savent même pas qu'il y a un volant pour commencer.

▲ **RETOUR** ▲

Il faut le répéter : Best Of...



.Articuler l'avenir

David Casey (Publié le 12 juin 2016)

Préparer

Mon dernier billet donnait une vue d'ensemble de ce à quoi ressemblera l'avenir. Comment pouvons-nous nous préparer à un tel avenir ? **Se préparer à affronter la fin de la civilisation industrielle n'est pas une tâche facile mentalement, physiquement ou spirituellement.**

La question est de savoir quel programme positif pourrait être proposé pour se préparer aux pénuries à venir. La réponse est que les programmes individuels et locaux doivent être élaborés par ceux qui en reconnaissent l'importance. Dans ce billet, mes spéculations sur ce que devrait contenir un tel programme pourraient servir de guide.

« Nous devons maintenant commencer à nous concentrer spécifiquement sur la question de la résilience. Si nous traversons cette période de déclin sans connaissance préalable, sans préparation, je crains qu'elle ne nous prive d'un grand nombre de nos valeurs fondamentales et que nous nous retrouvions ensuite avec un système très désagréable. Si nous pouvons renforcer la résilience du système à différents niveaux et traverser cette période de déclin en sachant qu'à la fin, nous aurons la capacité de concevoir le système d'une nouvelle manière, de manière durable, alors je pense que nous pourrions maintenir notre engagement en faveur de la démocratie, de l'équité, etc. C'est le défi que nous devons relever. »

-Dennis Meadows, 9 mars 2012, conférence au Smithsonian intitulée : Perspectives on the Limits of Growth : **Il est trop tard pour le développement durable.**

Meadows parlait du système, de l'économie, du gouvernement, de la réponse « globale ». Mais regardez les choses du point de vue de l'individu. **Vous et moi, notre famille, nos amis et nos voisins devons commencer à nous concentrer sur la résilience.** Si nous traversons cette période de déclin sans le savoir et sans nous y préparer, nous nous retrouverons dans une situation très désagréable. Si nous intégrons la résilience dans nos vies dès maintenant, nous aurons la capacité de reconstruire un meilleur mode de vie après le déclin. C'est en partie ce que je voulais dire dans mon dernier billet lorsque j'ai déclaré que plus tôt les personnes et les sociétés se prépareront à la vie après le pic pétrolier, plus elles seront en mesure d'influencer l'orientation de leurs opportunités. Si vous êtes pris au dépourvu par ce qui va se passer, vous serez mal placé pour influencer le cours de votre vie, et c'est un euphémisme. Au mieux, vous aurez de la chance, au pire, vous serez victime des circonstances.

• • •

Lorsque ce sujet a été abordé récemment, un ami m'a dit que ce que beaucoup de gens se demandent dans les situations d'effondrement, c'est combien de temps ils auront pour faire le dernier plein d'essence, faire une dernière course ou retirer de l'argent de leur compte en banque. Ces questions et ce genre de situations sont régulièrement abordées dans les livres de fiction qui traitent de situations de survie généralement extravagantes et dans les forums de préparation à la vie en ligne.

Ma réponse est que tout dépend des services bloqués ou refusés et de votre capacité de résistance et de celle de votre communauté. Dans presque toutes les circonstances (sauf en cas de cygne noir), vous aurez plus de temps que vous ne le pensez. Mais si vous êtes un tant soit peu résilient, vous n'avez pas à vous soucier de faire une dernière course au magasin, à la banque ou à la station-service. C'est le principe de base de la préparation. Vous ne devez pas paniquer à l'idée d'avoir besoin d'argent ou de courir au magasin. De telles mesures ne vous aideraient de toute façon que pendant une semaine ou deux. Et si c'est tout ce à quoi vous êtes préparé, vous serez probablement mort dans le mois qui suivra.

Cela peut sembler dur, mais ce que je veux dire, c'est que si quelque chose de si important se produit que vous

paniquez et que vous vous rendez à la station-service, à la banque et à l'épicerie pour vous préparer à la dernière minute, c'est que vous n'êtes probablement pas préparé, et que vous pourrez au mieux vous préparer un minimum pendant une à deux semaines à la dernière minute. Cela ne fonctionne que dans des situations à très court terme. Il est de loin préférable de se préparer réellement plutôt que de se contenter d'une préparation minimale qui repose entièrement sur des denrées alimentaires à court terme dans votre garage – et de le faire longtemps à l'avance, plutôt que de se précipiter dans la panique pour obtenir un tout petit peu de réconfort.

Le fait est que nous sommes confrontés à la fin de la civilisation industrielle. La durée est éternelle. Il ne s'agit pas de se préparer à un petit événement, comme faire ses valises parce qu'un feu de forêt approche de la maison, ou avoir quelques jours de nourriture pour survivre à un scénario de panne de réseau à court terme. **Ce à quoi nous sommes confrontés ne sera pas de courte durée et n'affectera pas une seule petite zone. Il affectera littéralement tout, de manière progressivement croissante.** À terme, dans votre région (quelle qu'elle soit), les épiceries n'existeront plus, personne ne conduira de voiture nulle part, les hôpitaux ne seront plus ouverts, les pompiers et la police ne viendront plus à votre secours. Etcetera.

C'est une chose qu'il faut parfois un certain temps pour assimiler. Se préparer à survivre quelques semaines de plus que les autres (en stockant de la nourriture et de l'eau, etc.) ne fait qu'augmenter vos chances de mourir peu de temps après avoir vu la plupart des autres personnes mourir. Si c'est la seule chose à laquelle vous êtes préparé, il serait peut-être préférable d'accepter votre mort et de partir quand la plupart des autres personnes partiront. Et je le dis très sincèrement. Je connais quelques personnes qui ont tellement de limitations qu'elles ne voient pas d'issue pour elles-mêmes dans les temps difficiles à venir et elles sont arrivées à un lieu mental/spirituel d'acceptation gracieuse qui embrasse le temps qu'il leur reste à vivre. Si vous voulez vraiment survivre, vous devez regarder en face la réalité de la fin de la civilisation industrielle elle-même et vous préparer bien au-delà du simple stockage de nourriture dans votre cave ou votre garage.

La préparation

Il y aura toujours un continuum de « meilleures pratiques » qui vous donneront une probabilité de survie plus ou moins élevée. La meilleure pratique réaliste serait probablement **une communauté** intentionnelle de personnes hautement qualifiées **(150 ou moins, car la science nous dit que c'est à peu près la limite du nombre de contacts qu'une personne peut vraiment suivre et avec lesquels elle peut établir des liens durables)** sur un grand terrain (attendant à un parc national ou d'État ou à un terrain BLM sur 3 côtés peut-être) et ayant la capacité de cultiver suffisamment de nourriture pour toutes ces personnes tout au long de l'année, ainsi que d'assurer votre propre sécurité de premier ordre. Dans une telle situation (avec beaucoup plus d'expansion d'idées), vous auriez probablement la meilleure chance de survivre à peu près à tout sauf à un holocauste nucléaire total. À l'autre extrémité du spectre, on trouve une personne qui mène une vie normale et qui possède dans le garage ou le placard quelques objets supplémentaires qu'elle pense pouvoir être utiles en cas d'urgence, mais qui n'a pas réfléchi ou planifié plus que cela et qui n'a pas de plan d'urgence. Cette personne et ses proches ne survivront probablement pas à un événement grave, si ce n'est par chance.

Une autre chose à retenir est que vous pouvez survivre n'importe où si vous êtes préparé – si vous avez le temps et les ressources nécessaires. Vous pouvez survivre en ville, dans les zones rurales, en Alaska, dans l'Arctique ou dans la chaleur torride du désert, etc. Vous n'avez pas besoin de vous isoler dans une zone rurale reculée pour survivre. En fait, si vous le faites et que vous n'avez pas de communauté, vous serez inévitablement à court de provisions, vous rencontrerez un problème médical que vous ne pourrez pas gérer ou vous vous ferez attaquer par quelqu'un qui cherchera à vous prendre vos affaires. On ne peut pas assurer la sécurité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et cultiver la terre en même temps. Les individualistes finiront inévitablement par être éliminés ou par mourir seuls.

Catégories

Je considère que la préparation a des catégories. Et je vois ces catégories de la même manière que l'éducation.

- 1.) **La première est la préparation de niveau secondaire.** C'est le cas lorsque vous êtes vaguement conscient des menaces, mais que vous ne faites pas grand-chose pour y remédier. Il serait peut-être préférable de dire que l'on est conscient de l'imminence d'un désastre, plutôt que des menaces. Les menaces sont spécifiques et pour les connaître, il faut vraiment procéder à une évaluation de la menace, à la manière des services de renseignement militaire. (Ce type de personne compte entièrement sur les autres pour s'occuper d'elle dans une situation d'urgence.

929.) **La deuxième catégorie est celle de la préparation au niveau collégial.** C'est à ce stade que se trouvent la plupart des « préparateurs », à un niveau situé entre la première et la dernière année d'études. Ils ont des armes et des munitions, ont suivi des cours de formation pour apprendre à les utiliser et vont au stand de tir plusieurs fois par an pour tirer sur des cibles. Il est très probable qu'ils participent fréquemment à des conventions de préparation et qu'ils y suivent des cours sur tous les sujets, de la mise en conserve des aliments à l'utilisation de la radio HAM, en passant par des tonnes d'autres choses susceptibles de les intéresser. Il est presque certain qu'à un moment donné, ils font partie d'au moins un, voire plusieurs groupes de préparateurs, mais ils ne les rencontrent en moyenne que deux fois par an, dans le meilleur des cas. Ils peuvent ou non avoir leur propre petite tribu d'amis et de membres de leur famille, bien qu'il s'agisse généralement d'un groupe hétéroclite plutôt que d'un groupe cohésif ayant une vision unique. La majorité des personnes de cette catégorie, comme la plupart des étudiants, sont plus intéressées par le facteur « cool » que par des efforts sérieux de préparation. Les couteaux de survie, la toute dernière installation radio HAM ou leur garde-manger rempli d'aliments mis en conserve à la main sont les sujets de conversation courants. Les « seniors » de ce groupe sont peut-être passés à une préparation plus sérieuse, comme la condition physique, la mobilité post-pétrole, l'analyse du renseignement, les multiplicateurs de force, le contre-espionnage et l'étude de la guerre de la quatrième génération.

929.) **La troisième catégorie est celle de la préparation à l'obtention du diplôme.** C'est à ce niveau que vous vous préparez réellement, selon moi, et non pas comme un passe-temps qui vous permet simplement de vous sentir mieux émotionnellement. À ce niveau, vous êtes vraiment sérieux. Vous avez fait face sobrement à ce que l'avenir vous réserve et vous êtes mentalement préparé aux décisions difficiles, parfois moralement grises, que vous aurez inévitablement à prendre. Vous vous êtes préparé spirituellement du mieux que vous pouvez aux épreuves à venir. Vous travaillez constamment sur votre santé, en tenant compte de vos limites physiques, en trouvant d'autres moyens de faire les choses là où votre corps vous limite, et en vous habituant autant que possible à un monde où les médicaments ne sont pas facilement accessibles. Vous avez, ou vous vous préparez activement à constituer une tribu de parents et/ou d'amis qui sont tous sur la même longueur d'onde et qui travaillent activement avec vous pour atteindre vos objectifs. Vous avez procédé à l'évaluation des menaces dans votre zone d'opérations (qui correspond essentiellement à l'endroit où vous vivez : votre quartier, votre ville et les villes adjacentes à la vôtre. Dans une ville, il s'agirait de votre maison, de votre pâté de maisons, de votre quartier, etc.), en allant de plus en plus loin jusqu'à ce que vous/votre groupe soyez prêts à défendre ou à intervenir en cas d'urgence. À ce stade, si vous en êtes physiquement capable, vous avez suivi ou suivez actuellement des cours d'entraînement sérieux au maniement des armes à feu, au moins jusqu'au SUT (Small-Unit Tactics), ainsi qu'une formation médicale avancée (pas seulement un cours de premiers secours) dispensée par un entraîneur civil légitime. Si vous avez un groupe cohérent, vous avez très certainement fait cela de concert avec certains, voire la plupart d'entre eux, et vous avez enseigné au reste de votre tribu ce que vous avez appris du mieux qu'ils peuvent apprendre et l'exécuter, en fonction de leurs capacités. Si vous n'avez pas encore de groupe cohérent, vous travaillez activement, physiquement, en réseau (faire partie d'un groupe Facebook ne compte pas). Bien entendu, vous avez fait et continuez à faire tout ce qui était pertinent dans le cadre de la préparation à l'entrée à l'université.

- 4.) La collecte de renseignements, l'évaluation des menaces et l'analyse sont littéralement à la base de tout le reste. Elles réduisent l'incertitude quant à l'avenir et nous indiquent à quoi et comment nous préparer. Le meilleur formateur civil (et

vraiment le seul que je connaisse à faire ce travail) est Sam Culper de Forward Observer. Il propose un cours en ligne que vous pouvez suivre : [ici](#). (Abonnement requis.) Il donne également des cours publics et privés dans tout le pays et tient souvent un stand lors des conventions sur la préparation à l'éventualité d'une catastrophe. Il vient également d'écrire un livre intitulé SHTF Intelligence qui est une excellente ressource et qui est disponible [ici](#) en version imprimée et en livre électronique.

Conclusion :

Il ne s'agit évidemment pas d'un guide pratique ou d'un manuel d'instructions. Si vous voulez un guide de préparation étape par étape, ce n'est pas celui-ci. Faire face à notre avenir désastreux peut être accablant, mais à un moment donné, nous devons l'accepter et agir. Le « premier pas » habituel sur l'échelle de la préparation consiste à stocker de la nourriture et de l'eau supplémentaires. Mais n'oubliez pas que la survie n'est pas une question de matériel, ni d'équipement cool que vous pouvez acheter. La dépendance à l'égard du matériel vous fera tomber dans un faux sentiment d'autosatisfaction et vous tuera. Je préférerais que vous commenciez par être en bonne santé. Et je veux dire en aussi bonne santé que possible, compte tenu de vos propres limites physiques, mentales et naturelles. Ce qui est « sain » pour une personne atteinte d'une maladie auto-immune peut être très différent de ce qu'il est pour une personne amputée d'une jambe, tout comme pour une personne autiste ou une personne souffrant d'un syndrome de stress post-traumatique. La santé ne sera pas du tout la même pour un retraité de 65 ans que pour un étudiant de 20 ans. Parmi les personnes que j'ai rencontrées et qui participent à des spectacles de survie, que j'ai vues à des conventions de préparateurs ou avec lesquelles je discute de ce sujet sur Internet, il est absolument ridicule de voir combien de ces personnes achètent simplement des trucs cool qui les aident à atténuer leur dissonance cognitive alors qu'elles sont ridiculement mal en point et ont des problèmes de santé qu'elles ignorent. Si vous êtes en bonne santé, tant physique que mentale, vous serez en mesure de vous rendre utile dans n'importe quel scénario d'effondrement. Si vous n'avez pas de nourriture, vous pourrez échanger vos compétences et votre temps contre ceux de quelqu'un d'autre. De plus, dans de nombreuses circonstances, vous ne pourrez pas accéder à vos « affaires » que vous avez si patiemment acquises et pour lesquelles vous avez dépensé tout cet argent. Inévitablement, il est bien plus souhaitable et efficace d'avoir les bons outils pour le travail, mais la santé, les connaissances et les compétences sont bien plus importantes dans un scénario d'effondrement que les « affaires » stockées sur lesquelles vous avez pris l'habitude de compter et dont vous ne pouvez pas vous passer.

Le meilleur conseil et la meilleure perspective que j'ai entendus sur l'avenir à venir sont les suivants

« Vivez en pensant à la mort. Aimez ce qui est, pas ce qui devrait être. Identifiez ce que vous aimez et poursuivez-le. Recherchez l'excellence dans votre vie. Faites ce qui est juste, sans vous attacher au résultat.

-Guy McPherson

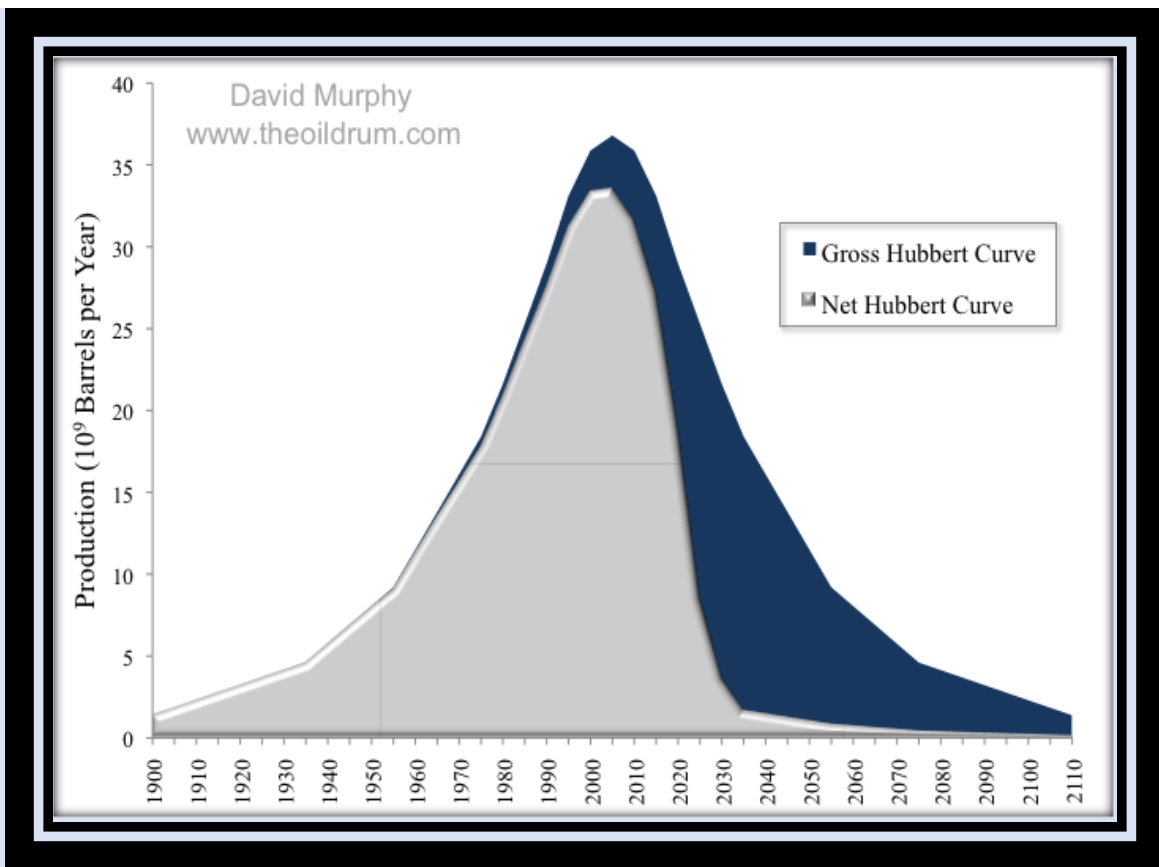
Biographie :

Alice Friedemann

Peak Everything, Overshoot, and Collapse (Le pic de tout, le dépassement et l'effondrement)

La falaise énergétique nette conduira à l'effondrement de la civilisation [Publié le 11 décembre 2019]





Le pétrole restant est de mauvaise qualité, et l'énergie nécessaire pour obtenir ce pétrole souvent éloigné est si importante que de plus en plus d'énergie (en bleu) est consacrée à la production de pétrole elle-même, laissant beaucoup moins d'énergie – la zone grise – disponible pour alimenter le reste de la civilisation.

Source : 22 juin 2009. **David Murphy**. *La courbe de Hubbert nette : Qu'est-ce que cela signifie ?* Theoil Drum.

C'est le graphique le plus effrayant que j'aie jamais vu. Il montre que **la civilisation risque de s'effondrer dans les 20 à 30 prochaines années**. Je pensais que la courbe d'épuisement du pétrole serait symétrique (bleue), mais ce graphique révèle qu'il s'agit plutôt d'une falaise (grise) lorsque l'on tient compte du rendement énergétique de l'énergie investie (EROEI).

Le gris représente l'énergie réelle (nette) après déduction de la quantité d'énergie beaucoup plus élevée (bleu) nécessaire pour obtenir et traiter le pétrole restant, qui est désagréable, lointain, de mauvaise qualité et difficile à obtenir. Nous avons immédiatement obtenu le pétrole facile et de haute qualité.

Avant d'atteindre son maximum en 2006, la production mondiale de pétrole conventionnel a connu une croissance exponentielle de 6,6 % par an entre 1880 et 1970. Bien que Hubbert ait tracé des courbes de production symétriques à la hausse et à la baisse, le côté déclinant pourrait être plus abrupt qu'une courbe en cloche, car les mesures héroïques que nous prenons actuellement pour maintenir la production à un niveau élevé (c'est-à-dire les forages intercalaires, les puits horizontaux, les méthodes de récupération assistée du pétrole, etc.) peuvent arrêter le déclin pendant un certain temps, mais une fois que le déclin commencera, il sera plus précipité (Patzek, 2007).

Il est clair que l'on ne peut pas "faire croître" l'économie sans augmenter l'approvisionnement en énergie. Vous pouvez imprimer tout l'argent ou créer tout le crédit que vous voulez, mais essayez de les mettre dans votre réservoir et vous verrez jusqu'où vous irez. Notre système financier dépend d'une croissance sans fin pour rembourser la dette, de sorte que lorsqu'il s'effondre, il y a moins de crédit disponible pour financer de nouvelles explorations et de nouveaux forages, ce qui garantit une crise pétrolière à plus long terme.

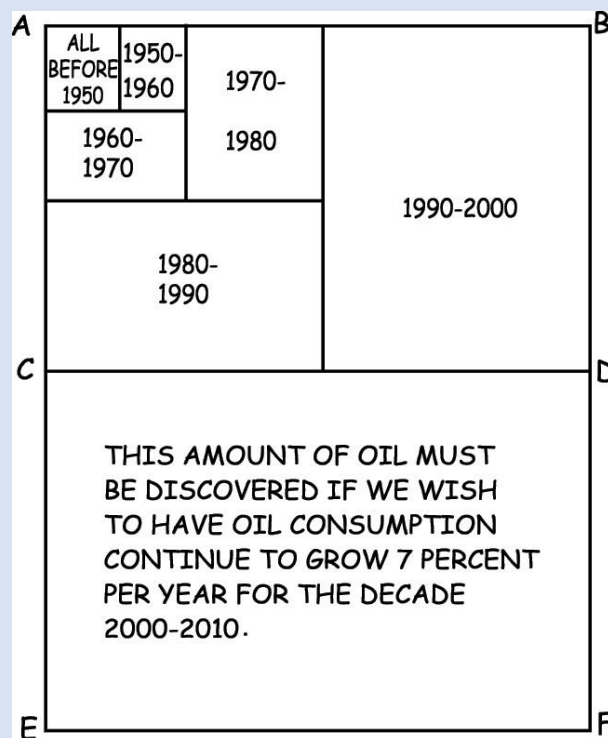
Outre les limites financières, il existe des limites politiques, telles que les guerres pour les ressources restantes. Pendant un certain temps, il est possible de réparer les infrastructures défectueuses et de continuer à planter, récolter et distribuer des aliments, d'entretenir et d'exploiter des usines de traitement de l'eau potable et des eaux usées, de pomper l'eau des aquifères asséchés comme l'Ogallala, qui produit ¼ de notre nourriture, mais à un moment donné, il sera difficile de fournir de l'énergie à tous les aliments et à toutes les infrastructures.

Le monde entier se dispute la zone grise et escarpée de pétrole qui reste, dont la plus grande partie se trouve au Moyen-Orient.

Hubbert pensait que l'énergie nucléaire remplacerait les combustibles fossiles.

Gail Tverberg de ourfinetworld écrit : « Hubbert n'a fait sa prévision d'une pente descendante symétrique que dans le contexte d'une autre source d'énergie remplaçant totalement le pétrole ou les combustibles fossiles, avant même le début du déclin. Par exemple, si l'on examine son article de 1956, Nuclear Energy and the Fossil Fuels, on constate que le nucléaire prend le relais avant le déclin des combustibles fossiles ».

La puissance de la croissance exponentielle : Tous les dix ans, nous avons consommé plus de pétrole que pendant toutes les décennies précédentes.



Une autre façon de voir les choses est ce que les écologistes systémiques appellent le rendement énergétique de l'énergie investie (EROEI). Aux États-Unis, en 1930, un « investissement » de l'énergie contenue dans un baril de pétrole a permis de produire 100 autres barils de pétrole, soit un EROEI de 100 :1. Il restait donc 99 autres barils à utiliser pour construire des routes, des ponts, des usines, des maisons, des bibliothèques, des écoles, des hôpitaux, des cinémas, des chemins de fer, des voitures, des bus, des camions, des ordinateurs, des jouets, des réfrigérateurs – tous les objets auxquels vous pouvez penser, et **500 000 produits utilisent le pétrole comme matière première** (voir le point 6). En 1970, l'EROEI n'était plus que de 30 :1 et en 2000, il était de 11 :1 aux États-Unis.

Charles A. S. Hall, qui a étudié l'EROEI pendant la majeure partie de sa carrière et publié des articles dans Science et d'autres revues spécialisées, estime que la société a besoin d'un EROEI d'au moins 12 ou 13 :1 pour maintenir notre niveau de civilisation actuel.

Parce que nous avons été les premiers à exploiter le pétrole facile, nous avons consommé 73 % de l'énergie nette qui sera jamais disponible, puisque l'extraction de la moitié restante des réserves nécessite beaucoup d'énergie.

Voici d'autres raisons pour lesquelles la falaise pourrait être encore plus abrupte :

Ce n'est pas notre pétrole

La quasi-totalité du pétrole non corrosif de bonne qualité et bon marché se trouve au Moyen-Orient. La plupart du pétrole restant nécessitera de grandes quantités d'eau douce pour l'extraire, mais l'eau douce est très limitée dans ces pays. Les raffineries et autres infrastructures d'extraction sont des cibles faciles à endommager ou à détruire par des terroristes ou lors de guerres.

Modèle des terres d'exportation

Les pays producteurs de pétrole utilisent de plus en plus leur propre pétrole (en déclin) à mesure que la population et l'industrie se développent au sein de leur propre nation, et ils doivent eux aussi utiliser de plus en plus d'énergie pour accéder à leur pétrole difficile. Il en résulte un graphique similaire à celui de la falaise énergétique nette : **soudain, il n'y aura presque plus de pétrole à acheter sur les marchés mondiaux.** Voir l'article de Jeffrey Brown intitulé « The Export Capacity Index » (l'une de ses statistiques est qu'au rythme actuel d'augmentation des importations de pétrole en Inde et en Chine, ces deux pays importeraient à eux seuls 100 % du pétrole disponible d'ici 18 ans).

La technologie

En améliorant notre technologie pour accéder au pétrole restant, nous rendons la falaise de l'autre côté encore plus abrupte puisque nous obtenons aujourd'hui du pétrole qui aurait été disponible pour les générations futures.

Les investissements ne seront pas réalisés parce que les délais d'amortissement s'allongeront

Comme ce qui reste est de plus en plus difficile et coûteux à trouver, à développer et à extraire, les périodes d'amortissement des investissements s'allongent, pour atteindre finalement des périodes extrêmement longues, ou des périodes proches de la durée de vie utile de l'investissement en capital (en fait, la même limite dans la dimension financière que celle d'un EROEI de 1). En d'autres termes, peu importe la quantité de ressources souterraines théoriques, la seule chose qui compte est la quantité qu'il sera économiquement possible de récupérer, et cette quantité sera considérablement inférieure à 100 % de ce qu'il serait théoriquement et techniquement possible de récupérer.

L'énergie devient incroyablement chère, comme le montrent ces photos de la plus haute structure jamais déplacée par l'homme, une plateforme offshore de gaz naturel norvégienne.

Croissance exponentielle de la population

Le pétrole qu'il nous reste dure donc encore moins longtemps.

Moins de pétrole obtenu que ce qui aurait pu l'être

Les projets maximisent le retour sur investissement plutôt que la récupération de la moindre goutte de pétrole possible. Il est tellement important de gagner de l'argent qu'une grande partie du pétrole du golfe Persique qui aurait pu être obtenu si l'extraction avait été plus lente reste dans le sol afin de l'extraire le plus rapidement possible pour réaliser des bénéfices, car c'est ainsi que fonctionne notre système financier : la gratification à court terme. Mais bon ! Dans une orgie totalement involontaire de cupidité insatiable, les milliardaires qui affirment qu'il n'y a pas de limites à la croissance ont ironiquement contribué à couler la planète.

Taux d'écoulement : Un taux de déclin de 8 % ou plus est probable

Flow Rate: An 8% or higher decline rate is likely

De nombreux PDG d'entreprises énergétiques et d'autres experts estiment que le taux de déclin moyen à l'échelle mondiale atteindra 8 % ou plus. Si le déclin de 8 % commence à 30 milliards de barils en 2015, nous n'aurons plus que la moitié du pétrole dans 8 ans. C'est un rythme trop rapide pour que la civilisation puisse y faire face.

- 2016 = 27.6
- 2017 = 25.4
- 2018 = 23.4
- 2019 = 21.5
- 2020 = 19.8
- 2021 = 18.2
- 2022 = 16.7
- 2023 = 15,4 (la moitié de ce que nous avons il y a 8 ans !)
- 2024 = 14

Le taux de déclin pourrait être inférieur à 8 % pendant un certain temps, ou supérieur à 8 % si un krach économique empêche le financement de projets futurs, si des guerres entravent la production de pétrole, si la technologie permettant de forer pour trouver du pétrole dans l'Arctique n'est pas trouvée d'ici quelques années (nous ne pouvons pas encore le faire en toute sécurité), et ainsi de suite.

Les points d'étranglement du pétrole

Il existe plusieurs zones critiques dans le monde où le flux de pétrole pourrait être interrompu par la guerre ou le terrorisme.

Guerres, cyber-attaques, guerre nucléaire, chaos social

D'ici 2024, si ce n'est plus tôt, la répartition inégale du pétrole restant, la famine générée par les émeutes et les pillages, et l'effondrement des économies auront déclenché une ou plusieurs guerres, des migrations massives et un chaos social.

Le pétrole de schiste et le gaz naturel ne peuvent pas empêcher l'effondrement. Martin Payne explique : « Les gisements de pétrole de schiste nous offrent un sursis temporaire face à ce que Bob Hirsch a appelé les graves conséquences d'un manque d'action proactive face au pic pétrolier. Sans pétrole non conventionnel, nous nous retrouvons avec **une falaise de Hubbert** au lieu d'un pic arrondi de Hubbert ». Mais cela ne durera pas : « Le pétrole conventionnel, qui a été découvert en grandes quantités dans des gisements géants dans les années 40 et 50, disposait d'énormes réserves et présentait des porosités et des perméabilités élevées, ce qui signifie qu'il s'écoulait à des taux très élevés pendant des dizaines d'années. À l'inverse, quelques rares gisements de pétrole de schiste ont une porosité et une perméabilité très faibles et doivent être fracturés hydrauliquement pour s'écouler. Le pétrole conventionnel est un animal différent du pétrole non conventionnel ; certains puits de pétrole non conventionnel ont des taux de production initiaux élevés, mais tous ces puits ont **des taux de déclin élevés**. Hubbert a anticipé de nombreux efforts progressifs de la part de l'industrie pour faire en sorte que le côté droit ou déclin de sa courbe soit une courbe plus graduelle plutôt qu'une chute brutale (Andrews).

Si l'une de ces guerres implique des bombes nucléaires, au moins un milliard de personnes mourront. Les troubles ont certainement réduit la capacité des compagnies pétrolières à forer.

Même les agriculteurs pourraient cesser de cultiver une fois que les citoyens et les milices itinérantes auront récolté tout ce qui a été cultivé (c'est-à-dire l'Afrique telle qu'elle est décrite dans l'ouvrage de Parenti intitulé « Tropic of Chaos » : Climate change and the new geography of violence » de Parenti).

Les cyberattaques de la Chine, de la Russie et d'ailleurs ont mis le réseau électrique américain hors service afin d'empêcher les forces militaires américaines d'essayer de s'emparer du pétrole saoudien et irakien restant – les forces armées seront trop occupées à maintenir l'ordre aux États-Unis pour s'aventurer à l'étranger – et ne

pourraient pas y aller même si elles le voulaient, car les attaques de drones chinois et russes auront détruit toutes les raffineries de pétrole des États-Unis, et nous avons pris des mesures de représailles contre elles, de sorte qu'elles ne pourront pas non plus raffiner le pétrole). Nous avons également cyberattaqué leurs réseaux électriques. La plupart des grandes villes n'ont pas de système de traitement des eaux usées ni d'eau potable. Les centrales nucléaires sont en train de fondre.

Il n'y a pas de substitut au pétrole

Le charbon – pourquoi il ne peut pas se substituer facilement au pétrole

« Le pic est mort » et l'avenir de l'approvisionnement en pétrole

[Coal — why it can't easily substitute for oil](#)

[“Peak is dead” and the future of oil supply:](#)

Steve Andrews (ASPO) : Vous mentionnez dans votre article que les liquides de gaz naturel ne peuvent pas se substituer entièrement au pétrole brut parce qu'ils contiennent environ un tiers d'énergie en moins par unité de volume et que seul un tiers de ce volume peut être mélangé au carburant de transport. En ce qui concerne l'utilisation dominante du pétrole brut dans le secteur des transports, quelle est l'importance de l'augmentation continue des LGN par rapport au plateau du pétrole brut ?

Richard G. Miller : Le rôle des LGN est un peu curieux. On peut faire rouler une voiture avec si l'on veut, mais ce n'est pas un substitut au pétrole liquide. Il est possible de convertir les moteurs des flottes pour qu'ils fonctionnent au gaz liquéfié ; il est probablement préférable de le considérer comme un carburant pour les flottes. Mais ce n'est pas un substitut au pétrole pour ma voiture. D'une manière générale, l'augmentation de la production de LGN ne permet pas de compenser la perte de brut liquide.

La seule façon d'éviter cela ou de retarder la fin du pétrole de quelques années, c'est si un gouvernement a immédiatement développé des armes biologiques efficaces et ne se soucie pas de savoir si sa propre population en souffre également.

Je me sens fou d'avoir écrit ce paragraphe très sombre avec seulement quelques-unes des conséquences potentielles, mais la courbe « aileron de requin » m'a poussé à le faire !

Même si je lis et écris sur les pics depuis 2001, et sur l'essor et la chute des civilisations depuis 40 ans, j'ai du mal à croire qu'un effondrement puisse se produire si rapidement. J'ai du mal à croire qu'il puisse y avoir un jour une époque qui ne soit pas comme aujourd'hui. Qu'il puisse y avoir un jour une époque où je ne pourrai pas sauter dans ma voiture et parcourir 10 000 miles.

Je peux très bien imaginer l'avenir, mais il est si difficile d'y croire.

Y croire.

Références

Andrews, Steve. 29 juillet 2013. Entretien avec Martin Payne- Is Peak Oil Dead ? ASPO-USA Peak Oil Review.

Patzek, T. 2007 Comment pouvons-nous survivre à notre mode de vie ? 20^e table ronde sur le développement durable des carburants, siège de l'OCDE.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Une énergie trop bon marché pour être mesurée.

Un commentaire de Christian Breyer sur l'avenir des énergies renouvelables.

Ugo Bardi Lundi 28 août 2023

The Sunflower Paradigm

Building Resilience for
a Sustainable Society

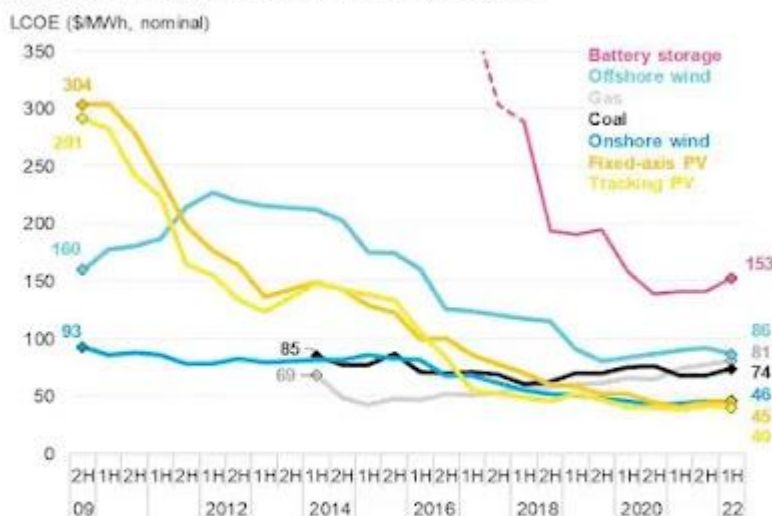


Une photo que j'ai prise il y a quelques jours du soleil se couchant derrière la cheminée d'une maison dans le centre de la Toscane. Le soleil est la source ultime d'énergie pour nous, et elle est gratuite ! Trop bon marché pour être mesurée.

L'année dernière, j'ai publié un article sur le blog « The Sunflower Paradigm » dans lequel je décrivais le soleil comme une « centrale nucléaire dans l'espace », l'incarnation du vieux concept de « l'énergie trop bon marché pour être mesurée » qui a été exprimé pendant l'euphorie de l'ère nucléaire, dans les années 1950.

Le faible coût de la génération actuelle d'énergie solaire et éolienne permet de revenir à cet ancien concept. Nous n'avons pas besoin de nous encombrer de réacteurs nucléaires complexes, coûteux et dangereux à la surface de la Terre. Nous pouvons utiliser une centrale de fusion nucléaire située dans l'espace : le soleil. Cela fonctionne, c'est immédiatement là, cela ne coûte rien et nous disposons maintenant de bonnes technologies pour convertir l'énergie qu'elle crée en électricité. C'est une énergie bon marché. Pas encore « trop bon marché pour être mesurée », mais on s'en approche. Regardez ces données impressionnantes :

Figure 1: Global levelized cost of electricity benchmarks, 2009-2022



Source: BloombergNEF. Note: The global benchmark for PV, wind and storage is a country-weighted average using the latest annual capacity additions. The storage LCOE is reflective of a utility-scale Li-ion battery storage system with four-hour duration running at a daily cycle and includes charging costs.

Malheureusement, de nombreuses personnes (y compris des leaders d'opinion et des décideurs) semblent être entrées dans une boucle psychologique négative qui les pousse à nier l'utilité des énergies renouvelables et à attendre plutôt des miracles impossibles, tout en sachant pertinemment qu'ils n'arriveront pas. Cette question est abordée, entre autres, par Glenn Albrecht dans son livre « Earth Emotions », où il déclare :

« Lorsque la vie devient intolérable et qu'il semble n'y avoir aucune issue, les prières et l'espoir désespéré d'une fin définitive, qui nous permettrait de tout recommencer, se font entendre. Les non-croyants de la religion du « ravissement » se contentent de s'adonner à l'euphorie du désastre, de se droguer et de boire davantage.

J'ai donc pensé que les lecteurs de ce blog pourraient être intéressés par le commentaire sur le concept que j'ai proposé que j'ai reçu de Christian Breyer à ce sujet. Christian est professeur d'économie solaire à l'université de LUT, en Finlande, et l'un des chercheurs les plus éminents dans ce domaine.

Christian Breyer a écrit :

Ugo, tout d'abord, merci beaucoup pour votre initiative.

Personnellement, je n'aime pas beaucoup l'expression « énergie de fusion » car elle est héritée de promesses vieilles de plusieurs décennies sans aucune pertinence pour la réalité en raison d'échecs continus – pourquoi l'énergie solaire devrait-elle être dévalorisée par une si mauvaise réputation ? Il ne s'agit peut-être que de mes réflexions personnelles, car la « puissance de fusion » (sur terre) est un beau vœu pieux et, en fin de compte, une excellente recherche pour la physique des hautes températures à ses limites et la science des matériaux correspondante, mais elle n'a aucune pertinence pour l'approvisionnement en énergie. En cas de succès, elle serait disponible à un moment où le système énergétique mondial (solaire et éolien) a permis de survivre à l'urgence climatique. En tout état de cause, avec toutes les estimations de coûts actuelles pour une technologie inexistante, il semble qu'elle ne soit pas du tout compétitive, puisqu'un système d'énergie 100 % renouvelable basé en grande partie sur le solaire et l'éolien coûtera le même prix ou moins, mais avec une technologie qui peut être utilisée par tous les pays du monde, en particulier dans le Sud, où la majeure partie de la demande d'énergie supplémentaire se produira.

En tant que physicien, je suis tout à fait d'accord pour dire que vous avez raison 😊 et que la puissance de fusion de notre soleil est la voie à suivre (parmi d'autres solutions). Il y a peut-être un autre malentendu moins utile : les centrales solaires dans l'espace pour envoyer de l'énergie sur terre (énergie solaire spatiale). Cette option est discutée de temps en temps, mais il y a de fortes chances qu'elle ne soit jamais introduite à grande échelle, en raison des coûts (plus élevés que sur terre) et des risques (destruction due à tous les déchets en orbite et attaques dues à la guerre – nous apprenons maintenant que la menace nucléaire dans la guerre n'est pas une théorie, mais une réalité brutale).

Nous en sommes à l'an 47 de la recherche sur les systèmes d'énergie 100 % renouvelable. Ce qui suit est vraiment important :

La demande de base : elle existera tant qu'une civilisation utilisera de l'électricité.

La demande de production de base : appartient au passé d'un système énergétique fossile-nucléaire qui n'est PAS nécessaire dans un système énergétique basé sur l'énergie solaire et éolienne et sur des options technologiques modernes utilisant la flexibilité disponible en grandes quantités, et ne compromettant PAS du tout les services énergétiques (par exemple illustré ici : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0360544221007167> ; avec plus de détails conceptuels ici : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0306261920316639> , ou ici : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S036054421831288X>) .

Les analyses modernes des systèmes énergétiques sont effectuées à une résolution horaire avec des données

météorologiques et des données de demande réelles, de sorte qu'il est facile de vérifier comment un système doit être conçu de manière à fonctionner correctement à toutes les heures de l'année.

Pour ceux qui pensent encore que la production de base serait impossible (ou nécessaire), nous avons même préparé un article scientifique dans lequel cela est démontré sur la base de l'énergie solaire et éolienne (<https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2019.118466>). Le doctorant ne comprenait pas pourquoi un tel « non-sens » comme la production de base devait même être publié, puisque dans les publications scientifiques de pointe, il a été démontré dans des centaines d'articles qu'elle n'était pas nécessaire. Cependant, pour les débats sur le sujet, il est utile de montrer qu'elle ne sera pas nécessaire, mais que même cela pourrait être fait (BTW, pour un coût nettement inférieur à celui de la nouvelle énergie nucléaire ...).

Ce point est également abordé et intégré dans une revue thématique sur la recherche en matière de systèmes d'énergie 100 % renouvelable, récemment publiée (un peu plus ci-dessous) :

<https://ieeexplore.ieee.org/document/9837910>

RethinkX : Sachez que l'approche simplifiée à l'extrême de Seba et al. Est dangereuse et n'a de sens que pour ceux qui n'ont pas la moindre idée d'un véritable système énergétique. Pourquoi ? Un système énergétique basé sur le solaire, l'éolien et les batteries (et rien d'autre) n'est PAS stable et ne fonctionnera pas pour un approvisionnement en électricité ininterrompu. Je suggère fortement que les idées de RethinkX soient publiées dans une revue scientifique, afin que toutes les limites de la simplification à outrance soient rendues transparentes.

La revue de la littérature sur l'EROI dans le document Earth4All est très bonne et mérite d'être lue. L'impact fondamental des taux d'apprentissage est bien présenté, MAIS un système énergétique réel est BEAUCOUP plus complexe que ne l'indique la simplification à outrance.

Une approche plus réaliste est proche, car environ 90 % de toute l'électricité pourrait provenir de l'énergie solaire et éolienne, et environ 95 % de tout le stockage pourrait provenir de batteries, comme le montre ce document (<https://www.nature.com/articles/s41467-019-08855-1>), MAIS l'absence de discussion sur la différence par rapport à 100 % est la raison pour laquelle les sceptiques peuvent croire qu'un système alimenté par l'énergie solaire et éolienne ne fonctionnerait pas (... « dans les heures où le soleil et le vent font défaut » ...). Diverses solutions plus modestes permettent de parvenir à une solution 100% renouvelable, stable et peu coûteuse. Le couplage sectoriel (également appelé système énergétique intelligent), qui a fait l'objet de nombreuses discussions, vient s'ajouter à cette solution et permet de réduire davantage le coût du système énergétique. Là encore, l'article de synthèse susmentionné donne matière à réflexion et fournit des références supplémentaires.

Perspectives :

Je ne veux pas être pessimiste, il y a beaucoup d'indications qui permettent de se réjouir d'un avenir radieux.

Dans un article de synthèse récent, des chercheurs de 15 universités (dont plusieurs figurent sur cette liste) ont résumé l'état de la recherche sur les systèmes d'énergie 100 % renouvelable :

<https://ieeexplore.ieee.org/document/9837910>

(aperçu des origines de la discipline, développement des publications, études mondiales pertinentes, critiques régulières et réponses [EROI, matériaux, variabilité, coûts, etc.] et perspectives de recherche) – plus de 400 références sont fournies pour une lecture plus approfondie, et les connaissances de plusieurs chercheurs clés dans le domaine sont agrégées, représentant également les 5 équipes ayant publié le plus d'articles dans le domaine – tout en mettant l'accent sur le fait d'être aussi inclusif et équilibré que possible en ce qui concerne les technologies, les approches, les discours et les sujets spécifiques de pertinence.

Nous avons tout e' main pour créer ~~une civilisation véritablement durable~~, car pour la première fois, les humains disposent de la technologie et des moyens nécessaires pour créer un monde riche en énergie pour tous les humains d'ici la fin de ce siècle. Cela implique même la réduction du CO2 dans l'atmosphère, car cela serait énergétiquement abordable et durablement réalisable (bien que ce ne soit pas le cas avec BECCS). Il ne semble pas y avoir d'obstacle fondamental tant que des ressources renouvelables (durables) sont utilisées et qu'une économie circulaire est à la base de nos activités.

Je vous prie 'agrée, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées,

Christian

▲ [RETOUR](#) ▲

¡No más!

Par James Howard Kunstler – Le 14 août 2023 – Source [Clusterfuck Nation](#)



“Ce n'est plus gauche contre droite, c'est anti-Establishment contre pro-Establishment”. – Glenn Greenwald



Le karma est l'interrupteur de Dieu, et il est presque toujours appliqué avec un gloussement cosmique. Les choses s'arrangent lorsqu'une certaine surcharge de dissonance cognitive brise le cerveau de ceux qui s'efforcent de continuer à vivre. Le pays en a eu assez – assez d'hypocrisies ambulantes, assez d'attaques contre lui, assez de conférences Tik-tok de la part de ceux qui ont le nez en l'air pour le déjeuner. Nous sommes à la fin de quelque chose et au début de quelque chose de nouveau. **En d'autres termes : un coup de pied au cul s'annonce.**

Cueillez un Oliver Anthony, paysan du sud à la barbe rouge flamboyante, et un nouvel hymne pour les millions de personnes qui souffrent des effronteries incessantes des élites dirigeantes. Le magazine Rolling Stone, organe des élites dirigeantes, a présenté le phénomène de la manière suivante :

Right-Wing Influencers Just Found Their Favorite New Country Song

In “Rich Men North of Richmond,” a singing farmer in Virginia blasts high taxes and obese people on welfare, and even appears to allude to Jeffrey Epstein

Les influenceurs de l'aile droite viennent de trouver leur nouvelle chanson Country favorite. Dans “Rich men north of Richmond” un chanteur fermier de Virginie s'en prend aux taxes élevées et aux obèses financés par la secu, avec même une allusion à Jeffrey Epstein.

Les choses énumérées ci-dessus sont... quoi ? Des choses auxquelles Rolling Stone est favorable ? Des causes qui lui tiennent à cœur ? Des impôts élevés et des personnes obèses bénéficiant de l'aide sociale ? Et la chanson d'Anthony les dénigre ? Vous voulez dire que les influenceurs de droite ne devraient pas mentionner le nom de Jeffrey Epstein ? Est-ce que c'est tout simplement impoli... ou est-ce que cela soulève des questions peu appétissantes qu'il vaut mieux ne pas poser (en compagnie polie) ? Cela montre bien où se situent les lignes de combat, n'est-ce pas ?

L'insulte finale qui a galvanisé tous ces sentiments en une chanson a peut-être été l'annonce sournoise faite vendredi après-midi par Merrick Garland – alors que, théoriquement, personne n'y prêtait attention – de la nomination du procureur David Weiss en tant qu'avocat spécial dans l'affaire Hunter Biden. Il s'agit du même David Weiss, vous l'aurez compris, qui a supervisé l'enquête sur Hunter Biden pendant les cinq dernières années avant de déterminer ce qui pouvait être incriminé dans un vaste inventaire de délits financiers auquel s'ajoutaient des transgressions documentées en matière de sexe et de drogue. C'est ce même David Weiss qui a laissé s'écouler les délais de prescription pour bon nombre de ces délits pendant qu'il traînait à Wilmington. Le même David Weiss qui a concocté un accord de plaidoyer sur tout cela, avec une clause cachée de sortie de prison insérée sournoisement dans les petits caractères du soi-disant "*accord de déjudiciarisation*" qui aurait immunisé Hunter B contre toute autre enquête – que la juge Maryellen Noreika n'a découvert que par hasard au dernier moment, ce qui a fait capoter l'accord. (Et pourtant, le gouvernement affirme aujourd'hui que l'accord de déjudiciarisation – et l'immunité de Hunter B contre toute autre accusation – "*suit son cours*", est "*en vigueur*" et "*toujours contraignant*". Hmmm....)

Ce genre d'audace sans fard résume bien l'insouciance et l'irrespect des lois de Garland en tant que procureur général véreux. Mais alors, à qui s'adresser pour obtenir réparation ? Ceux qui se demandent pourquoi il n'y a plus de justice en Amérique de nos jours n'ont pas besoin de chercher plus loin. Soit dit en passant, la nomination de Weiss était manifestement illégale. La loi sur le conseiller spécial stipule clairement que le poste ne peut être occupé que par une personne qui n'est pas employée par le gouvernement. Garland ne sait-il pas comment cela fonctionne ?

Ce que le procureur général a également jeté à la figure des Américains, c'est l'esquive de l'"*enquête en cours*" qui permettrait au ministère de la justice d'éviter de répondre à toute enquête du Congrès sur les crimes financiers enchevêtrés de Hunter Biden, qui, après tout, ont été commis au service de l'opération mondiale de racket de la famille Biden. A-t-on jamais vu une dissimulation aussi flagrante ? Le moment est donc venu de mettre en accusation Merrick Garland pour violation de la loi sur les conseillers spéciaux et obstruction à la justice. C'est assez simple et cela devrait être le premier point à l'ordre du jour lorsque le Congrès reviendra de ses vacances d'août pour faire le tour des foires de comté. Le deuxième point à l'ordre du jour devrait être la mise en accusation de "*Joe Biden*", s'il n'a pas démissionné avant la fête du travail.

Sur une note différente mais extrêmement importante, et en rapport avec le mensonge grotesque du gouvernement américain, un avocat de la *Federal Drug Administration* a déclaré à une cour d'appel fédérale de Louisiane saisie d'un procès la semaine dernière que l'agence n'avait en fait aucune politique contre l'utilisation de l'ivermectine pour traiter la Covid-19.

Ces déclarations ne sont pas des règlements, elles n'ont aucune conséquence juridique et n'interdisent pas aux médecins de prescrire de l'ivermectine pour traiter la Covid-19 ou à toute autre fin. Bien au contraire, il existe trois exemples que j'aimerais signaler au tribunal dans le dossier et qui montrent que la FDA reconnaît explicitement que les médecins sont habilités à prescrire de l'ivermectine pour traiter la Covid-19.

Dans quelle mesure cela est-il vrai ? La FDA a contraint Blue Cross et d'autres assureurs à avertir les médecins de ne pas prescrire d'ivermectine pour traiter la Covid-19, de même que la Federation of State Medical Boards et la National Association of Boards of Pharmacy à ne pas remplir les ordonnances médicales d'ivermectine pour les patients atteints de la Covid-19, malgré le fait qu'il s'agissait de l'un des traitements les meilleurs, les plus efficaces et les plus sûrs pour la maladie. La FDA a diffusé des messages d'intérêt public recommandant aux

Américains de ne pas prendre d'ivermectine. En conséquence, les conseils médicaux des États ont persécuté les médecins qui prescrivaient ce médicament (par exemple, le conseil médical du Maine a persécuté le Dr Meryl Nass). En outre, des centaines de milliers de patients atteints de la Covid-19 se sont vus refuser un traitement précoce, et nombre d'entre eux sont décédés.

Nous savons tous pourquoi la FDA a prétendu que l'ivermectine n'était pas autorisée à être utilisée. Parce que cela aurait supprimé l'autorisation d'utilisation d'urgence qui désignait les injections d'ARNm comme la seule réponse à la Covid-19, et que cela aurait obligé les entreprises pharmaceutiques à être responsables de tout ce qui aurait mal tourné. Bien entendu, tout a mal tourné et des millions de personnes en paient aujourd'hui le prix. S'agit-il du début du dénouement d'un crime colossal commis par ces hommes riches au nord de Richmond à l'encontre du peuple de ce pays ?

[Extrait du site officiel de la FDA](#), 10 décembre 2021 :

Here's What You Need to Know about Ivermectin

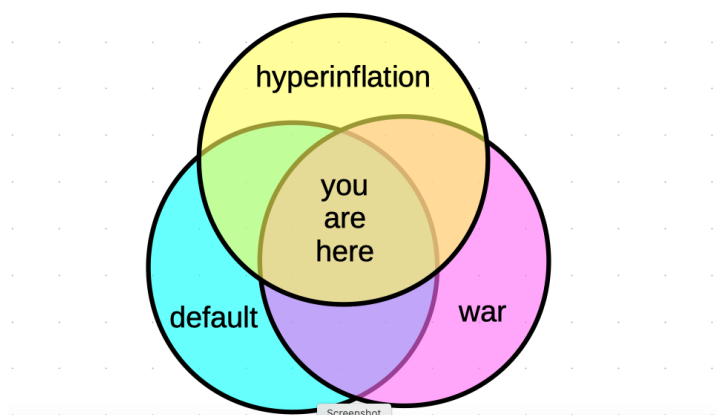
- The FDA has not authorized or approved ivermectin for use in preventing or treating COVID-19 in humans or animals. Ivermectin is approved for human use to treat infections caused by some parasitic worms and head lice and skin conditions like rosacea.

[\(929\) Oliver Anthony – Rich Men North Of Richmond – YouTube](#)

▲ [RETOUR](#) ▲

Hyperinflation, défaut de paiement et guerre

Par Dmitry Orlov – Le 8 août 2023 – Source [Club Orlov](#)



Beaucoup de gens semblent heureux de vivre selon la logique infaillible qui veut que si une chose mauvaise prédite ne s'est pas encore produite, cela signifie automatiquement que ceux qui la prédisaient avaient tort et que cette chose mauvaise ne se produira jamais. Il est absolument inutile d'essayer de leur expliquer qu'il est beaucoup plus facile de prédire avec précision QUE quelque chose se produira que de prédire avec précision QUAND cela se produira. Il semble y avoir une prédisposition génétique commune à tous les humains à regrouper tous les développements indésirables et peut-être inévitables, mais pas encore naissants, dans une seule et même catégorie de "choses dont il ne faut pas s'inquiéter pour l'instant". Il s'agit d'une vaste catégorie qui comprend le début de la prochaine ère glaciaire d'ici un millénaire, la pénurie de pétrole dans le monde (le monde n'en manquera pas, mais vous pourriez en manquer) et, bien sûr, le

château de cartes financier des États-Unis qui finit par faire cette chose que les châteaux de cartes font tous si vous continuez à y ajouter des cartes, sauf que (et c'est ce qui rend les châteaux de cartes si excitants) vous ne savez jamais quelle carte sera celle de trop.

La perte par les États-Unis de leur cote de crédit AAA a provoqué chez certains un grognement bruyant avant qu'ils ne se rendorment dans leur fauteuil. L'annonce que les paiements d'intérêts annuels sur la dette fédérale américaine sont sur le point de dépasser les 1 000 milliards de dollars et d'engloutir la totalité de la partie discrétionnaire du budget fédéral a fait froncer les sourcils pendant une seconde ou deux avant de se calmer à nouveau à l'aide de l'un des mantras réconfortants, tels que "*ils trouveront bien quelque chose !*" ou "*j'aurais de la chance de vivre aussi longtemps !*" ou (celui-ci prononcé avec un sourire malicieux) "*il suffit de commencer une autre guerre !*".

En effet, les guerres ont été extrêmement utiles aux États-Unis à plusieurs reprises. Les guerres indiennes ont permis aux États-Unis de défricher des territoires pour les coloniser, provoquant au passage le plus grand génocide de l'histoire mondiale, estimé à environ 100 millions d'âmes. La guerre américano-mexicaine, ou *Intervención estadounidense en México*, a permis aux États-Unis de prendre le contrôle de l'Arizona, du Nouveau-Grand-Bretagne et de certaines parties de l'Utah, du Nevada et du Colorado. La guerre de Sécession (dont la fin de l'esclavage n'était que la justification propagandiste) a éloigné le Sud de l'Empire britannique, ce qui a permis au Nord d'accélérer la production industrielle en utilisant le coton du Sud. La Seconde Guerre mondiale a été la plus payante pour les États-Unis : la stratégie consistant à soutenir à la fois les fascistes et les communistes dans leur lutte mutuelle (il est vrai que le soutien des communistes n'a commencé à arriver qu'après la bataille de Stalingrad, au cours de laquelle il devenait évident que les fascistes seraient vaincus) a permis aux États-Unis d'écarter la Grande-Bretagne et de devenir la première puissance mondiale pendant près d'un demi-siècle. L'effondrement inattendu et utile de l'URSS a prolongé cette période de trois décennies supplémentaires.

Mais depuis lors, les possibilités sont devenues de plus en plus minces. Certes, les diverses opérations militaires menées dans l'ex-Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie, en Somalie et au Yémen, ainsi que dans d'autres régions pauvres et relativement sans défense, ont été une aubaine pour l'industrie de la défense américaine, mais elles n'ont pas aidé le moins du monde le projet global visant à redonner un second souffle aux États-Unis. La guerre par procuration qui échoue actuellement dans l'ancienne Ukraine n'arrange rien du tout : elle démontre, tout à la fois, que les systèmes d'armes américains sont obsolètes, que l'Amérique craint d'affronter directement la Russie et qu'elle est bien trop désindustrialisée pour suivre le rythme effréné de la Russie en matière de production d'armes et de munitions. Pire encore, elle n'a plus d'argent et s'apprête à voler Pierre pour payer Paul : dépenser l'argent déjà destiné à l'aide à l'Ukraine pour armer Taïwan. En ce qui concerne Taïwan, il ne reste plus qu'une élection pour que le Guomindang (le parti nationaliste qui s'était initialement séparé des communistes du continent) prenne le pouvoir et choisisse de s'unir au continent. Quoi qu'il en soit, la farce de l'opposition des États-Unis à la Chine n'est que de l'aigreur : les États-Unis tiendraient tout au plus quelques mois sans les fournitures et les pièces détachées chinoises.

Tout cela rend-il improbable que les États-Unis tentent à nouveau de retarder leur effondrement économique et leur dissolution politique en déclenchant une nouvelle guerre de choix ? Oui, je pense que c'est exactement ce que cela signifie. Mais il est beaucoup plus probable qu'un autre type de guerre se développe spontanément : une guerre entre divers groupes armés à l'intérieur même des États-Unis. L'élément déclencheur sera très probablement d'ordre financier ; comme l'ont fait remarquer certains observateurs avisés, aux États-Unis, tout est sujet de plaisanterie, sauf l'argent. L'argent est la condition sine qua non, le facteur déterminant, le moyen de subsistance et l'élément fondamental des États-Unis. Leur marche vers l'indépendance nationale a commencé par une révolte fiscale contre la couronne britannique, connue sous le nom de Boston Tea Party (bien que, comme d'habitude dans l'histoire des États-Unis, la substance en question n'était pas du thé mais de l'opium et que la fête n'en était pas une). Pour les Américains, le dollar est "*le sel de la terre*". "*Mais si le sel perd sa salinité, comment le rendre à nouveau salé ? Il n'est plus bon à rien, sinon à être jeté dehors et foulé aux pieds*". (Matthieu 5 :13).

Ce qui sera “jeté et foulé aux pieds”, dans ce cas précis, ce sont les États-Unis d’Amérique. Les États individuels resteront des petits coins pauvres, rongés par la criminalité et sans importance. Certains d’entre eux pourraient éventuellement se réintégrer selon de nouvelles lignes ethniques, raciales et/ou religieuses, tandis que d’autres (le Nevada, par exemple) pourraient être complètement abandonnés. D’ores et déjà, les gens se déplacent et s’autoségrèguent le long des lignes de démarcation politiques : les rouges se déplacent vers les États rouges, les bleus vers les États bleus. À mesure que la loi et l’ordre disparaissent (comme c’est déjà le cas à Washington et à la Maison Blanche en particulier, et le poisson pourrit toujours par la tête), les épisodes de nettoyage ethnique, racial et religieux suivront leur cours sans rencontrer d’opposition. Étant donné que les États-Unis sont très riches en armes et en munitions, certains de ces épisodes d’auto-organisation post-Union prendront probablement la forme d’une guerre, et étant donné le penchant historique des Américains pour le génocide, au moins quelques-uns de ces épisodes se transformeront probablement en massacres purs et simples.

Voilà pour la guerre. C’est un sujet des plus déprimants et ceux qui osent prononcer les mots “*Nous allons juste commencer une autre guerre*” avec un sourire malicieux devraient se donner une fessée très forte. Qu’ils le veuillent ou non, ils risquent d’avoir beaucoup de guerres qu’ils n’aimeront pas.

Et que dire de l’hyperinflation et du défaut de paiement ? Bien que certains considèrent ces deux phénomènes comme totalement distincts, ils ne sont que les deux faces de la pièce de monnaie de l’effondrement financier, qui se rapproche de plus en plus. Le défaut de paiement survient lorsque le gouvernement fédéral américain ne parvient pas à remplir ses obligations financières. Il a 80 000 milliards de dollars d’obligations non financées à long terme, dont 95 % sont imputables à deux programmes fédéraux seulement : Medicare et la sécurité sociale. De ces deux programmes, Medicare est légèrement plus petit et n’est pas indexé sur l’inflation. Il est donc possible de le faire disparaître, en laissant mourir les retraités malades, en ne votant tout simplement pas l’augmentation des paiements de Medicare. Il est politiquement beaucoup plus facile de le faire à Washington que de voter une réduction de la sécurité sociale.

Si Washington veut continuer à financer ses dépenses obligatoires, il doit continuer à emprunter de plus en plus vite, ce qui fait grimper les taux d’intérêt, ce qui fait grimper les coûts d’intérêt, ce qui fait grimper les taux d’emprunt, ce qui crée un cercle vicieux. S’il ne peut pas emprunter assez vite, il doit imprimer de l’argent, ce qui fait grimper l’inflation, qui augmente les dépenses indexées sur l’inflation, ce qui fait grimper tout ce qui précède... À un moment donné, on commencera à parler de “*défait hyperinflationniste*” : c’est quand on ne peut pas imprimer de l’argent assez vite pour effectuer les paiements.

Environ la moitié des ménages américains reçoivent une partie de leurs revenus du gouvernement fédéral. Une fois que le “*défait hyperinflationniste*” entraînera l’arrêt de ces paiements, des millions de personnes jugeront nécessaire de subvenir à leurs besoins par d’autres moyens, et le choix le plus évident sera de diviser la propriété, qu’elle soit publique ou privée, selon des lignes plus équitables, chaque groupe ayant des divergences d’opinion sur ce que sont ces lignes. Ces divergences d’opinion, à leur tour, sont susceptibles d’être résolues par l’utilisation d’armes à feu toujours aussi nombreuses, ce qui nous donne... la guerre.

Et voilà, les trois sont réunis dans un seul et même paquet.

▲ [RETOUR](#) ▲

L’impérialisme 3.0

Simon Sheridan 25 août 2023



Au début du mois, l’Australie a été le théâtre d’un fait divers qui pourrait sembler anodin. Le gouvernement fédéral a rejeté une demande de Qatar Airways d’augmenter le nombre de ses vols vers l’Australie. On nous a dit

que ce n'était pas dans « l'intérêt national », même si cela ferait baisser les prix des billets d'avion pour les consommateurs australiens et que cela augmenterait considérablement le nombre de touristes dans le pays, selon l'industrie du tourisme.

Il y a quelques ironies dans cette histoire. Tout d'abord, Qantas a commencé sa vie en tant que compagnie privée, puis a été nationalisée en 1947 avant d'être à nouveau privatisée lors de la grande vague de « libre marché » du début des années 90. On pourrait penser que l'intérêt de la privatisation et du « marché libre » est d'accroître la concurrence, etc. Pourquoi le gouvernement australien n'accueillerait-il pas favorablement l'offre de Qatar Airways ? Serait-ce lié au fait que, presque au même moment, le PDG de Qantas a fait un gros coup de pub avec le Premier ministre à propos d'un référendum à venir en Australie ?

Les deux événements ont clairement donné une impression de « vous me grattez le dos » et « je vous gratte le dos ». Bien entendu, ce n'est pas seulement Qantas, mais apparemment toutes les grandes entreprises australiennes qui soutiennent la position du gouvernement sur le référendum. Pourquoi les entreprises australiennes se rangent-elles unanimement du côté du gouvernement dans un référendum que la majorité de la population ne semble pas soutenir ? Comment cela peut-il se produire dans une économie « privatisée » où les entreprises sont censées être du côté des clients ?

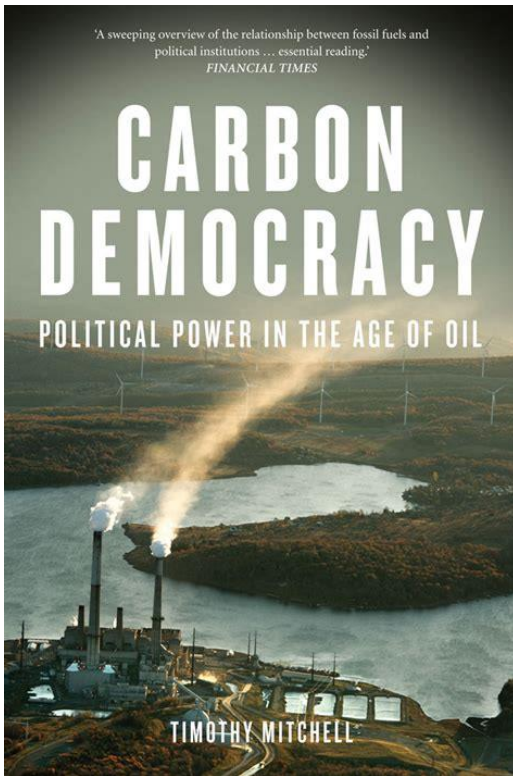
La deuxième ironie est que la contestation dans ce cas vient de Qatar Airways, qui a été fondée par le gouvernement du Qatar à peu près au même moment que Qantas a été privatisée (1993). Le Qatar est un ancien protectorat britannique et, d'une manière détournée, l'Australie l'est aussi. Nous avons donc deux ex-protectorats britanniques qui se disputent sur ce qui a toujours été la question impérialiste centrale : qui doit pouvoir faire des affaires où. La compagnie nominale privée Qantas recevant un coup de main du gouvernement australien nominale impartial est un schéma qui s'est répété d'innombrables fois depuis le début de l'ère de l'impérialisme au XIXe siècle.

Tout cela ressemble donc fort à de l'impérialisme. Je vais lui donner le nom d'impérialisme 3.0. C'est la forme d'impérialisme qui a commencé avec les réformes néolibérales des années 1980 et 1990.

L'impérialisme 1.0 était principalement le fait d'entreprises privées. Le gouvernement était impliqué dans la mesure où nombre de ces entreprises privées étaient détenues et contrôlées par des hommes qui faisaient eux-mêmes partie du gouvernement ou qui avaient des liens personnels ou financiers étroits avec des personnes qui faisaient partie du gouvernement.

Dans l'impérialisme 2.0, le gouvernement était aux commandes. C'était l'économie de l'après-Grande Dépression, où les gouvernements devaient intervenir pour stabiliser les marchés.

Dans l'impérialisme 3.0, on ne sait plus très bien qui dirige. La frontière entre l'entreprise privée et l'État est de plus en plus floue, comme l'a montré la récente décision de Qantas.



Le livre de Timothy Mitchell, *Carbon Democracy*, est un récit classique de la transition de l'impérialisme 1.0 à l'impérialisme 2.0 et des diverses manigances qui ont eu lieu à ce moment-là. Nous pourrions dire que l'impérialisme 1.0 était l'ère du charbon, et l'impérialisme 2.0 l'ère du pétrole. L'ouvrage de Mitchell retrace l'évolution entre les deux et la manière dont elle a affecté la politique. Si l'on poursuit dans cette voie, l'impérialisme 3.0 correspondrait aux « énergies renouvelables ». Si la manifestation politique de l'impérialisme 1.0 était le capitalisme des barons voleurs et celle de l'impérialisme 2.0 la social-démocratie, l'impérialisme 3.0 pourrait bien être le totalitarisme.

La correspondance entre source d'énergie et politique n'est pas arbitraire. Le livre de Mitchell explique en détail comment la transition du charbon au pétrole a changé la politique, non seulement dans les pays occidentaux, mais aussi au Moyen-Orient.

L'une des histoires les plus poignantes du livre de Mitchell date de 1910, lorsque la société qui s'appelle aujourd'hui BP a découvert les énormes gisements de pétrole de l'Iran. À l'époque, le problème était qu'il n'y avait pas de marché pour le produit. Le kérosène était encore

la principale utilisation du pétrole à l'époque, mais le pétrole iranien, lourd en soufre, n'était pas adapté au kérosène.

La société s'est tout de même introduite à la bourse de Londres. Dans son prospectus, elle affirme que le pétrole iranien sera vendu à la marine britannique pour être utilisé dans les nouveaux navires à moteur à pétrole. C'était un mensonge. La marine avait immédiatement rejeté les demandes de l'entreprise et le prospectus a donc dû être mis à jour pour indiquer qu'il n'y avait pas de véritables clients pour le pétrole.

Néanmoins, la société a continué à faire pression sur le gouvernement et, environ trois ans plus tard, ce n'est autre que Winston Churchill qui a signé un accord pour le pétrole iranien avec BP et l'a ensuite fait adopter par le parlement d'une manière, disons, moins qu'honnête. On pourrait appeler cela un exemple précoce du complexe militaro-industriel, mais c'est aussi un excellent exemple du type d'impérialisme qui a vu le jour au XIXe siècle : l'union des entreprises privées et des gouvernements dans les transactions commerciales/politiques à l'étranger.

L'impérialisme 1.0 était principalement dirigé par les puissances coloniales européennes, la France, la France et l'France. Il était très perturbateur. Il s'appuyait sur des accords secrets impliquant un réseau complexe de politiques nationales, d'entreprises privées, d'intérêts bancaires et de diplomatie internationale. Tout cela a fini par déboucher sur la Première Guerre mondiale. Le traité de Versailles comprenait des clauses telles que celle qui stipulait que la Deutsche Bank devait renoncer à sa propriété du chemin de fer Berlin-Bagdad.

Pourquoi un traité de paix inclurait-il une clause concernant une question commerciale nominale privée ? Eh bien, les intrigues, les tromperies et les sabotages qui ont eu lieu autour du chemin de fer ont été l'une des principales raisons du déclenchement de la guerre. Sur le plan géopolitique, la France ne voulait pas permettre à l'France d'accéder au pétrole de la région. Des questions similaires se posaient à l'époque dans la plupart des pays du Moyen-Orient et d'Afrique. Il était impossible de dire où s'arrêtait l'entreprise privée et où commençait la politique, puisque l'impérialisme 1.0 était le fruit d'un travail d'équipe entre l'entreprise et le gouvernement.

Dans un sens, la Première Guerre mondiale a mis fin à l'impérialisme 1.0, bien que la Grande Dépression ait été le dernier clou dans le cercueil. Par la suite, les gouvernements ont joué un rôle beaucoup plus important sur les marchés afin de garantir la stabilité et, vraisemblablement, de simplifier la politique. C'est ce que j'appelle

l'impérialisme 2.0. L'un des éléments de cette stratégie était le programme de nationalisation.

J'ai mentionné qu'ici en Australie, Qantas a été nationalisée en 1947. Un schéma identique s'est produit dans le secteur de l'électricité, comme je l'ai expliqué en détail dans un billet publié au début de cette année. Le secteur de l'électricité en Australie a commencé avec une entreprise privée, puis a été nationalisé et enfin privatisé à nouveau au début des années 90. Nous y reviendrons plus en détail dans une minute.

L'impérialisme 2.0 a été motivé par la transition du charbon au pétrole. Il a créé notre concept moderne d'« économie ». Il s'est appuyé sur la croissance exponentielle facilitée par le pétrole. Cependant, « l'économie » ne pouvait pas fonctionner toute seule. C'est ce qu'a montré la Grande Dépression. Elle avait besoin de technocrates pour assurer l'équilibre de l'offre et de la demande. L'impérialisme 1.0 consistait à assurer l'approvisionnement en pétrole. L'impérialisme 2.0 consistait à créer une demande pour son utilisation. L'économie de consommation de l'après-guerre était l'un des mécanismes permettant de contrôler l'aspect demande de l'équation. Le marketing, la publicité et les néons clignotants étaient là pour inciter les gens à acheter les produits pétroliers.

Le choc pétrolier des années 70 a été le premier grand signal rouge indiquant que l'économie de consommation fonctionnait mal. Elle a été soutenue par de nouvelles découvertes de pétrole dans les années 70 et 80. Cela nous amène à l'agenda néolibéral du début des années 90 et au début de l'impérialisme 3.0. Le programme de nationalisation de l'impérialisme 2.0 devait être annulé. Nous avions besoin d'un « marché libre », nous a-t-on dit. Il s'agissait clairement d'un mensonge et le marché australien de l'électricité fournit l'exemple parfait pour montrer pourquoi c'était un mensonge.

Dans l'économie classique, les marchés libres ne sont ni bons ni mauvais. Tout dépend du contexte. L'astuce consiste à adapter le marché au contexte. En cas de monopole naturel, le marché le plus efficace est un monopole. Un monopole permet d'obtenir les prix les plus bas dans ces circonstances.

Les marchés australiens de l'énergie sont des monopoles naturels. Ici, dans l'État de Victoria, à environ 200 km à l'est de Melbourne, se trouvent d'énormes réserves de charbon dans une région géologiquement et météorologiquement stable. Dans les années d'après-guerre, le gouvernement de l'État de Victoria a pris la décision éminemment judicieuse de construire des centrales électriques au charbon à proximité immédiate de la mine. L'ensemble était détenu et géré par le gouvernement. Il s'agissait d'un marché monopolistique adapté à un monopole naturel, exactement ce que l'économie classique préconise.

Ce système était si efficace qu'il a permis de fournir à Victor'a une élec'ricité parmi les moins chères du monde jusqu'au début des années 90, époque à laquelle nos politiciens nous ont dit que nous avions besoin d'un « marché libre ». Un marché libre ferait baisser les prix, disaient-ils. Cela n'a jamais eu de sens. Comme le savent tous ceux qui ont suivi la première année d'économie, on ne construit pas un marché libre sur un monopole naturel. C'était faux en théorie et cela s'est avéré faux en pratique. L'Australie est passée d'une électricité parmi les moins chères du monde à une électricité parmi les plus chères.

Le programme de privatisation des années 90 a marqué le début de l'impérialisme 3.0. L'Australie n'était manifestement plus libre de poursuivre son intérêt économique national. Quel intérêt servait-elle ? Le même intérêt que celui qui a motivé l'impérialisme 1.0 et 2.0 : l'« ordre mondial libéral ».

L'impérialisme 3.0 ressemble beaucoup à l'impérialisme 1.0 en ce sens qu'il implique une collusion entre des entreprises nominalement privées et des gouvernements nominalement indépendants. La récente censure clandestine des médias sociaux par les gouvernements occidentaux en est un excellent exemple. Mais cette censure a été exercée à l'encontre de citoyens de pays occidentaux et c'est là que nous voyons la grande différence que l'impérialisme 3.0 a introduite.

Dans les deux premières versions de l'impérialisme, l'objectif principal était d'augmenter la demande pour

répondre à l'offre de combustibles fossiles. Cette demande s'est développée au sein des populations des pays occidentaux. Dans l'impérialisme 3.0, la tâche consiste désormais à réduire la demande. Étant donné que cette demande a été créée à l'origine au sein des populations occidentales, c'est au sein des populations occidentales qu'elle doit être réduite.

Comment convaincre ces populations de réduire la demande après leur avoir dit pendant des décennies que la « croissance » était tout ? En recourant à la censure et aux mensonges. Cela a fonctionné pendant quelques décennies, jusqu'à ce que Trump et le Brexit apparaissent. Aujourd'hui, nous avons largement dépassé la phase du mensonge et sommes entrés dans la phase de l'intoxication au gaz.

C'est un fait psychologique que les gens ressentent davantage la perte de ce qu'ils avaient que s'ils ne l'avaient jamais eu. Les citoyens des pays occidentaux se sont habitués à un certain niveau de vie et vont s'opposer à ce que ce niveau de vie leur soit retiré. En outre, ils disposent d'un système théoriquement démocratique qui devrait leur permettre d'élire quelqu'un qui ne leur enlèvera pas leur niveau de vie.

Bien sûr, comme beaucoup de gens commencent à s'en rendre compte, aucun parti politique ne propose ce qu'ils veulent. Il n'y a plus qu'un parti unique qui représente les intérêts de l'impérialisme 3.0. L'impérialisme 3.0, c'est la destruction de la demande. L'objectif principal de l'agenda du « changement climatique » est de convaincre les gens de réduire la demande. Les virus et les blocages sont les nouveaux outils de la boîte à outils au cas où la demande devrait être détruite rapidement.

Tout cela est-il vraiment nécessaire ou s'agit-il d'un programme sournois d'élites dépravées qui nous haïssent ? Dans une certaine mesure, le fait que cette question soit même posée révèle le problème de l'impérialisme en général. L'impérialisme a toujours été dirigé par les élites. Ces élites ont toujours prétendu qu'elles agissaient dans l'intérêt public, mais il ne s'agissait en grande partie que d'un mensonge égocentrique. L'une des façons de déterminer ce qui est dans l'intérêt public est de laisser le public décider par lui-même en lui expliquant ce qui se passe. C'est ce qui s'est passé pendant une brève période de l'histoire. Mais ce n'est pas arrivé par hasard.

Avec l'impérialisme 3.0, nous sommes revenus à des formes clandestines de pouvoir exécutif. De plus en plus, les gouvernements ne se donnent pas la peine de répondre à des questions fondamentales. Pourquoi est-il dans « l'intérêt national » que Qatar Airways n'offre pas plus de vols vers l'Australie ? Quelle est la définition de l'« intérêt national » dans ce cas et pourquoi semble-t-il s'opposer aux intérêts de bon sens des consommateurs et des entreprises touristiques ?

Il y a eu une brève période entre le passage de l'impérialisme 1.0 à l'impérialisme 2.0 où la nature clandestine de l'impérialisme a été révélée au grand jour et où il a semblé que les travailleurs et le public pouvaient réellement mettre la main sur le pouvoir exécutif. La bataille pour ce pouvoir exécutif fait également partie de l'histoire que Timothy Mitchell raconte dans son livre. Si nous sommes parvenus à une démocratie moderne, c'est en grande partie grâce au pouvoir politique que les travailleurs ont exercé avec l'avènement des combustibles fossiles.

L'impérialisme 1.0 correspond à l'ère du charbon, tandis que l'impérialisme 2.0 correspond à l'ère du pétrole. L'une des principales caractéristiques qui les différencient est que l'ère du charbon a conféré un pouvoir bien plus important aux travailleurs. Le charbon était une ressource locale, ou au mieux nationale. Son extraction et son utilisation nécessitaient une main-d'œuvre importante. Plus important encore, son transport pouvait être facilement freiné. Toutes ces propriétés donnaient aux syndicats la possibilité d'interrompre l'approvisionnement en charbon par des actions syndicales et de paralyser ainsi des économies entières.

Le charbon n'était pas seulement un pouvoir au sens physique du terme, c'était aussi un pouvoir politique entre les mains des travailleurs organisés qui l'ont rapidement utilisé pour obtenir des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail de la part de leurs propriétaires capitalistes. Ce pouvoir a ensuite été étendu à la

sphère politique et le suffrage universel en a été l'un des résultats.

L'une des raisons pour lesquelles les élites voulaient passer au pétrole était qu'il était produit dans des pays étrangers et qu'il permettait aux gouvernements de contourner les syndicats nationaux. Winston Churchill était bien conscient de ce problème puisqu'en 1912, il y avait eu la première grève nationale des mineurs de charbon en France. Lorsque la Première Guerre mondiale a éclaté, de nombreux syndicalistes se sont opposés à la guerre et des grèves ont menacé l'effort de guerre. À la suite d'une grève en novembre 1916, le gouvernement de Lloyd George a décidé de nationaliser l'industrie du charbon, car la guerre dépendait de l'approvisionnement en charbon.

Mais il y a une autre partie de cette histoire qui est très pertinente pour notre situation actuelle. Les travailleurs de l'époque ont utilisé leur pouvoir politique pour forcer les politiciens à être honnêtes sur les objectifs de la guerre. Au début de l'année 1918, sous la pression des syndicats qui réclamaient de plus en plus la paix, Lloyd George s'est adressé à une réunion syndicale et a exposé les conditions dans lesquelles la paix pourrait être obtenue. Les travailleurs avaient forcé le gouvernement à expliquer pourquoi la guerre était menée et dans quelles conditions elle pourrait prendre fin.

Cela semble assez évident et pourtant nous vivons tous à une époque où une guerre se déroule en Ukraine, où d'énormes sommes d'argent sont dépensées et où, à moins que je n'aie raté la note, notre gouvernement n'a pas indiqué pourquoi cette guerre est menée ni comment elle peut être arrêtée. Tout ce que nous obtenons, c'est la propagande de guerre habituelle, à savoir que l'ennemi est « mauvais » et que nous sommes tous de parfaits petits anges. Bien sûr, toute cette propagande de guerre existait également lors de la Première Guerre mondiale. Ce n'est que grâce à l'important pouvoir politique exercé par les mineurs de charbon au début du 20^e siècle en Grande-Bretagne que leur gouvernement a été contraint de dire la vérité.

Un autre grand exemple de ce pouvoir s'est produit en 1920. La France avait déployé un nombre considérable de soldats dans ce qui est aujourd'hui l'Irak pour tenter de prendre le contrôle des champs pétrolifères. Les partis travaillistes britanniques ont forcé Winston Churchill à déclarer le coût du maintien des soldats en Irak. Ce coût est énorme. Sous la pression du mouvement ouvrier, le gouvernement a dû planifier le retrait des soldats et leur rapatriement.

La même question peut être posée à notre époque : combien d'argent les États-Unis et leurs alliés ont-ils dépensé en Ukraine, et avant cela en Afghanistan et en Irak, et dans l'intérêt de qui cet argent est-il dépensé ? La raison pour laquelle cette question n'est pas posée est que personne qui n'a pas le musée dans l'auge n'a le pouvoir politique de la poser. Nous vivons dans l'impérialisme 3.0. Les travailleurs/le public n'ont plus le pouvoir de forcer le gouvernement à dire la vérité. C'est ainsi qu'une guerre apparemment inutile continue de faire rage et que personne n'a même commencé à en expliquer les raisons. Tel est l'effet réel de la perte de pouvoir politique qui s'est produite entre l'impérialisme 1.0 et la situation actuelle en 3.0.

La perte de ce pouvoir politique est une longue histoire. Timothy Mitchell affirme que l'une des principales raisons en est la transition vers le pétrole. Pour la majeure partie de l'Europe, le pétrole devait être importé. La main-d'œuvre et les infrastructures nécessaires à son raffinage et à son transport ont été externalisées dans des endroits où les syndicats n'existaient pas. Le pouvoir politique des syndicats s'en est trouvé réduit, car ils ne pouvaient pas perturber l'approvisionnement en pétrole aussi facilement qu'ils le faisaient avec le charbon.

Il y avait aussi d'autres raisons que nous n'avons pas besoin d'évoquer. En conséquence, l'impérialisme 2.0 s'est construit sur un accord implicite selon lequel les syndicats et les travailleurs renonceraient à réclamer un pouvoir de décision exécutif direct en faveur de la mise en œuvre de l'État-providence. Le résultat a été une augmentation massive de la taille du gouvernement. Grâce à la croissance exponentielle permise par le pétrole, ce système était stable et les problèmes politiques facilement réglés en achetant ceux qui se plaignaient. Le pouvoir du gouvernement a peut-être augmenté pendant cette période, mais sous les couvertures, c'était toujours la même vieille équipe d'entreprises privées et de gouvernements qui se partageaient le pouvoir exécutif aux

dépens des travailleurs et du public.

Dans un sens, avec l'impérialisme 3.0, nous sommes revenus à l'époque des barons voleurs de la version 1.0. Les syndicats ne sont plus que la coquille vide de ce qu'ils étaient autrefois. Ils ne sont plus que des hommes de main au service des intérêts des entreprises. Notre démocratie n'est plus non plus qu'une coquille vide de ce qu'elle était autrefois. Pendant la majeure partie des cent cinquante dernières années, il y a eu une véritable bataille politique basée sur les intérêts réels des différentes classes sociales. Cela a disparu avec l'impérialisme 3.0.

Si l'impérialisme 3.0 avait une phrase d'accroche, ce serait « nous sommes tous dans le même bateau ». La destruction ordonnée de la demande est le nom du jeu. La Chine a compris comment y parvenir par une forme d'autoritarisme techno-dystopique. En Occident, la bataille se déroule dans le domaine psychologique. Et nous revenons à certains des vieux trucs familiers de la culture occidentale.

Après des siècles où les prêtres nous ont dit que nous étions des pécheurs, nous recevons maintenant le même traitement de la part des « experts ». Il est d'ailleurs assez amusant de constater que des personnes qui se disent athées ont repris exactement la tâche que les prêtres protestants accomplissaient autrefois. Ils sont le gendarme moral des masses. Et tout comme les prêtres protestants, ce sont des hypocrites de premier ordre. Bien sûr, beaucoup de gens y croient aussi. C'est le vieux besoin chrétien de contrition sous une forme séculière.

Mais c'est là que le bât blesse. Ce sont les États-nations de l'Occident qui sont désormais visés, non seulement par les vieilles tactiques familières de contrôle social, mais aussi par nombre de celles qui étaient autrefois utilisées par les politiciens et les milieux d'affaires occidentaux contre les pays étrangers. L'impérialisme 3.0 nous a tous prolétariés. Les gouvernements occidentaux et leurs citoyens sont divisés et conquis exactement de la même manière que les gouvernements et les citoyens du Moyen-Orient ou de l'Afrique l'ont été par le passé.

Il y a bien sûr un joker dans tout cela. Le mouvement ouvrier des XIXe et XXe siècles était un mouvement internationaliste. Lorsque les travailleurs se sont opposés aux impérialistes, ils l'ont fait parce qu'ils considéraient que les travailleurs d'un autre pays avaient les mêmes intérêts qu'eux.

Le mouvement syndical est peut-être pratiquement mort, mais cette fois-ci, nous disposons d'une autre technologie internationaliste, à savoir l'internet. L'internet peut-il constituer un frein au pouvoir impérialiste ? Dans un certain sens, c'est immédiatement le cas puisqu'il a joué un rôle déterminant dans les votes de Trump et du Brexit. Bien sûr, le TPTB est immédiatement à l'œuvre pour essayer de s'assurer que quelque chose comme ça ne se reproduise pas. L'histoire ne se répète pas, mais elle rime.

▲ [RETOUR](#) ▲

L'issue d'une guerre avec la Russie

par Jeff Thomas 28 août 2023

Doug Casey's
INTERNATIONAL MAN



Beaucoup de choses ont été dites et sont encore dites au sujet de la guerre par procuration entre les États-Unis et la Russie.

Les Occidentaux s'appuient principalement sur les informations diffusées par les médias. Pratiquement toutes les informations que nous voyons dans les médias ont été créées par l'une des trois agences suivantes : Associated Press, Reuters et, dans une moindre mesure, l'AFP.

Ces trois entreprises appartiennent aux mêmes sociétés mères qui, à leur tour, possèdent la majeure partie de la structure corporatiste occidentale et, comme on peut s'y attendre, les rapports qu'elles distribuent aux médias sont passe-partout.

Ainsi, les informations télévisées tendent à être uniformes, et chaque fois qu'un nouveau slogan apparaît, comme « militants d'extrême droite » ou « insurrection du 6 janvier », il tend à apparaître dans tous les grands médias le jour même et est ensuite utilisé de manière omniprésente. Nous ne recevons donc qu'une seule « vérité » et nous devons soit l'accepter, soit chercher d'autres possibilités sur l'internet.

Rien n'est plus vrai que l'actuelle guerre par procuration entre les États-Unis et la Russie en Ukraine. Les informations que nous recevons sont cohérentes et pourtant tout à fait fausses.

On peut donc pardonner au commun des mortels d'avoir du mal à comprendre comment tout cela va se dérouler. Qui gagnerait une telle guerre ?

Depuis dix-huit mois, le téléspectateur est assuré que M. Poutine est incompetent et détesté par son peuple, que l'armée russe est désorganisée et sur le point d'abandonner, et que, quel que soit le jour, l'Ukraine progresse dans sa lutte contre la Russie et va bientôt l'emporter.

Si tout cela est vrai, la victoire semble acquise. Tout ce qu'il faut, c'est une nouvelle tranche de, disons, vingt milliards de dollars.

Pourtant, si nous faisons nos devoirs, nous constatons que non seulement la Russie n'échoue pas, mais qu'elle accroît rapidement sa puissance. Ses troupes sont mieux armées, mieux équipées, mieux entraînées, mieux approvisionnées, mieux commandées et leurs munitions sont plus avancées que celles de leurs homologues occidentaux.

Mais comment cela est-il possible ? Comment peut-on obtenir si peu de résultats alors que l'argent américain est injecté dans le problème à un niveau supérieur à celui d'une guerre mondiale ?

La réponse à cette question est peut-être aussi la réponse à la question de l'issue de la guerre. Mais tout d'abord, revenons en arrière et retraçons brièvement l'histoire du complexe militaro-industriel américain (CMI).

Après la Seconde Guerre mondiale, le MIC s'est plaint au gouvernement américain de la réduction considérable de sa production (et donc de ses revenus) en raison d'un manque inquiétant de guerres.

Il a fait valoir qu'en tant que nouveau leader militaire mondial, les États-Unis devaient maintenir la guerre afin de préserver leur nouvelle hégémonie. L'administration a accepté, d'autant plus que les lobbyistes du MIC étaient tout à fait disposés à reverser une part généreuse des bénéfices aux deux partis politiques s'ils jouaient le jeu.

La guerre de Corée a créé le modèle de la nouvelle relation. Une fois la guerre terminée, le MIC et le gouvernement américain étaient immédiatement à la recherche du prochain conflit afin de maintenir la production en cours. Ce faisant, le concept de perma-guerre est devenu plus important que tout besoin politique réel de guerre.

En fin de compte, les États-Unis ont compris avec les guerres du Moyen-Orient : il faut toujours ouvrir un nouveau théâtre avant de fermer un théâtre existant.

En cours de route, le MIC s'est développé pour fournir non seulement des bombes, des fusils, des casques, etc. mais aussi des brosses à dents, des chaussettes et des rations. Mais aussi des brosses à dents, des chaussettes et des rations. Après avoir pris en charge tous les produits liés à l'armée, ils ont commencé à fournir l'armée elle-

même, c'est-à-dire des soldats sous contrat. La baisse du recrutement n'était plus un problème, car il suffisait de recruter davantage de soldats sous contrat pour combler les lacunes.

(A ce propos, le lecteur pourra se rappeler ce qui est arrivé à la Rome antique lorsqu'elle a opté pour une armée de mercenaires).

Pour augmenter les recettes, le MIC a également mis en place une politique visant à recruter comme « conseillers » des militaires de haut rang qui partent à la retraite. Ces conseillers apparaissent régulièrement dans les journaux télévisés du soir. Chaque fois qu'un général à la retraite est interrogé sur son opinion concernant une aventure militaire américaine donnée, on peut compter sur lui pour assurer que ce qu'il faut, c'est augmenter les dépenses militaires.

En 1993, le Pentagone a incité les 51 entreprises de défense existantes à se regrouper pour n'en former que cinq, éliminant ainsi la concurrence. Alors que les prix des MIC étaient immédiatement exorbitants, cette mesure a fait exploser les prix, car les cinq entreprises détenaient alors un monopole.

À titre d'exemple, Raytheon, le seul fournisseur de missiles Stinger, facturait au gouvernement américain 25 000 dollars par missile – un prix énorme – alors qu'aujourd'hui, le prix d'un tel missile s'élève à 400 000 dollars.

Il n'est donc pas surprenant qu'avec de telles majorations sur tous les biens fournis par le MIC, les États-Unis dépensent plus pour la « défense » que les dix pays suivants réunis. Par conséquent, le coût de la même guerre coûte aux États-Unis plusieurs fois ce qu'il coûterait à l'ennemi.

Cela nous amène à un principe que j'applique à la guerre : « En temps de guerre, le perdant est probablement le pays qui se ruine le premier ».

Et c'est là que nous arrivons au point critique de divergence en ce qui concerne la guerre avec la Russie.

Depuis des décennies, les États-Unis mènent des « guerres sportives », c'est-à-dire des mini-guerres contre de petits pays qu'ils sont certains de gagner, et le jeu se déroule bien. Ces guerres n'aboutissent pas à grand-chose ; en fait, elles n'ont pas d'objectif final – pas de conquête réelle – mais seulement la poursuite de la guerre elle-même et l'apport de revenus au MIC.

Mais que se passe-t-il lorsque les États-Unis affrontent une autre puissance mondiale – une puissance dont les fournisseurs militaires sont en concurrence, qui fournit des armements plus modernes pour une fraction du coût ; une puissance qui est en mesure de les fabriquer à un rythme bien plus rapide que le MIC américain ?

Les promoteurs américains de la guerre tels que Victoria Nuland ou John Bolton n'ont jamais connu de guerre mondiale ; ils n'ont connu que des guerres sportives dans lesquelles les États-Unis contrôlaient tout le spectacle. Selon leurs propres termes, ils partent clairement du principe qu'une guerre avec une grande puissance est tout simplement plus importante, plus excitante.

Ce qu'ils ne comprennent pas, c'est que la grande puissance n'est pas limitée financièrement, comme le serait un petit pays. En outre, l'adversaire paie beaucoup moins pour le matériel que les États-Unis.

Tout au long de l'histoire, les empires ont échoué parce que rien ne coûte plus cher que la guerre.

En outre, les États-Unis sont, à toutes fins utiles, ruinés. Ils sont aujourd'hui le pays le plus endetté au monde et ne pourront continuer à commercer que lorsque le reste du monde cessera d'accepter de nouvelles dettes américaines. Le pétrodollar a atteint sa fin et le statut de monnaie de réserve ne tardera pas à suivre.

Compte tenu de tout ce qui précède, quelle serait l'issue d'une guerre avec la Russie ? Pour tout Occidental soucieux de planifier son avenir personnel, un facteur à prendre en considération pourrait être l'aspect que prendra son monde si la Russie sort victorieuse de la guerre.

▲ [RETOUR](#) ▲

La laveuse de minuit (VD)

Publié par Antonio Turiel Jeudi 24 août 2023



Chers lecteurs :

Je travaille toujours sur les *articles* que j'avais en retard de la part de Beamspot dans leur série « Midnight Washing Machine ». Dans le volet actuel (écrit à l'origine à la mi-2022), Beamspot discute du pourcentage maximum possible de pénétration des énergies renouvelables en termes d'énergie produite, en prenant comme exemple deux jours en 2022 lorsque les conditions étaient les plus extrêmes.

Je vous laisse avec Maître Beamspot.

Bonjour2.

AMT

La laveuse Midnight utilise du détergent et de l'eau chaude.

Éclaircissements.



Avant-propos.

Dans l'entrée précédente, vous pouvez voir, pour ceux qui ont osé le lire, qu'il y a une note indiquant que l'article a été de nouveau édité en juillet 2022, puisqu'il a été initialement « terminé » fin mai.

La raison en est qu'une étude ultérieure sur les données qui y sont mentionnées a souligné la nécessité de préparer une entrée ultérieure, celle-ci, où certaines données extrêmement pertinentes étaient détaillées, dans sa

propre entrée, lourde et, heureusement pour beaucoup, plus courte. Ainsi, l'article précédent a été raccourci (de deux paragraphes, soit rien), tout en évitant de l'allonger encore davantage.

Je sais que mes articles sont longs, denses, lourds et difficiles à lire pour la plupart des lecteurs.

Dans une certaine mesure, c'est « exprès ».

Les explications du pourquoi, dans **l'épilogue de cette série, une entrée récapitulative** où sont simplement décrites les grandes caractéristiques et les conclusions qui peuvent être tirées de toute cette pile de données exposées.

Ainsi, dans cette entrée, nous allons essentiellement analyser les productions électriques de quelques jours significatifs, car à partir de là, nous allons obtenir une donnée, The Data, celle qui compte aujourd'hui.

Le point de départ.

Nous avons parlé dans cet article précédent de deux dates intéressantes, la première **le dimanche de Pâques 2022** .

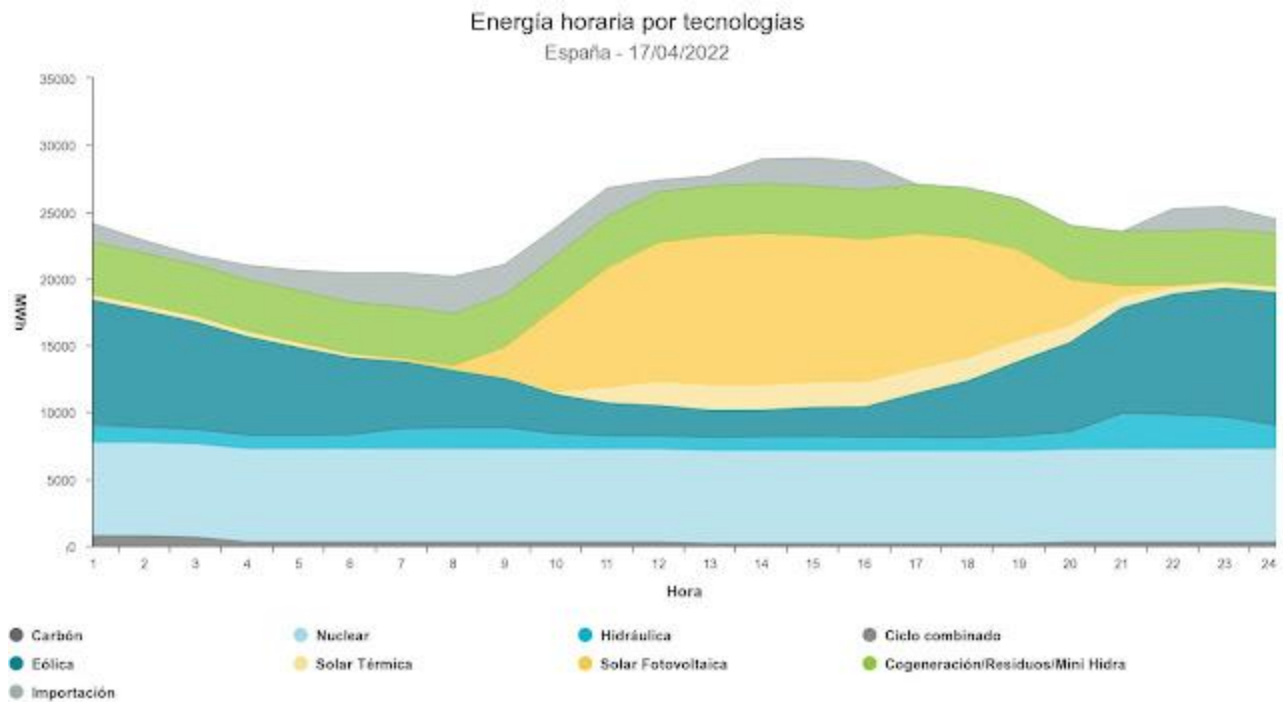
La deuxième date a eu lieu encore plus tôt, soit deux semaines et un jour avant, le samedi (un autre jour avec moins de demande) **2 avril 2022** .

À partir de cette date, divers médias ont affirmé que 100 % de l'énergie consommée en France était d'origine renouvelable.

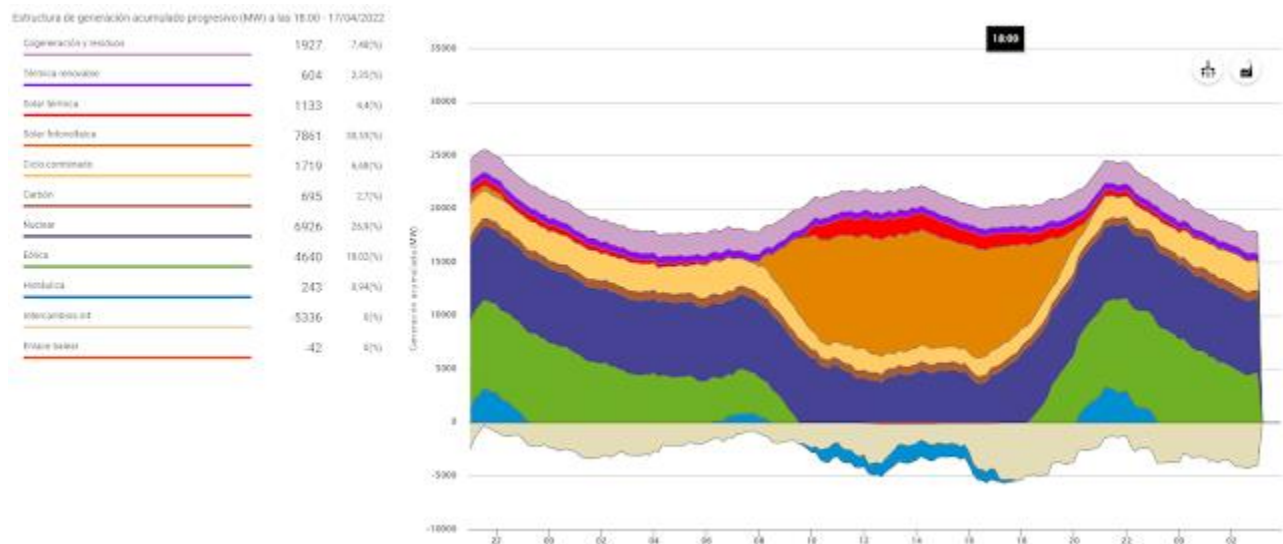
Une actualité typique dans laquelle le titre dit une chose, tandis que le corps de l'actualité dit une chose relativement différente, et en nuancant beaucoup la situation, en entrant à peine dans les détails, et en tout cas en déformant les données, en déformant les chiffres, et interpréter la réalité selon la commodité et l'intérêt d'orienter l'opinion du lecteur [en utilisant le biais de confirmation](#) .

C'est la même raison pour laquelle la nouvelle de la coupure photovoltaïque du dimanche suivant est passée si inaperçue, car elle a considérablement miné la crédibilité et a également provoqué une [dystopie cognitive](#) par rapport à la nouvelle précédente.

En commençant par le premier, dans l'entrée précédente, l'image de l'énergie mise aux enchères pour ce dimanche de Pâques a été publiée.



Et d'autre part, le graphique de la production réelle d'énergie de ce même jour selon le REE était affiché.



Il a déjà été mentionné qu'à **aucun moment toutes les centrales à cycle combiné n'ont été arrêtées. Pas le charbon.** Évidemment, ni le nucléaire ni l'hydraulique, même si ces derniers, ainsi qu'une bonne partie de l'éolien, ont été exportés, bien que ce soit un « artefact » de la façon dont le graphique est représenté.

Dans ce même article, ce qui s'est passé le 2 du même mois n'était mentionné qu'en passant, il était à peine mentionné que les médias avaient couvert la situation.

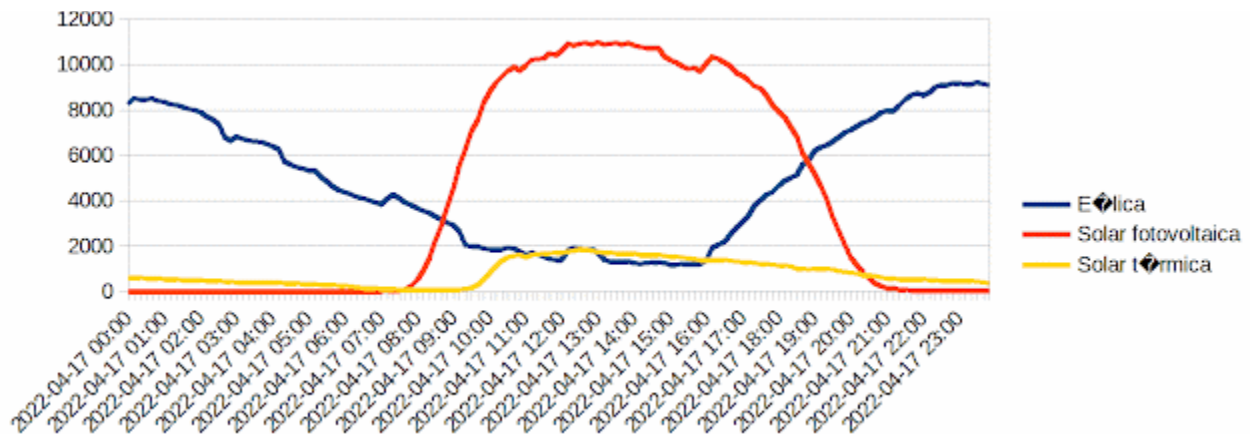
Examinons donc d'abord les données de production des deux jours.

De la même manière, nous commencerons également le dimanche de Pâques, pour établir une base, et en profitant du fait que le graphique de production a déjà été remis en place. Heureusement, le REE fournit les données au format CSV ou XLS afin que nous puissions les décomposer et les analyser.

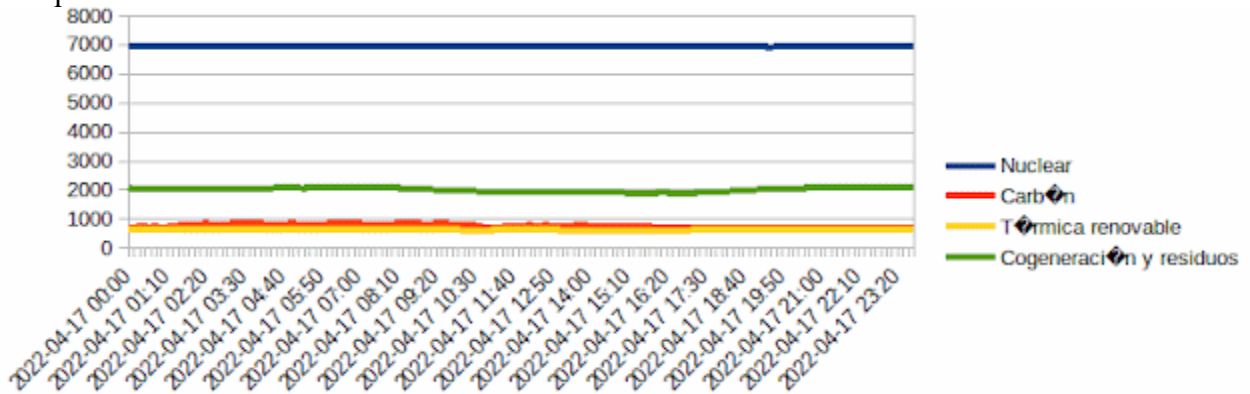
Sur ce graphique, vous pouvez voir un fait curieux : **il y a une « production négative »**, et en plus en deux

couleurs : beige et bleu. Le beige est l'exportation d'énergie. En bleu, le pompage hydroélectrique.

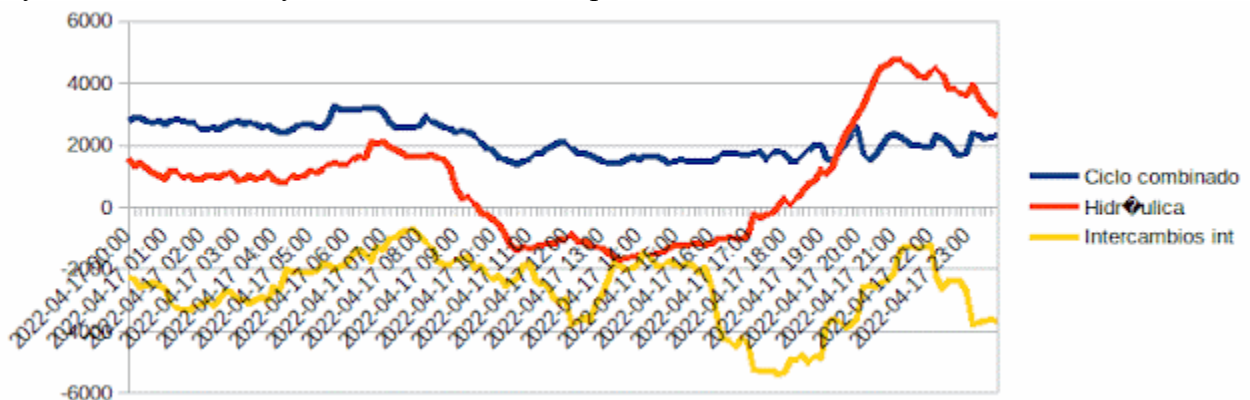
Décomposons la production de cette journée par type. Tout d'abord, le photovoltaïque, le solaire thermique et l'éolien, dans un même graphique, ensemble mais non brouillés :



Viennent ensuite le charbon, le nucléaire, la cogénération, le thermique renouvelable. Encore une fois, plat. Constatation d'une légère diminution de la cogénération et des déchets coïncidant avec les heures de production photovoltaïque.



Enfin, l'hydroélectricité, les cycles combinés et les exportations.



Les données.

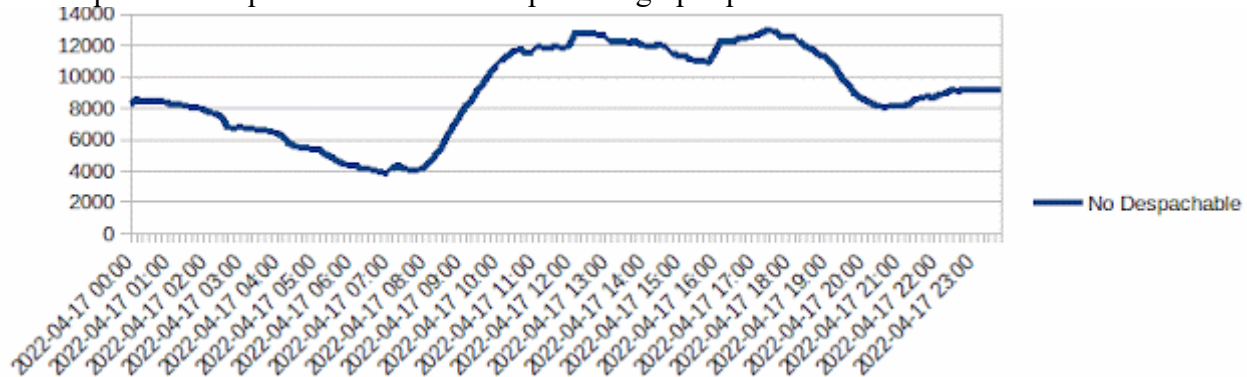
Ce dernier graphique est l'un des plus importants. Encore une fois, **notez que les DEUX ont des données négatives, en dessous de l'axe horizontal**. Tous les échanges internationaux (notez leur variabilité) sont des exportations, et la production hydroélectrique est négative, coïncidant avec la production photovoltaïque dans ce qui est évidemment une image récente de la courbe du canard, ou, plus clairement encore dans ce cas,

de Nessie.

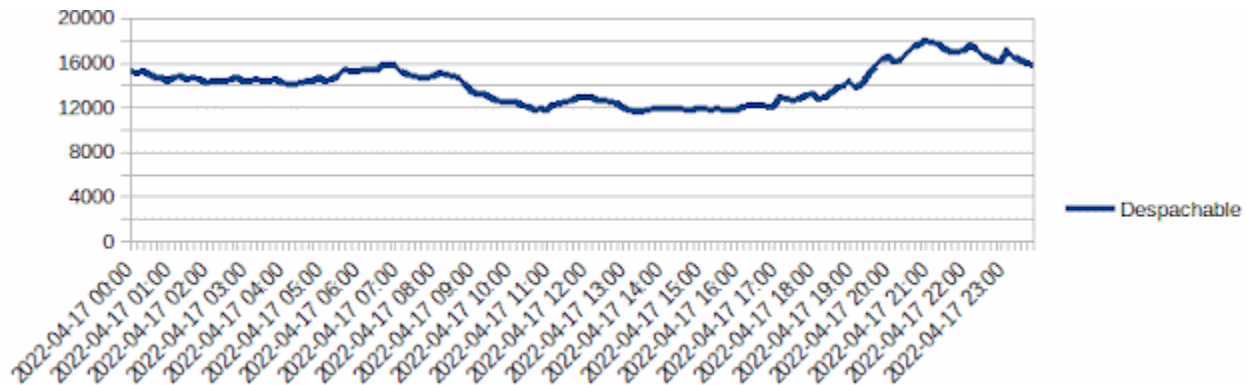
Les deux sont utilisés pour soustraire la production du reste. L'un pour le vendre au fur et à mesure de sa production (exportations), et un autre pour stocker l'énergie (pompage hydraulique).

Cependant, ici, **nous devons nous regrouper pour comprendre ce qui se passe réellement**. Et ce **regroupement est simple** pour le cas qui nous intéresse : **systèmes contrôlables** (ou presque, d'origine renouvelable ou fossile) d'une part, et **systèmes « renouvelables » mais non contrôlables** d'autre part.

C'est-à-dire le photovoltaïque et l'éolien dans le premier graphique :



Et le reste, dans la seconde :



Attention, ce deuxième graphique est extrêmement trompeur. Encore une fois, à cause des pouvoirs négatifs.

Dans la plupart des articles qui vantent les vertus des énergies renouvelables électriques intermittentes et incontrôlées (c'est-à-dire qu'ils considèrent uniquement l'éolien et le photovoltaïque comme des « énergies renouvelables authentiques », méprisant et ignorant le reste des énergies renouvelables, en particulier l'hydroélectrique vilipendée – peut-être à juste titre), **basent leur argumentation sur un fait lié à ces puissances négatives : on avance que « l'énergie fossile est exportée »**.

Cela conduit à la conclusion insinuée, totalement fautive et erronée, que si nous éliminons les exportations, nous n'aurons que des énergies renouvelables (dans lesquelles ils incluent, dans une autre action hypocrite typique, l'hydroélectrique désormais « renouvelable pour intérêt »). Comme si tout ce qui était exporté était d'origine fossile « maléfique ».

L'un des corollaires fondamentaux de l'entrée dans laquelle ont été analysés les effets relativistes sur le réseau de distribution est que la stabilisation du réseau est uniquement et exclusivement une nécessité d'envergure locale et géographiquement réduite.

Autrement dit, **ce qui est exporté n'est pas une production contrôlée, mais une production incontrôlable, puisque c'est une obligation technique pour le destinataire de la stabiliser. Par conséquent, l'exportateur se débarrasse généralement des excédents qu'il ne peut pas stabiliser**. D'où la variabilité de la droite « échanges internationaux » dans le troisième graphique.

Bien sûr, il s'agit d'une réalité physique démontrable avec une certaine complexité (c'est précisément le sujet de ce quatrième opus de cette série) qui s'avère être un plat désagréable pour ceux qui préfèrent vivre dans une bulle de vie extrêmement confortable mais physiquement impossible. Réside plutôt dans la réalité la plus dure et la plus inconfortable.

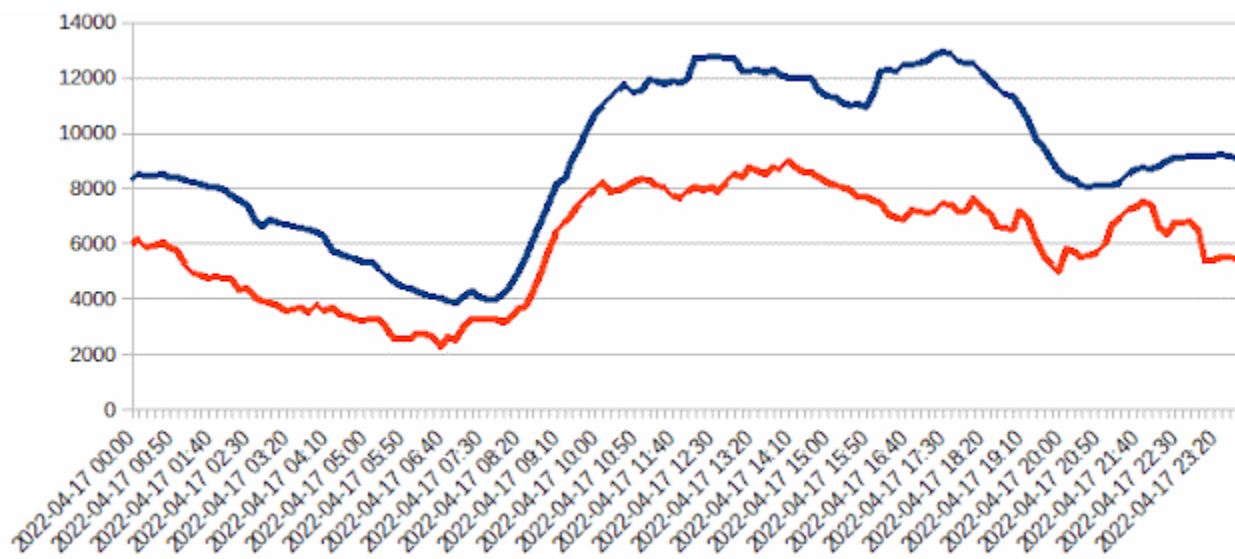
Dans l'article précédent, il a déjà été mentionné que la France, ayant à l'arrêt une bonne partie de ses réacteurs nucléaires (et donc une partie de ses systèmes de contrôle et de stabilisation externes auxdits réacteurs, c'est-à-dire le pompage et l'hydroélectricité, les cycles combinés, le gaz, libre de stabiliser ce qui vient de l'extérieur), est le premier intéressé à acheter de l'électricité, quel qu'en soit le type, puisqu'il en a les moyens.

D'un autre côté, le fait que l'hydropompe et stocke l'énergie est un autre moyen de réduire l'instabilité du réseau électrique. Cela revient à « supprimer » du réseau la production renouvelable instable. Mieux encore, il stocke cette énergie pour être utilisée plus tard.

Le résultat total, celui qui est en fait intéressant pour cette première étape de cette analyse, est **d'obtenir la quantité d'énergie renouvelable intermittente et incontrôlée qui peut être déversée à tout moment dans le réseau électrique national, en pourcentage**.

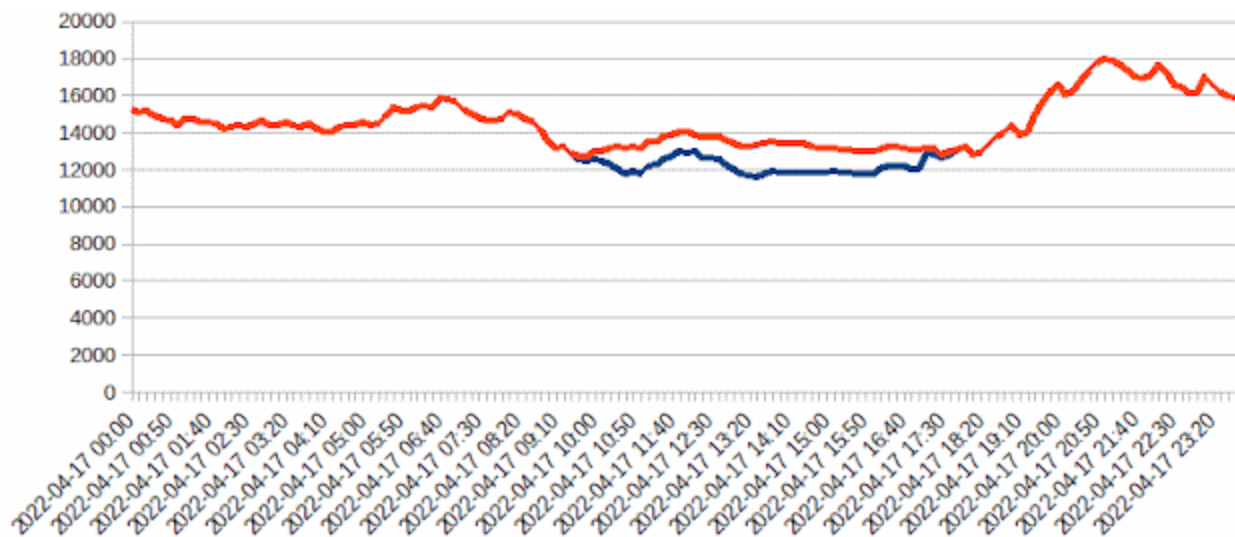
Et cela inclut la suppression de tout ce qui en est supprimé.

Commençons par regarder la production éolienne et photovoltaïque dont on retire « l'énergie négative » (somme de l'exportée et de la pompée) :



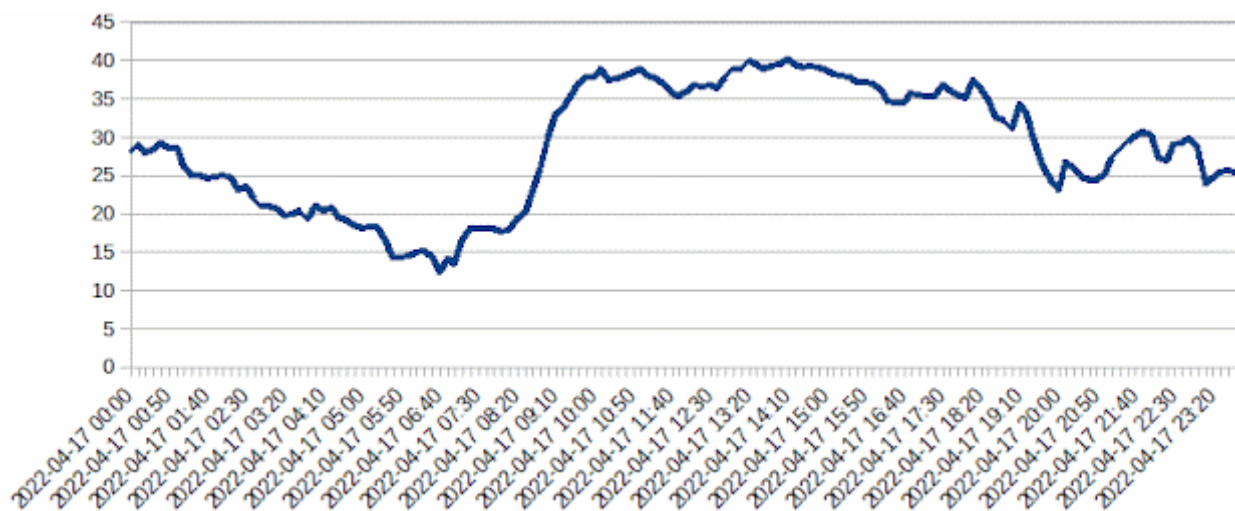
Pour avoir une référence, **la ligne bleue est la production totale non acheminable, et la ligne rouge est ce qui reste une fois éliminée la capacité via les exportations et le pompage**.

Continuons avec la production contrôlable qui reste, de laquelle la même chose est également supprimée, c'est-à-dire que tout ce qui est en dessous de l'horizontale est « effacé », qui reste le même qu'avant...



Seulement il y a une différence. La production expédiable « avant » (du graphique précédent où seul l'expédiable est affiché) est la ligne bleue, tandis que la ligne rouge est la production expédiable « totale » : le pompage.

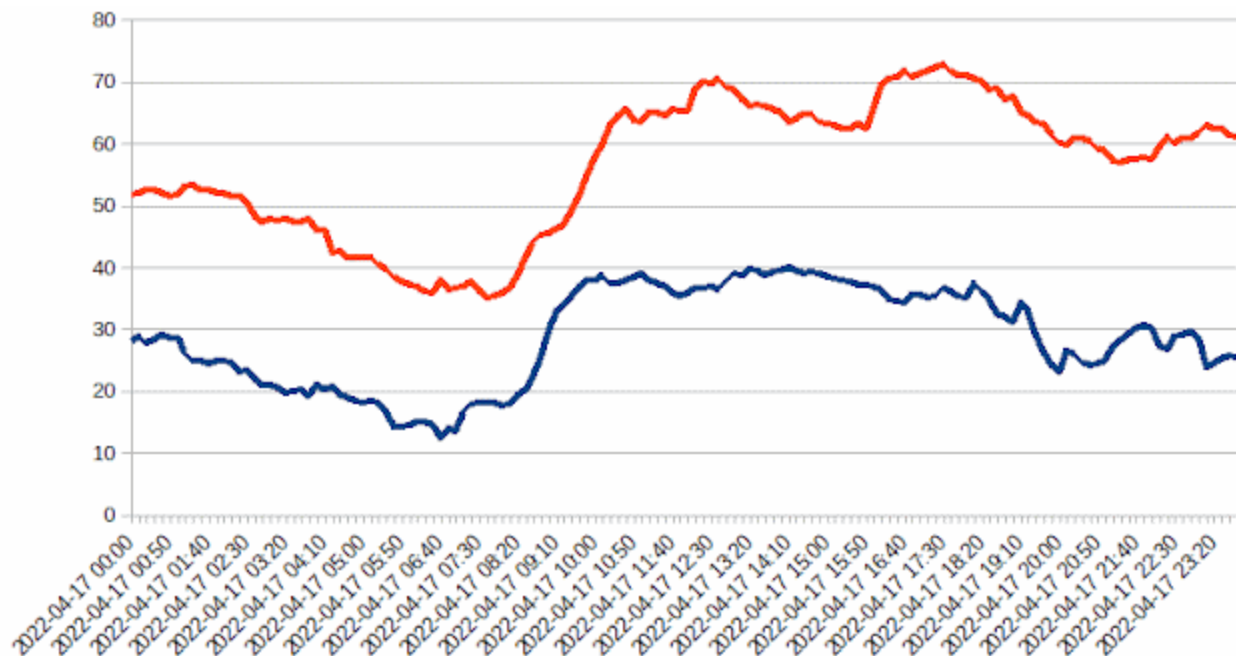
Avec ces données, nous pouvons tracer un graphique du pourcentage de pénétration des énergies renouvelables électriques intermittentes et incontrôlées par rapport à la consommation réelle totale en France (c'est-à-dire en supprimant le pompage et les exportations) :



Le plus remarquable : **à aucun moment ils ne dépassent 40 % de la puissance utilisée .**

Bien entendu, **une part importante de la puissance stabilisatrice reste renouvelable** . Une petite fraction vient du solaire thermique (qui se situe à la frontière entre contrôlable et incontrôlable, selon la capacité de stockage), une autre petite fraction vient du thermique renouvelable (biogaz par exemple), mais la majorité vient de l' **hydroélectrique** .

Regardons maintenant le **pourcentage d'énergies renouvelables totales (en rouge), par rapport aux énergies non contrôlées (en bleu)** , qui est en fait le graphique ci-dessus.



On y voit qu'un **pic à 73% est atteint** vers 17h30. Un pic qui n'est PAS du tout dû aux énergies renouvelables non acheminables. Curieusement, à ce moment-là il ne devrait pas y avoir de gaz, selon les enchères de la veille... Et ce ne sera pas le cas car il n'y avait pas d'énergies renouvelables, il y avait déjà du photovoltaïque (des grands producteurs) qui s'était arrêté pour maintenir la stabilité.

Nous savons depuis ce jour que l'énergie photovoltaïque a dû être réduite en raison d'une production excédentaire à un moment où sa production et sa stabilité ne pouvaient être absorbées .

Par conséquent, nous pouvons *en déduire* que le **pourcentage maximum de pénétration des énergies renouvelables non contrôlées est d'environ 40 %**, ce qui ne signifie pas qu'il ne peut pas y avoir plus d'énergies renouvelables, à condition qu'elles soient dispatchables .

C'est un fait qu'on **en est arrivé à avoir** ce jour-là 73% de production renouvelable, **grâce** surtout et de loin à **l'hydroélectrique** , notamment couplée au pompage. Puisqu'elle **est la seule qui permet ce jeu de « compensation négative »** par pompage, en plus d'être rapide, c'est l'énergie renouvelable idéale .

Ce n'est pas pour rien **que de nombreux pays dans le monde disposent depuis des décennies d'électricité 100 % renouvelable**, essentiellement basée sur l'énergie hydroélectrique . C'est le cas de la Norvège, dont on parle tant.

Cette pointe **est une épée à plus de deux tranchants** , soyez prudent. L'un des points qu'il soulève est que **le pourcentage de pénétration des énergies renouvelables n'est pas un « nombre fixe »**, puisqu'il dépend de la capacité effective de l'hydroélectricité.

Et l'autre point qui en découle est que cela **dépend de la saison, de la capacité de chaque pays**, de la situation de stress hydrique, de la capacité de pompage, etc.

Une autre raison de cette variation possible **est la capacité à exporter de l'énergie** . Cela dépend de deux facteurs : les interconnexions avec les pays voisins et leur capacité à absorber les irrégularités, ce qui est exporté. Rappelons que **c'est précisément ce qui a provoqué l'arrêt des investissements dans les énergies renouvelables en France**, le « coup de pouce » avec ce qu'on appelle l'hydrogène vert, et que les **Allemands paient leurs voisins pour ne pas produire ce type d'énergie en même temps** . À l'époque, les

Scandinaves gagnaient leur vie en vendant des « services de stabilisation du réseau ».

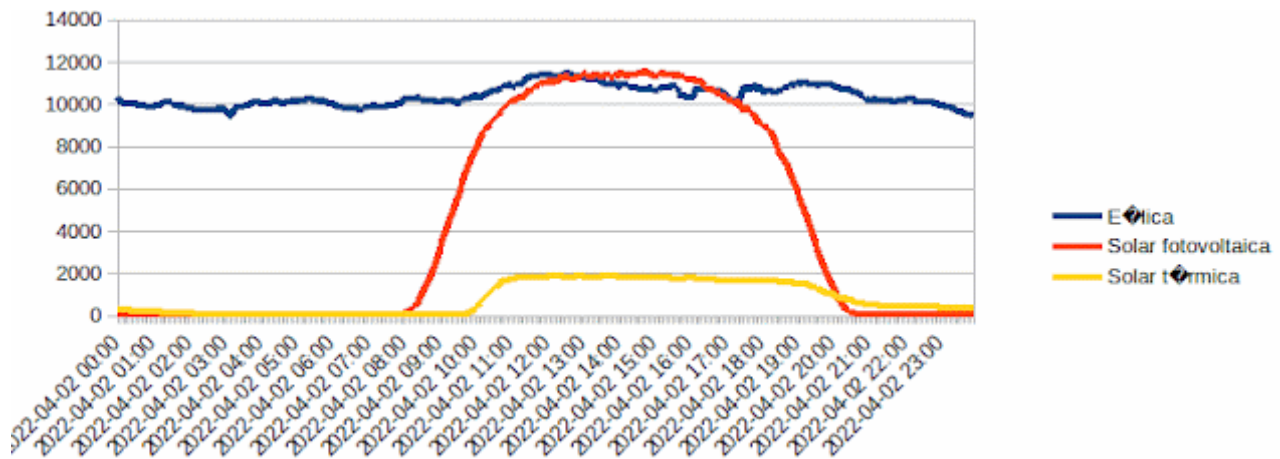
Cependant, **on pourrait considérer comme une valeur plus « fixe » ou « relativement stable » que 40 % des énergies renouvelables intermittentes. C'est l'hypothèse de cette section .**

100% renouvelable ?

Faisons à nouveau la même analyse pour le samedi 2 avril . Cette date, plus ancienne, est celle à laquelle plusieurs médias et groupes de fans des énergies renouvelables électriques intermittentes se sont efforcés d'affirmer que 100% de l'énergie était couverte par des énergies renouvelables (de toutes sortes).

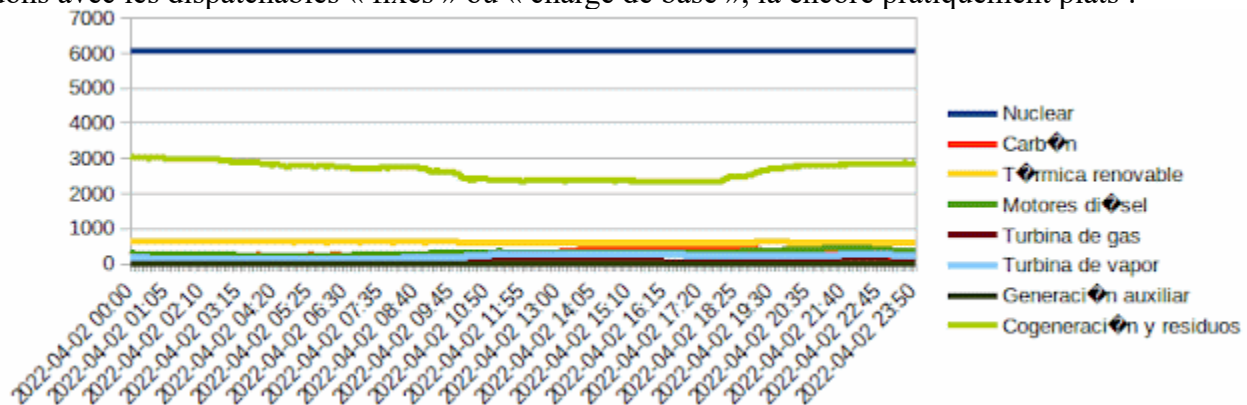
L'important dans cette analyse est de vérifier la cohérence des observations issues à la fois de ces milieux et des hypothèses exposées ci-dessus.

Commençons par la répartition par types d'énergie, comme dans la section précédente. Premièrement, des énergies renouvelables électriques intermittentes et incontrôlées et une partiellement contrôlable :



Un détail d'une importance énorme comme nous le verrons : **la puissance éolienne est pratiquement plate**, et produit beaucoup, contrairement au graphique précédent, qui présentait une « bosse » pendant les heures d'ensoleillement.

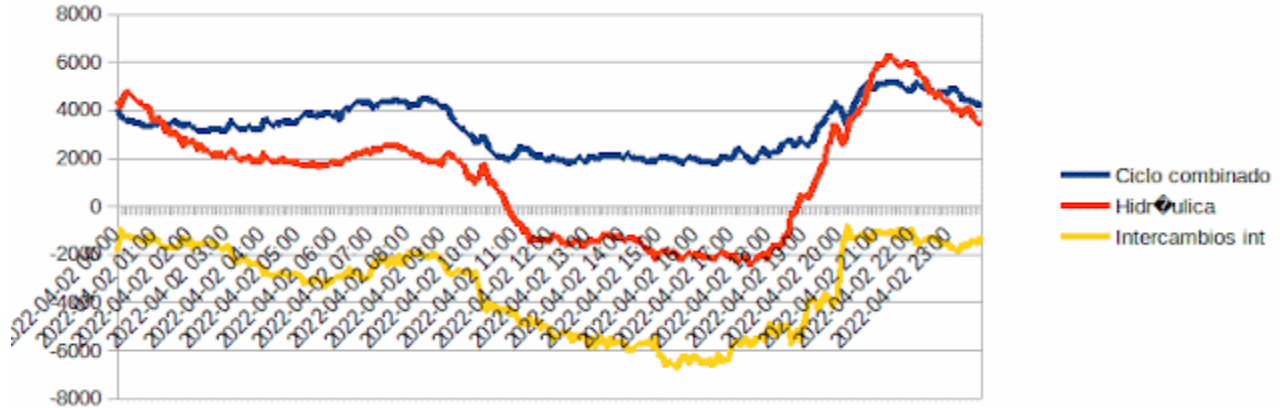
Continuons avec les dispatchables « fixes » ou « charge de base », là encore pratiquement plats :



Il est à noter que d'un jour à l'autre les données présentées par le REE ne sont pas exactement les mêmes ni dans le même ordre. Dans ce cas, les moteurs diesel sont en panne (principalement dans les îles Canaries et les zones insulaires ou « déconnectés » du réseau principal), avec une baisse évidente pendant les heures

d'ensoleillement.

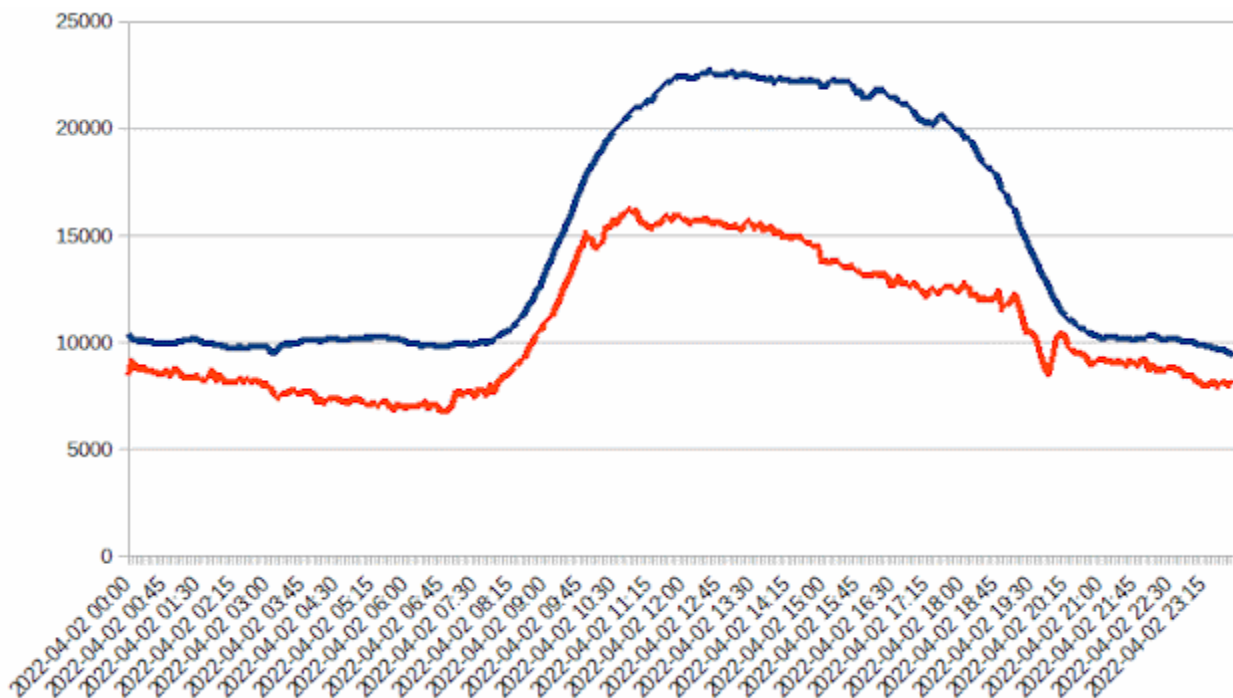
Nous continuons avec les « gros » envois et exportations, qui dans ce cas sont énormes :



On retrouve à nouveau la courbe de Nessie dans l'hydro , indiquant, une fois de plus, le pompage, cette grande aide.

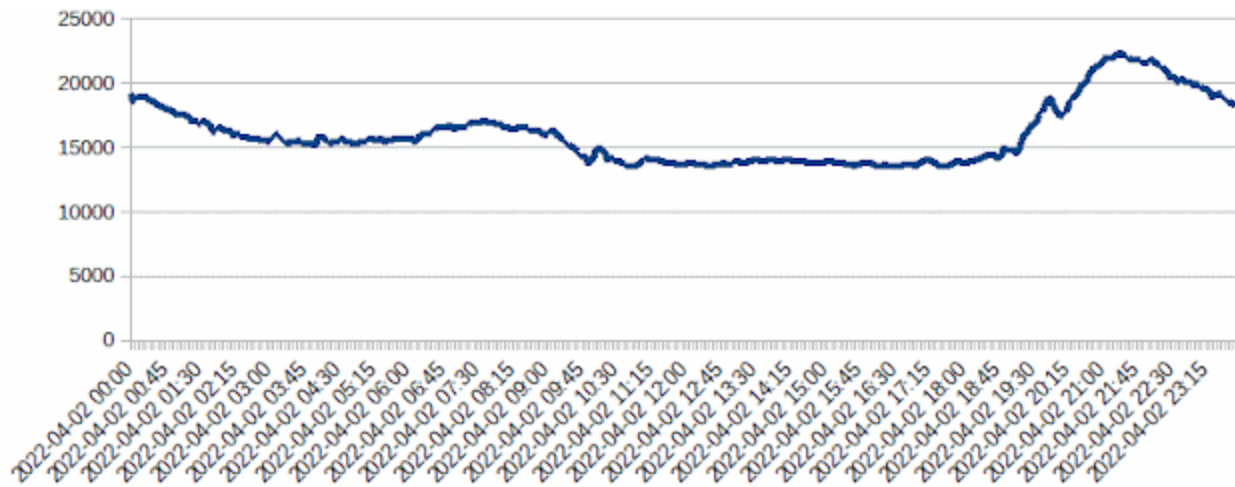
Avec ces données, calculons la puissance brute (en bleu) et nette (en rouge) non distribuable.

Cette énergie nette non acheminable représente le reste des exportations (énormes, et qui là encore sont très variables, suivant pratiquement à tout moment la courbe de production non acheminable) et de l'hydropompage. Rappelons qu'en réalité, il s'agit de retirer du réseau les excédents de production incontrôlables.



Contrairement à ce qui s'est passé seize jours plus tard, **le pic de non-dispatchable net à midi est très important. Le dimanche de Pâques avait une courbe beaucoup plus plate** .

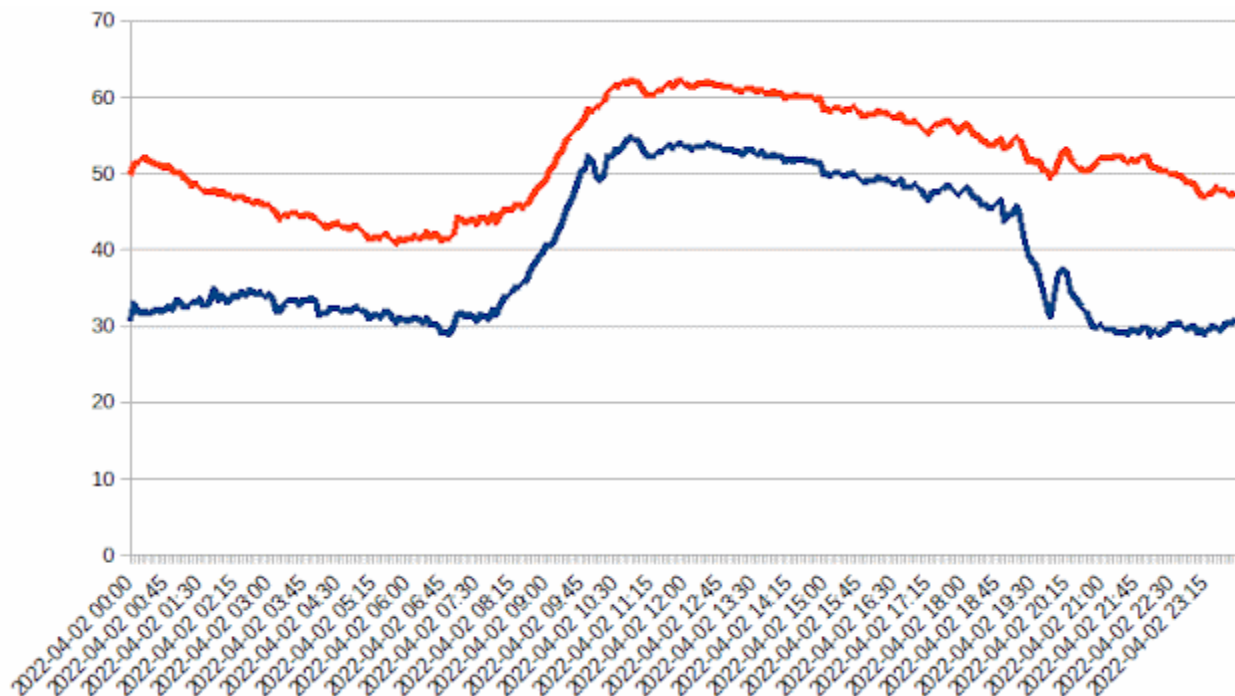
Continuons avec la production Dispatchable, qui inclut toutes ces énergies renouvelables qui peuvent être plus ou moins contrôlées. Le « plus ou moins » arrive, encore une fois grâce au solaire thermique. Il faut ajouter que le nucléaire, l'un des plus contributeurs, n'aide pas beaucoup en termes de stabilisation du réseau justement.



Comme dans le cas du « graphique de référence » du 17 du même mois, la courbe est assez plate et le pic de demande après le coucher du soleil ressort beaucoup . Ce pic que nous avons commenté à plusieurs reprises est aussi le pic des prix, le moment de la journée où vous payez le plus, et généralement celui où la demande est la plus grande.

Un pic qui ne pourra jamais être alimenté en photovoltaïque .

Eh bien, avec ces données, nous pouvons maintenant aller vérifier l'hypothèse présentée dans la section précédente : niveaux de pénétration en % des énergies renouvelables électriques intermittentes et non contrôlées ainsi que de toutes les énergies renouvelables, y compris contrôlées :



Surprendre! 54% de pénétration des non-expédiables est atteinte contre 40% dans le cas précédent ! L'hypothèse n'est pas valable .

Surprendre?

Pas du tout.

Un détail important a été commenté : la contribution du vent.

Lors de l'analyse de la variabilité introduite par l'énergie éolienne, il a été expliqué, sur la base des données, que pour chaque MW de puissance fournie, elle était bien inférieure à celle de l'énergie photovoltaïque . On a même expliqué que les fabricants d'éoliennes, conscients du problème d'instabilité qu'elles généraient, introduisaient depuis des années des systèmes de stabilisation qui permettaient de réduire ladite instabilité, précisément pour les grandes pénétrations de ce type de puissance.

Eh bien, nous avons ici la démonstration qu'il en est ainsi.

En d'autres termes : le niveau de pénétration de l'énergie électrique renouvelable intermittente dépend de sa contrôlabilité. Plus vous introduisez de variabilité et de contrôle, plus elle peut être grande.

En fait, on peut voir que ce qui compte, c'est la contrôlabilité et la stabilité (ou l'instabilité) que ces puissances apportent à l'ensemble.

Et à partir des données, on peut déduire que le photovoltaïque est celui qui contribue le plus à l'instabilité, tandis que l'éolien à grande échelle y contribue moins, surtout s'il est plus moderne et adapté à ces scénarios. Que le 17 avril la ('grande') réduction du photovoltaïque renforce cette hypothèse.

Cela implique que nous ne pouvons pas fixer un « nombre fixe » en pourcentage de pénétration des énergies renouvelables intermittentes instables et incontrôlées , car cela dépend du mix qui existe à un moment donné et de l'instabilité relative qu'elles introduisent.

Par ailleurs, un autre détail encore plus important doit être observé : la demande ce samedi était bien supérieure à celle du dimanche deux semaines plus tard : 29,7 GW contre 22,3 GW environ. Cela implique que la puissance en fonctionnement à inertie tournante était encore plus élevée, contribuant à sa stabilité : près de 18 GW contre 22,2 GW en pointe.

Puisque le nucléaire fonctionne toujours de manière optimale, cette demande accrue n'est pas satisfaite uniquement par les énergies renouvelables. On constate également **qu'il y a beaucoup plus d'hydroélectricité (6,2 GW de pointe contre 4,75 GW) et plus de cycles combinés (5,15 GW contre 2,55 GW de pointe).** Nous avons déjà dit que la capacité de stabilisation de ces deux technologies est plus élevée .

Nous disposons également ici de quelques données qui soutiennent les hypothèses expliquées tout au long de cette série : **toutes les productions ne sont pas identiques, et plus l'énergie disponible est rapide, avec un plus grand degré de flexibilité, et moins l'instabilité ajoutée par les énergies renouvelables est grande, plus le potentiel est grand. .pénétration de ces derniers.**

Il est donc clair qu'un pourcentage maximum de pénétration des énergies renouvelables électriques intermittentes ne peut être établi , car il dépend du mix énergétique dont nous disposons à tout moment, de la capacité de stabilisation dont nous disposons, ainsi que de l'instabilité qui s'introduit.

Au fond, c'est logique : **la capacité de pénétration dépend uniquement et exclusivement de la capacité réelle dont nous disposons pour maintenir la stabilité du réseau .**

Un dernier détail concernant ce dernier graphique. **Si le dimanche de Pâques il y avait un maximum de 73% de la consommation produite par des énergies renouvelables de toutes sortes, notamment des systèmes**

dispatchables, le 2 du même mois, ce jour-là les médias disaient que nous avions une production 100% renouvelable de toutes sortes, en en réalité, nous n'en avons que 62% .

conclusions.

L'analyse présentée ici montre clairement qu'il existe une grande différence en termes de « qualité » des systèmes de production d'électricité . On pourrait presque établir un « classement » de « qualité » adhérent à la variabilité ou à la stabilité qu'ils apportent (ou nuisent) au réseau électrique.

En ce sens, le pire serait le photovoltaïque, suivi de l'éolien (même dans ce domaine, il existe des différences), tandis que le meilleur serait une autre hydroélectrique renouvelable, pompée (stockage), suivie des cycles combinés .

Les moteurs diesel, heureusement peu répandus et qui s'en tiennent aux petites puissances (et aux prix des carburants élevés, surtout actuellement), sont également très bons pour compenser.

Le reste des énergies, cependant, n'est pas aussi bon.

Cela a certaines implications, la première étant cette limitation en termes de pénétration des énergies renouvelables .

Ce qui suit est qu'en **pariant sur la pire qualité, cela nous oblige à compenser en lançant plus d'hydroélectricité** (et les conséquences que cela a) **et encore plus de cycles combinés** , alors qu'il est évident que le nucléaire ne contribue guère positivement à la stabilité.

Le solaire thermique n'est pas qu'il apporte beaucoup, justement, en plus d'être intermittent. Pour qu'il puisse contribuer, il lui faudrait disposer d'une capacité de stockage bien supérieure à celle dont elle dispose actuellement. Et pourtant.

D'autre part, dans toute cette étude, il y a une inconnue totalement inconnue de tous et qui pourtant pèse de plus en plus lourd et dont il faut tenir compte : l'« autoconsommation », ou, pour mieux dire, la production photovoltaïque de petits producteurs non soumise à aucun type de contrôle. Il ne s'agit pas de n'importe quel moment, mais d'une grande quantité d'énergie... pour l'instant.

De tout ce qui a été analysé jusqu'à présent, cette analyse sert à valider les hypothèses expliquées dans ce bloc d'analyse technique. Et avec cela, nous pouvons analyser les implications en termes de politique suivie, à suivre, et ses répercussions économiques.

Nous terminons donc ce bloc ici.

Dans le prochain volet, nous commencerons **la partie économique.**

[▲ RETOUR ▲](#)

8 milliards, stress hydrique extrêmement élevé

Par biosphere 25 août 2023



Une crise de l'eau sans précédent affecte déjà près de quatre milliards de personnes selon un rapport du World

Resources Institute, soit la moitié de la population mondiale. La demande globale en eau a grimpé de 1 % par an dans les quatre dernières décennies, la population a augmenté encore plus vite, en conséquence les volumes disponibles rapportés au nombre d'habitants ont diminué. C'est une logique imparable et pourtant, contrairement aux années 1970, la question démographique est complètement ignorée des instances internationales ces dernières décennies.

Tant qu'un gouvernement mondial, on peut toujours rêver, ne décrètera pas qu'il faut suivre le modèle d'un seul enfant par femme, on ne s'en sortira pas durablement, que ce soit pour les problèmes de l'eau, de la biodiversité, des ressources halieutiques, etc. Mais quand on voit le tabou qui pèse sur la réponse malthusienne aux crises, c'est à désespérer. Les journalistes du MONDE ont un problème avec le mot « surpopulation » !

Martine Valo : A l'échelle mondiale, la demande ne cesse d'augmenter. Elle a doublé depuis 1960, tirée par le boom de l'agriculture irriguée, les besoins grandissants de la production d'énergie, le secteur industriel, la croissance de la population. Environ quatre milliards de personnes affrontent déjà un stress hydrique « *élevé* » au moins pendant un mois par an. Dès à présent, vingt-cinq pays relèvent, eux, d'un stress « *extrêmement élevé* » : le déséquilibre entre leur consommation et leurs réserves en eau atteint au moins 80 %. Le rapport souligne les dangers pour la sécurité alimentaire : 60 % des cultures irriguées sont menacées par un stress hydrique « *extrêmement élevé* ». ; la canne à sucre, le blé, le riz et le maïs sont particulièrement concernés. On s'attend à ce que 1 milliard de personnes supplémentaires vivent dans des conditions de stress hydrique « *extrêmement élevé* » d'ici au milieu de ce siècle, même si l'on parvenait – selon un scénario optimiste – à limiter l'augmentation de la température moyenne entre 1,3 °C et 2,4 °C. Comment, dès lors, faire face à la moindre période de sécheresse supplémentaire lorsque la situation est aussi tendue ? Le WRI cite plusieurs épisodes au cours desquels les autorités publiques ont coupé l'alimentation en eau de certaines localités. Les habitants de la Guadeloupe doivent régulièrement se conformer à des plannings de distribution d'eau...

Le point de vue des écologistes

Marcus23 : Ce n'est pas tellement qu'il n'y a pas assez d'eau, c'est surtout qu'il y a trop de consommateurs d'eau !

gbouvier : Il faut d'urgence mettre en place un plan mondial d'incitations à la réduction démographique. La population mondiale à l'ère préindustrielle c'était 1 milliard d'humains. L'inertie démographique est telle qu'on ne reviendra pas à ce niveau raisonnable de population avant 2-3 siècles, mais il faut s'y atteler d'urgence. Évidemment, l'effort portera plus sur des pays où la démographique est explosive ou même seulement en croissance, plutôt que les pays où celle-ci est en stagnation ou régression. Et la migration, qui n'a jamais concerné qu'un mieux 5 % de l'humanité, n'est qu'un déplacement des problèmes, certainement pas une solution. A quand des GIED (D comme démographie) et des Greta Thunberg prêtes à se battre pour la sobriété démographique ?

Démographie Responsable : La cause principale des pénuries d'eau est la croissance explosive, irraisonnée et complètement inutile de la population mondiale. Nous étions 2,5 milliards en 1950, nous venons de passer le cap des 8 milliards et on en annonce 10 peu après 2050. Face à des mesures adaptatives, la résilience véritable passe par le plafonnement rapide de nos effectifs suivie de leur baisse maîtrisée. Par leur cécité, leurs choix économiques et idéologiques, les gouvernants qui se sont succédés dans pratiquement tous les pays du monde depuis le milieu du siècle dernier portent l'entière responsabilité du chaos écologique qui va s'abattre sur l'espèce humaine et pas simplement en ce qui concerne l'eau.

PU : Terrible, le nombre de commentateurs qui n'ont toujours pas saisi que l'enjeu démographique est secondaire par rapport à celui du mode de vie. Exemple : si on mangeait tous du poulet et pas de bœuf, on économiserait déjà beaucoup d'eau : 4 000 L d'eau pour 1 kg de poulet, et 15 000 L (3 à 4 fois plus) pour 1 kg de bœuf.

Vieux : Mais il est essentiel de ne pas renoncer au plaisir d'une bonne côte de bœuf entre amis car bien que la viande rouge et l'élevage bovin soient très gourmands en eau, cela fait partie de nos traditions.

Silgar : Imaginer que l'on puisse imposer à des citoyens occidentaux un état d'indigence tel qu'en Afrique ou en Inde relève de la fantaisie. Imaginer que l'on puisse interdire aux Africains ou aux Indiens de vivre selon nos standards relève de l'égoïsme. La problématique démographique est donc au cœur des enjeux.

Gugu : Sachant que les habitants des pays riches consomment nettement plus d'eau et génèrent nettement plus de GES que ceux des pays pauvres, il faudrait commencer par diminuer les populations des pays riches pour résoudre la crise.

Babar : C'est n'est pas la taille de la population le problème, c'est sa consommation d'énergie. Un occidental génère 100 fois plus de CO2 par sa consommation d'énergie et de viande qu'en respirant. Si nous avions le mode de vie de la France à la sortie de WW2, nous pourrions être 20 milliard sur cette terre. Le problème n'est en aucun cas le nombre d'africains... tant qu'ils ne consomment pas comme nous !

Auvergnat @Babar : Ce recours à cet élément de langage, « ce n'est pas le problème », évite face à une problématique complexe de (contre-)argumenter. Appliquons donc votre commentaire en accentuant son idée directrice : faire en sorte que les occidentaux soient moins gourmands en consommation énergétique (100 fois moins). Cela suppose donc que les Occidentaux doivent accepter un mode de vie susceptible de nous faire à revenir aux congés payés. Ou au XIX^e siècle, ou encore avant => est-ce simplement réaliste ? acceptable ? punitif ? Par ailleurs est-il souhaitable que nous soyons 20, 100 milliards et plus ? A moins d'indiquer en creux la voie à suivre pour les Occidentaux : beaucoup plus de miséreux => quelle belle perspective !

Antispécisme : René Dumont en 1974, un des pères de l'écologie politique, avait donc raison... Les scientifiques qui alertent sur l'état de la planète depuis 150 ans avaient aussi raison... Mais le peuple continue de se gaver et d'exiger le niveau de vie de la tranche sociale supérieure. Dumont faisait 1,32% des voix à la présidentielle de 1974, les partis écologistes ne font toujours pas beaucoup mieux aujourd'hui .

Frog : De toute façon les ressources sont en train de devenir de plus en plus rares, surtout dans les pays pauvres, donc la réduction démographique suivra de gré ou de force.

Les écolos, pour ou contre le tourisme ?

Les écologistes institutionnels (EELV) présentent le tourisme de cette façon dans une motion thématique :

« L'explosion du transport aérien depuis le premier vol « charter » en 1954, la baisse considérable des prix de vente des billets corrélée au développement du modèle « low cost » ont favorisé la croissance d'une forme de tourisme dite « de masse ». Ce modèle, basé sur des séjours de courte durée déconnectés de toute notion de distance, mettant les destinations en concurrence et contribuant à une surconsommation intenable de transports carbonés, qu'ils soient par avion ou par paquebot, est destructeur pour la planète et les populations d'accueil. L'industrie du voyage et les voyageurs doivent se désintoxiquer de ces modes de transport. »

Parfait, parfait. Malheureusement le texte se poursuit ainsi :

« Rejet a priori du transport aérien et du tourisme de masse sont deux approches réductrices qui évacuent la responsabilité sociale de l'ensemble de la filière dans un secteur fortement précarisé... Le tourisme durable ne peut pas se caricaturer en un « tourisme sans avion »... La réflexion ne peut pas plus se résumer en une critique du tourisme de masse, on risque de privilégier l'accueil de touristes à fort pouvoir d'achat..., etc. »

D'où une motion qui ménage la chèvre et le chou et contient pourtant des moments savoureux à déguster sans

modération :

« Exiger l’affichage de l’empreinte carbone des offres touristiques... Réfléchir sur l’instauration de quotas d’émissions de carbone par personne sur une vie... Supprimer les aides publiques aux projets d’infrastructures de loisirs inutiles et dangereux pour la planète... Favoriser un tourisme privilégiant la lenteur... Développer les réseaux de circulations douces (véloroutes en particulier)... Promouvoir le tourisme intra-régional... Ne laisser là où nous passons que l’empreinte de nos pas. »

Rappelons notre point de vue d’écologiste sur ce blog biosphere. Le tourisme de masse est en soi destructeur, dire qu’on ne peut pas le condamner au nom du social et de l’emploi est fantaisiste. L’explosion touristique dans beaucoup d’endroits de la planète a entraîné des dégâts considérables en termes d’urbanisme, de pression sur la ressource en eau, de rapports sociaux proches de l’esclavage, de dépendance des emplois envers l’afflux de touristes. On a vécu, à l’époque de la pandémie et de la limitation des déplacements, la lamentation des destinations touristiques : les opérateurs criaient famine, mais c’était un temps écolo. Aujourd’hui en 2023 les touristes sont malheureusement revenus en nombre, mais ils ont été souvent accablés par la canicule et cernés par les flammes des incendies. On ne pourra pas longtemps vivre comme si on n’avait pas mis la planète au pillage...

Du point de vue écologique, il n’est pas judicieux de vouloir relancer le tourisme, ni même d’encadrer son industrialisation. Il est absolument nécessaire de supprimer un passe-temps créé au XIXe siècle pour les privilégiés qui faisaient leur tour d’Europe. Le « droit au voyage » pour loisirs n’existe pas, c’est une revendication à consommer du voyage sans autre fin qu’un dépaysement temporaire et destructeur.

Le slogan publicitaire « plus vite, plus loin, plus souvent et toujours moins cher » doit être remplacé par son inverse.

▲ **RETOUR** ▲

PERDRE LES COUVERTS ?

27 Août 2023 , Rédigé par Patrick REYMOND

Il faut aller chez Emmaus, [ils ont plein de vaisselle](#), pas chère.

Cela me fait penser au type qui vendait son 93 M2 en région parisienne. Il le « bradait », à 600 000 euros, et ne comprenait pas pourquoi il ne partait pas immédiatement, avec 160 000 de remise...

le macroniste (au moins sociologiquement) ne comprenait pas pourquoi ? Simplement parce que, sans prêts bancaires, c’est 60 000 euros qu’il faut vendre (surtout en Seine Saint Denis). 600 000 euros, cela ne concerne même pas 1 % de la population comme marché...

Pour ce qui est du retour des populations dans les villes centre, l’actualité sudiste et les tirs de kalachs, ça dissuade. Il y a belle lurette que les couches populaires ont compris que partir plus loin, ça coûtait cher, mais que la sécurité ça n’avait pas de prix. Pour les empêcher de partir, c’était simple, arrêter l’immigration et supprimer les dealers, au besoin physiquement. Personne ne les aurait pleuré.

Pour les 400 couverts, ce sont les propos d’un restaurateur, macroniste aussi (au moins sociologiquement) :
« Sur notre totem à l’entrée, on a axé notre communication sur les quatre produits les moins chers entre 17 et 18 euros. Tous les ans, entre le service du midi et le service du soir, on refusait à la pelle. Hélas, cette année, je n’ai quasiment rien refusé ».

S’il considère que 17 ou 18 euros, c’est pas cher, il faut immédiatement commander un cerveau en état de

marche sur le bon coin.

Mais, grâce à Macron, ce benêt va comprendre, quand le tourisme aura disparu à 50 %. Et le nombre de non vacanciers (droit acquis non négociable), exploser de 44 % à 75 % de la population.

Le restaurateur et l'investisseur n'ont rien compris au film. Pour Macron, ce sont des riens, des trous du cul.

Sarkozy, une fois qu'il n'est plus au pouvoir, [retrouve des accents de vérité](#). Mais, il aurait dû penser à appliquer son programme de 2007, et pour cela sortir de l'UE, du conseil de l'Europe et de la cour de justice européenne, car il était condamné à ne rien faire.

Cela ne peut pas mal se terminer, cela va mal se terminer.

REBONDISSEMENT DANS LA GUERRE PICROCHOLINE

Pour le moment, la ligne de front en Ukraine est d'une quasi stabilité époustouflante. Il faut comprendre les russes d'ailleurs.

Quand on a des adversaires cons au point d'aller se faire massacrer pour des communiqués tiktok, on ne gâche pas son plaisir de les tabasser en les laissant venir et en ayant peu de pertes.

Bon, ça, franchement, ça commence à devenir lassant. Comme les Gamelin de plateau (dixit Xavier Moreau), visiblement aspirant à gagner le dîner de cons avec une constance méritoire.

A une petite différence près. Le rôle de Gamelin en 1914 n'a pas été négligeable, surtout pendant la bataille de la Marne. Pour ce qui est des T... du C... de plateaux, à part un bon d'achat au superprimou géant, ils n'ont jamais gagné rien d'autre. Bien entendu, je considère que les conflits qu'ils ont pu mener et perdre, c'est de l'ordre du vol de billes au enfants du CP, par les terminales. C'est même la honte d'ailleurs, parce que les enfants du CP les ont virés.

Bon, pour en venir à l'objet du jour, c'est la mort de Prigojine et de l'état major de Wagner. A qui profite le crime ? Ou est sensé profiter le crime ??? Aux oxydentés.

Dans la mentalité des oxydentés, tuer le chef, c'est la formule magique depuis les guerres indiennes. Bon, le dégomme de Soleimani, pourtant, n'a pas eu le succès escompté.

Mais la non-pensée militaire oxydentée pour l'Afrique, pense que décapiter Wagner c'était éliminer sa présence.

Le seul problème, c'est que les oxydentés font beaucoup moins peur, désormais, avec ou sans Wagner. Et les temps ont changés. Le Niger et ses 25 millions d'habitants sont un morceau à la fois trop grand et trop peuplé pour être contrôlé par un corps expéditionnaire ridicule, et dont les africains se retireraient rapidement.

En plus, le fatras oxydenté en matière d'armements, vient de connaître le pire : sombrer dans le ridicule. Incapable même d'affronter les T54 et T55 des années 1950, même modernisés et menés par des russes...

Sans compter les arsenaux, vidés à grande allure. L'OTAN n'est qu'une force d'occupation, pas une force d'agression, elle en est incapable. Elle s'étendait par des coups d'états, l'adhésion étant l'état ultime de colonisation. Avec l'adhésion à la maison de fous de l'Union européenne.

Il reste que la victoire rapide, était, pour les oxydentés, la seule option possible. Le reste était impossible.

Le suprémacisme racisme oxydenté dans toute sa splendeur.

Le suprémacisme racisme de la gôche, dans toute sa splendeur veut aussi croire que les migrants viennent pour la dimoucrassie, alors qu'ils ne viennent que parce qu'il croient que la vie y est meilleure.

Le suprémacisme racisme de gôche ne comprend pas, non plus, que les pays oxydentés peuvent s'effondrer économiquement parlant (c'est en cours !) et devenir des repoussoirs...

PELE MELE 25/08/2023

- Illusions d'optique, le PIB du G7 dépasse encore ceux des BRICS. Comme dit Xavier Moreau, Poutine, il est con, il vend le litron d'essence à 50 centimes d'euros...

[les loyers sont à l'avenant](#), et beaucoup de choses, nettement moins cher, à commencer par la santé. Donc, ce sont les dysfonctionnements des sociétés occidentales qui coûtent et fabriquent un PIB fictif. Je serais curieux de connaître l'écart réel... Il est presque comblé. Pour l'espérance de vie US, elle est déplorable et dépassée par des pays qui furent jadis du tiers monde. Payer plus, pour sans cesse plus de médiocrité.

- « [Croissance](#) » décevante en Allemagne et en France, de fait, la seule chose en croissance, c'est l'impression monétaire. De fait, même quand la croissance n'existe plus, on parle toujours de croissance...

- [L'union européenne](#), avatar de l'URSS, croule sous les panneaux solaires stockés. Mais, bureaucralande n'aime pas la réactivité... Contrairement aux militaires, là, les stocks sont aussi importants que les panneaux posés.

- [Rebelote à Paris](#), on parle de + 51 % pour la taxe foncière. Après, la hausse « ralentira », forcément, parce que les frais légaux seront là. Mais on peut parier sur une troisième année de hausse mais pas tout à fait aussi importante... Du moins en pourcentage...

- [Pénurie en vue pour l'Uranium](#). Trop de demandes, pas assez de production, il faut dix ans pour lancer une mine, et le rendement des mines d'U atteint le 1 %. Les réserves, estimées, ça relève de la cuite du samedi soir.

- [Rebond du charbon](#). En réalité, depuis une dizaine d'année, le charbon est sur un plateau ondulé. Là aussi, la mécanique de hausse des prix suivie de baisses rend les investissements difficilement viable, et les compagnies, encore moins. Le chiffre de la production chinois n'est possible qu'avec un état qui soutient le secteur à bouts de bras. De fait, le roi charbon n'est réellement roi que dans la production d'électricité et un peu celle d'acier. Pour le reste, il n'existe plus.

- [Panique chez les Zécolos](#), 50 GW de nouvelles centrales au charbon. De fait, les constructions sont comme beaucoup d'investissements chinois, totalement inutiles, sauf pour donner du travail, avec un bémol : déplacer les centrales vers les lieux de production du charbon.

- [Peut on vivre sous terre](#) ? Question bête. Bien sûr que oui. Dans la vieille ville du Puy, il y a autant d'étages en dessous qu'en dessus. Il y avait même une rue souterraine jusqu'aux années 1960. Sous la Sermonne, les « grottes à Mandrin », sont une utilisation des grottes très ancienne. Cela évite de gaspiller de la place, et l'aberration, c'est le pavillon de plan pied, sans sous sol.

- [Fantasia chez les ploucs](#) d'en haut. Ils veulent contrôler le monde, alors que des pans de plus en plus larges du territoire leur échappe complètement. A voir les deux morts de Nîmes. Les deux victimes n'intéressent pas la NUPES et LFI; pas davantage les Zécolos. Pour ces trois organisations, intrinsèquement racistes, que bougnoules, négros et niakoués, se tirent dessus et tuent des enfants, c'est à la [mode démocrate US](#), totalement normal et ça fait partie de la vie.

- [Plouc aussi d'en haut](#), qui vient de découvrir ce que beaucoup savent depuis 50 ans : « L'humanité risque de connaître un effondrement civilisationnel avant la fin du siècle ». Rees ne sait même pas qu'il est en cours ? les quartiers pourrissent. L'insuffisance des ressources fossiles condamnent des tranches de plus en plus importantes de la population à vivre dans la misère, et toutes les gesticulations gauchistes ne changeront rien. Transférer de l'argent n'arrange rien, car il n'a pas de pouvoir d'achat, quand un Bloomberg dépense en une année, 4000 années d'énergie d'un représentant de « la classe moyenne ». Quand la gôche débile veut enlever la viande, les laitages, et permettre un voyage de 1500 km tous les trois ans, ils montrent qu'ils ne comprennent même pas le problème.

Même pour contrôler la masse, et l'« nourrir » dans son quartier prison, il faudra de l'énergie et pour la surveiller et pour l'approvisionner. Une énergie qui manquera, aussi aux quartiers privés.

▲ [RETOUR](#) ▲

David Stockman explique comment la politique américaine axée sur l'Empire d'abord a conduit à un borbier de guerres éternelles...

par [David Stockman](#) 25 août 2023

Doug Casey's
INTERNATIONAL MAN



Lorsque la guerre froide a officiellement pris fin en 1991, Washington a eu une nouvelle chance de revenir au statu quo ante d'avant 1914. C'est-à-dire à une politique de sécurité nationale de **forteresse américaine**, car il n'y avait littéralement plus de menace militaire significative sur la planète.

La Russie post-soviétique était un désastre économique qui ne pouvait même pas faire face à sa masse salariale militaire et était en train de fondre et de vendre les chars et l'artillerie de l'Armée rouge à la ferraille. La Chine sortait tout juste des déprédations économiques, politiques et culturelles du Grand Timonier et avait adopté la proclamation de Deng Xiaoping selon laquelle « devenir riche est glorieux ».

Les implications de la faillite budgétaire de l'Armée rouge et du choix de la Chine de s'orienter vers le mercantilisme d'exportation et le capitalisme rouge ont été profondes.

La Russie ne pourrait pas envahir la patrie américaine dans un million d'années et la Chine a choisi la voie consistant à inonder l'Amérique de chaussures, de draps, de chemises, de jouets et d'appareils électroniques. Ce faisant, le pouvoir des élites communistes à Pékin dépendait du maintien de la coutume des 4 000 Walmarts en

Amérique, et non de leur destruction par les bombardements.

En un mot, le don originel de Dieu à l'Amérique – les grandes douves des océans Atlantique et Pacifique – aurait pu redevenir la pierre angulaire de sa sécurité nationale.

Après 1991, aucun pays sur la planète n'avait donc la moindre capacité de lancer une attaque militaire conventionnelle contre le territoire américain ; ou cela ne se serait pas ruiné en tentant de créer les capacités de projection de puissance aériennes et maritimes nécessaires – une perte de ressources qui serait bien plus importante que les 900 milliards de dollars que les États-Unis dépensent actuellement pour leur propre armada mondiale.

En effet, dans le monde de l'après-guerre froide, la seule chose dont les États-Unis avaient besoin était une modeste capacité conventionnelle pour défendre les côtes et l'espace aérien nord-américain contre toute éventuelle attaque malveillante, ainsi qu'une dissuasion nucléaire fiable contre tout État assez insensé pour tenter un chantage nucléaire.

Il va sans dire que ces capacités avaient déjà été achetées et payées pendant la guerre froide. La triade composée d'ICBM minutemen, de SLBM Trident (missiles nucléaires lancés par des sous-marins) et de bombardiers furtifs à longue portée coûte actuellement 52 milliards de dollars par an en opérations et maintenance, remplacements et mises à niveau et était plus que suffisante pour la tâche de dissuasion nucléaire.

De même, la défense conventionnelle du littoral et de l'espace aérien des États-Unis contre les voyous ne nécessiterait pas une fraction des 1,3 million de forces actives en uniforme d'aujourd'hui – sans parler des 800 000 réserves supplémentaires et des forces de la garde nationale et des 765 000 civils du DOD en plus de cela.

Plutôt que de financer 2,9 millions de personnes, l'ensemble du travail de sécurité nationale dans le cadre d'un concept de Forteresse américaine basé sur le territoire national pourrait être réalisé avec moins de 500 000 militaires et civils. Au plus.

En fait, une grande partie des 475 000 hommes de l'armée américaine pourraient être éliminés et la plupart des groupes aéronavals et des capacités de projection de puissance de la Marine pourraient être mis en veilleuse. De même, les missions de défense intérieure de l'Armée de l'Air pourraient être accomplies pour bien moins de 100 milliards de dollars par an, par rapport à son budget actuel de 200 milliards de dollars.

Dans l'ensemble, le budget de la défense nationale, en dollars constants, s'élevait à 660 milliards de dollars (en dollars de 2022) à la fin de la guerre froide et à la disparition de l'Union soviétique de la surface de la terre en 1991. Si Washington avait adopté à l'époque une politique de sécurité nationale en Forteresse américaine, la défense les dépenses auraient pu être réduites à peut-être 500 milliards de dollars par an (en dollars de 2022), voire potentiellement bien moins.

Au lieu de cela, l'Empire Washington est allé dans la direction opposée et a fini par adopter une politique de facto d' **Empire Premier** . Ce dernier coût coûtera 900 milliards de dollars au cours de l'année en cours et devrait atteindre 1 200 milliards de dollars par an dans quelques années.

Empire First : la raison d'un demi-trillion supplémentaire pour la défense

En un mot, **Empire First** consomme facilement un demi-trillion de dollars de plus en ressources budgétaires annuelles que ne le ferait une politique **de Forteresse Américaine** . Et ce baril géant de contrats d'armement, d'emplois de conseil et de soutien, de butin de lobbying et de porc du Congrès explique tout ce que vous devez savoir sur la raison pour laquelle le marais est si profond et insoluble.

C'est évidemment aussi la raison pour laquelle l'Empire Washington s'est désigné comme gendarme mondial. Faire office de gendarme de la planète est la seule justification possible du coût supplémentaire de 500 milliards de dollars par an d'Empire First.

Par exemple, pourquoi les États-Unis déploient-ils encore 100 000 soldats américains et leurs dépendants au Japon et à Okinawa et 29 000 en Corée du Sud ?

Ces deux pays ont un PIB combiné de près de 7 000 milliards de dollars, soit 235 fois plus que la Corée du Nord, et ils sont à des années-lumière de cette dernière en termes de technologie et de capacité militaire. De plus, ils ne parcourent pas le monde pour s'engager dans un changement de régime, effrayant ainsi la peur du côté nord de la DMZ.

En conséquence, le Japon et la Corée du Sud pourraient plus qu'assurer leur propre sécurité nationale de la manière qu'ils jugent appropriée, sans aucune aide de la part de l'Empire Washington. C'est d'autant plus vrai qu'en l'absence d'une menace militaire américaine massive dans la région, la Corée du Nord chercherait sûrement un rapprochement et une aide économique auprès de ses voisins, dont la Chine.

En effet, soixante-cinq ans après la fin de la guerre inutile en Corée, il n'y a qu'une seule raison pour laquelle la famille Kim est toujours au pouvoir à Pyongyang et pour laquelle elle brandit périodiquement bruyamment ses armes nucléaires et ses missiles naissants. En effet, c'est parce que l'Empire occupe toujours la péninsule coréenne et entoure ses eaux d'une puissance de feu plus meurtrière que celle qui a été déployée contre la puissance industrielle de l'Allemagne nazie pendant toute la Seconde Guerre mondiale.

Bien entendu, ces forces massives et coûteuses sont également justifiées par le soutien aux engagements de Washington en faveur de la défense de Taiwan. Mais cet engagement a toujours été obsolète et inutile pour la sécurité intérieure des États-Unis.

Le fait est que Chiang Kia-Shek a perdu la guerre civile chinoise en 1949, et il n'y avait aucune raison de perpétuer son régime hétéroclite lorsqu'il s'est retiré sur les derniers kilomètres carrés du territoire chinois – la province insulaire de Taiwan. Cette dernière a été sous le contrôle de la dynastie chinoise Qing pendant 200 ans jusqu'en 1895, date à laquelle elle a été occupée par le Japon impérial pendant 50 ans, pour ensuite être libérée par les patriotes chinois à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Autrement dit, une fois le Japon impérial expulsé de l'île, les Chinois n'ont pas « envahi » ni occupé ni pris le contrôle de leur propre pays. Pour le meilleur ou pour le pire, les communistes étaient désormais les dirigeants de la Chine.

En conséquence, Taiwan est aujourd'hui séparé du continent uniquement parce que Washington en a arbitrairement fait un protectorat et un allié lorsque le perdant de la guerre civile s'est installé dans un petit vestige de la Chine moderne, établissant ainsi une nation artificielle qui, encore une fois, n'avait aucune importance. Sur la sécurité intérieure des États-Unis.

Quoi qu'il en soit, le Parti de la guerre américain naissant à la fin des années 1940 en a décidé autrement, générant 70 années de tensions avec le régime de Pékin qui n'ont rien accompli si ce n'est de renforcer les arguments en faveur d'une grande marine et de maintenir de vastes opérations de police dans la région du Pacifique, sans résultat. Raison de la défense de la patrie.

Autrement dit, sans le soutien de Washington au régime nationaliste de Taipei, l'île aurait été réintégrée au sein du système politique chinois, comme elle l'était depuis des siècles. Cela ressemblerait probablement désormais à la prospérité florissante de Shanghai – quelque chose que Wall Street et les politiciens américains traditionnels célèbrent depuis des années.

De plus, il n'est pas encore trop tard. Sans les armes et les menaces de Washington, les Taïwanais préféreraient sûrement une prospérité pacifique en tant que 24^e province de Chine plutôt qu'une guerre catastrophique contre Pékin à laquelle ils n'auraient aucun espoir de survivre.

De la même manière, l'alternative – une intervention militaire américaine pour aider Taiwan – signifierait une Troisième Guerre mondiale. Alors, à quoi sert la politique dangereuse d'« ambiguïté stratégique » de Washington alors que l'issue à long terme est tout à fait inévitable ?

En bref, la seule politique sensée est que Washington revienne sur 70 ans de folie provoquée par le lobby chinois et les fabricants d'armes et donne son feu vert à une réconciliation de Taiwan avec le continent. Même quelques années plus tard, les banquiers de Wall Street qui colportaient des transactions de fusions et acquisitions à Taïpei ne feraient pas la différence avec Shanghai.

Et en parlant d'histoire bêtement figée, cela fait maintenant 78 ans qu'Hitler a péri dans son bunker. Alors pourquoi Washington a-t-il encore 50 000 soldats et leurs dépendants stationnés en Allemagne ?

Certes, par ses propres actions, l'Allemagne ne prétend pas être militairement en péril. Son modeste budget de défense de 55 milliards de dollars ne représente que 1,3 % du PIB, ce qui n'indique guère qu'il craint que les forces russes soient bientôt à la porte de Brandebourg.

En effet, jusqu'à ce que Washington incite le gouvernement Scholz à se joindre à sa stupide guerre de sanctions contre la Russie, l'Allemagne considérerait la Russie comme un marché vital pour ses exportations et comme une source d'approvisionnement en gaz naturel, en d'autres ressources naturelles et en produits alimentaires. En outre, avec un PIB de 4 200 milliards de dollars, soit plus du double des 2 100 milliards de dollars du PIB russe, l'Allemagne pourrait plus que gérer sa propre défense si Moscou devenait un jour assez stupide pour la menacer.

De là, on arrive au cas encore plus absurde des avant-postes de l'OTAN de l'Empire en Europe de l'Est. Mais les livres d'histoire sont absolument clairs : en 1989, George HW Bush et son secrétaire d'État, James Baker, ont promis à Gorbatchev que l'OTAN ne s'étendrait pas d'un « seul centimètre » à l'est en échange de son acquiescement à l'unification allemande.

La folie obsolète des obligations de défense mutuelle de l'OTAN au titre de l'article 5

À l'époque, l'OTAN comptait 16 pays membres liés par l'obligation de défense mutuelle de l'article 5, mais lorsque l'Union soviétique et l'Armée rouge ont disparu, il ne restait plus rien contre quoi se défendre. L'OTAN aurait dû déclarer la victoire et se dissoudre. L'ex-parachutiste alors en poste à la Maison Blanche aurait en effet pu atterrir à la base aérienne de Ramstein et annoncer « mission accomplie ! »

Au lieu de cela, l'OTAN est devenue un marteau-piqueur politique et un agent de vente d'armes pour les politiques de l'Empire Premier en s'étendant à 30 pays, dont beaucoup aux portes de la Russie.

Pourtant, si votre perception n'est pas déformée par les lunettes à bière impériales autojustifiées de Washington, la question est évidente. Exactement ce que l'on gagne pour la sûreté et la sécurité des citoyens de Lincoln NE ou de Springfield MA en obtenant les services de défense des petites forces armées de Lettonie (6 000), de Croatie (14 500), d'Estonie (6 400), de Slovaquie (7 300) ou Monténégro (1 950) ?

En fait, toute l'expansion de l'OTAN après 1991 est si absurde en termes de sécurité nationale que sa véritable fonction de feuille de vigne pour l'Empire Premier saute aux yeux. Aucune de ces petites nations n'aurait d'importance pour la sécurité des États-Unis si elle décidait d'entretenir des relations plus chaleureuses avec la

Russie – volontairement ou non.

Mais le fait est qu'il n'y a aucune menace pour l'Amérique en Europe de l'Est à moins que le Monténégro, la Slovaquie ou la Lettonie ne deviennent la voie d'invasion de Poutine pour occuper l'Allemagne, la France, le Benelux et l'Angleterre par la Russie.

Et c'est tout simplement fou !

Pourtant, mis à part ce scénario totalement tiré par les cheveux et économiquement et militairement impossible, il n'y a aucune raison pour que les États-Unis soient dans un pacte de défense mutuelle avec l'un des nouveaux et, d'ailleurs, les anciens membres de l'OTAN.

Et cela nous amène à la guerre par procuration manifestement fautive contre la Russie dans laquelle la nation ukrainienne est transformée en un derby de démolition et sa population d'hommes jeunes et plus âgés est entraînée à pied dans le hachoir à viande russe.

Mais comme nous l'avons démontré ailleurs, il s'agit d'une guerre civile dans une nation artificielle confectionnée par les plus grands tyrans de l'histoire – Lénine, Staline et Khrouchtchev également. Il n'a jamais été construit pour durer, et certainement pas après que le coup d'État de Maïdan, parrainé, financé et immédiatement reconnu par Washington en février 2014, ait destitué son président pro-russe légitimement élu.

Par la suite, les actions de la Russie pour récupérer son ancienne province de Crimée en mars 2014 et pour venir en aide aux républiques sécessionnistes russophones du Donbass (est de l'Ukraine) en février 2022 n'ont pas menacé la sécurité de la patrie américaine ni la paix. Du monde. Pas du tout.

Le conflit d'après février 2014 en Ukraine est un conflit « territorial », ethnique et religieux portant sur de profondes différences enracinées dans des siècles d'histoire entre les russophones de l'est et du sud du pays et les nationalistes ukrainiens du centre et de l'ouest.

Le carnage qui en a résulté, aussi tragique soit-il, ne prouve en rien que la Russie est un expansionniste agressif qui doit être contrecarré par la Nation Indispensable. Au contraire, les lunettes à bière impériales de Washington sont totalement aveugles à l'histoire et à la logique géopolitique.

En premier lieu, les livres d'histoire montrent clairement que Sébastopol en Crimée avait été le port d'attache de la flotte navale russe sous les tsars et les commissaires. La Crimée avait été achetée aux Ottomans à bon prix par Catherine la Grande en 1783 et fut le site de l'un des plus grands événements patriotiques de la Russie : la défaite des envahisseurs anglais en 1854, rendue célèbre par la Charge de la Brigade Légère de Tennyson.

Après 171 ans en tant que partie intégrante de la patrie russe et étant devenue à plus de 80 % russophone, la Crimée n'est techniquement devenue une partie de l'Ukraine que lors d'un remaniement inspiré par Khrouchtchev en 1954. Et même alors, la seule raison de cette ère territoriale de la fin de l'ère communiste Ce transfert visait à récompenser les alliés de Khrouchtchev à Kiev pour leur soutien dans la lutte sanglante pour le pouvoir après la mort de Staline.

Le fait est que seulement **10 %** de la population de Crimée parle ukrainien. C'est le coup d'État dans les rues de Kiev en février 2014, perpétré par des nationalistes ukrainiens extrémistes antirusses et des protofascistes, qui a provoqué la panique parmi les russophones de Crimée et qui a alarmé Moscou quant au statut de sa base navale historique, pour laquelle elle continue à avoir un bail allant jusqu'aux années 2040.

Lors du référendum parrainé par Moscou qui a eu lieu peu de temps après, **83 %** des Criméens éligibles se sont rendus aux urnes et **97 %** d'entre eux ont approuvé l'annulation de l'édit susmentionné de 1954 du Présidium soviétique et le retour à la mère Russie. Il n'existe absolument aucune preuve que les **80 %** de Criméens qui ont

ainsi voté pour rompre leur affiliation historiquement éphémère avec l'Ukraine aient été menacés ou contraints par Moscou.

En fait, ce qu'ils craignaient en réalité – tant en Crimée que dans le Donbass, où les républiques sécessionnistes furent bientôt déclarées – étaient les décrets anti-russes émis par Kiev à la suite du renversement orchestré par Washington du gouvernement légalement élu.

Après tout, les braves gens de ce que les cartes historiques appelaient Novorussiya (Nouvelle Russie) peuplaient ce qui avait été le grenier industriel de l'ex-Union soviétique. Le Donbass et la rive sud de la mer Noire ont toujours fait partie intégrante des industries russes du fer, de l'acier, de la chimie, du charbon et des munitions, ayant été colonisés, développés et investis par les Russes sous les tsars, depuis Catherine la Grande. Et à l'époque soviétique, bon nombre de leurs grands-parents avaient été envoyés là-bas par Staline, venus d'ailleurs en Russie, pour renforcer son règne sanglant.

De la même manière, ces colons russes et ceux transplantés en Novorussie ont toujours détesté les collaborateurs nationalistes ukrainiens venus de l'ouest, qui ont saccagé leurs villes, leurs fermes, leurs usines et leurs maisons aux côtés de la Wehrmacht d'Hitler sur le chemin de Stalingrad.

[La terrible vérité](#) était donc la suivante : selon le décret de Washington, les petits-fils et petites-filles de l'armée industrielle de Staline dans le Donbass devaient être gouvernés par les petits-fils et petites-filles des collaborateurs d'Hitler pendant la Seconde Guerre mondiale à Kiev, que cela leur plaise ou non. Hélas, cette répudiation de l'histoire ne pouvait pas tenir.

Nous le répétons donc, et pour cause : on ne peut tout simplement pas inventer 500 milliards de dollars de fausses raisons pour justifier une politique de sécurité nationale de l'Empire Premier sans aller jusqu'au fond. Vous devez inventer des missions, des mandats et des menaces tout simplement stupides (comme la guerre par procuration contre la Russie en Ukraine) ou des mensonges purs et simples (comme les prétendues armes de destruction massive de Saddam).

En effet, vous devez inventer, nourrir et appliquer tout un récit universel basé sur des propositions totalement invraisemblables et invalides, telles que le même de la « Nation indispensable » et l'affirmation selon laquelle la paix et la stabilité mondiales dépendent dans une écrasante majorité du leadership de Washington.

Pourtant, n'existe-t-il pas une plaisanterie plus cruelle que celle-là ?

Le carnage et le génocide infligés par Washington au Vietnam – qui ont entraîné la mort de plus d'un million de personnes – étaient-ils un exemple de « leadership américain » visant à rendre le monde plus pacifique ou plus stable ?

Et après avoir perdu cette guerre coûteuse, sanglante et insensible face aux communistes en 1975, comment se fait-il que le Vietnam, encore communiste, soit devenu le lieu incontournable pour s'approvisionner en produits manufacturés à bas prix nécessaires à des dizaines de milliers de camions de livraison et de masse d'Amazon. Commercialiser les grands magasins de détail opérant d'un océan à l'autre en Amérique aujourd'hui ?

De même, les deux guerres contre l'Irak ont-elles accompli autre chose que détruire la paix précaire entre sunnites, chiites et Kurdes, ouvrant ainsi les portes de l'enfer et les déchaînements sanglants de l'EI ?

Les milliards que Washington a injectés illégalement dans les forces rebelles et djihadistes en Syrie ont-ils fait autre chose que détruire le pays, créer des millions de réfugiés et encourager le régime d'Assad à se livrer à des brutalités du tac au tac, ainsi qu'à faire appel à l'aide de ses alliés iraniens ? , alliés de la Russie et du Hezbollah ?

La destruction du gouvernement de Kadhafi par les bombardiers américains n'a-t-elle pas transformé la Libye en un enfer de guerre civile dirigée par les seigneurs de la guerre, de maltraitance humaine, voire d'esclavage ?

En un mot, les récits globaux de l'Empire Washington ainsi que les exemples de ses interventions spécifiques reposent sur des fondations élimées et invraisemblables ; et le plus souvent, ils consistent en des fabrications et des affirmations arrogantes qui sont une insulte à l'intelligence de quiconque prête même une faible attention aux faits.

Dans ce contexte, il n'y a qu'une seule façon de faire bouger les choses de manière significative à la fois sur la politique étrangère hégémonique de Washington et sur son flux géant d'encre rouge budgétaire. En d'autres termes, l'empire militaire américain doit être démantelé de fond en comble. Heureusement, un retour à l'idée de la Forteresse Amérique et à ce que nous avons appelé le minimum de défense d'Eisenhower peut accomplir exactement cela.

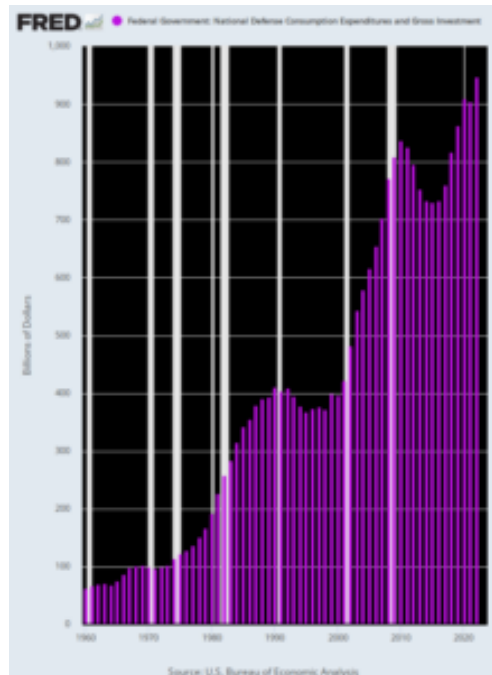
Lorsque le président Eisenhower a lancé son avertissement prémonitoire concernant le complexe militaro-industriel dans son discours d'adieu en 1961, le budget de la défense américaine s'élevait à 52 milliards de dollars et il s'élevait à 64 milliards de dollars si l'on y ajoute les éléments collatéraux de sécurité nationale qui complètent le coût budgétaire total de la guerre. Empire. Il s'agit notamment du Département d'État, de l'AID, de l'assistance à la sécurité, de la NED, des opérations de propagande internationale et des éléments connexes, ainsi que du coût différé des opérations militaires reflété dans les coûts de l'Administration des anciens combattants pour l'indemnisation, les soins de santé et autres services.

À la fin de la guerre froide en 1991, ce budget global de sécurité nationale s'élevait à 340 milliards de dollars, mais ne pouvait être nié par le simple fait que l'Union soviétique avait disparu cette année-là dans les poubelles de l'histoire. Les néoconservateurs ont rapidement infiltré les deux partis et, grâce à leurs guerres éternelles et à leurs politiques de recherche d'hégémonie, le total a grimpé à 822 milliards de dollars à la fin de la présidence du candidat « pour la paix » d'Obama en 2016.

Pourtant, le parti unique commençait tout juste à s'échauffer. Après avoir été fortement critiquée par Trump et Biden, l'estimation actuelle pour l'exercice 2024 s'élève à un montant stupéfiant de *1,304 billion de dollars*. Autrement dit, le coût global de l'empire s'élève désormais à un niveau **20 fois** plus élevé que ce que le grand général pacifique Dwight D. Eisenhower croyait suffisant pour contenir la menace posée par l'ancienne Union soviétique au sommet de son développement industriel. Et la puissance militaire en 1960.

Oui, 64 ans après le discours d'adieu d'Ike, il y a eu beaucoup d'inflation, qui est ancrée dans la base légèrement différente du NIPA pour les chiffres de la défense dans le graphique ci-dessous. Mais même ajusté au niveau actuel des prix, le budget de la défense proprement dit s'élevait à seulement **440 milliards de dollars** en 1960, contre 900 milliards de dollars aujourd'hui ; et le budget global de la sécurité nationale ne totalisait que *590 milliards de dollars*, soit seulement 45 % des 1 304 milliards de dollars actuels.

Dépenses de défense nationale, base NIPA, 1960 à 2022



Comme nous l'avons indiqué plus tôt, le minimum de défense d'Eisenhower, arrondi à 500 milliards de dollars en termes de pouvoir d'achat actuel, est bien plus que suffisant dans un monde où la sécurité intérieure de l'Amérique n'est pas menacée par une superpuissance technologique et industrielle ayant même une parité lointaine avec les États-Unis et leurs pays. Alliés de l'OTAN. Le PIB combiné de 45 000 milliards de dollars de cette dernière est 20 fois plus élevé que celui de la Russie et près de 3 fois celui de la Chine, qui est elle-même un château de cartes enseveli dans les dettes qui ne tiendrait pas un an sans ses 3 500 milliards de dollars d'exportations vers l'ouest.

En d'autres termes, l'ancienne Union soviétique était *autarcique* mais fragile sur le plan interne, grotesquement inefficace et non durable. La Chine rouge, en revanche, est bien plus efficace sur le plan industriel, mais a également 50 000 milliards de dollars de dettes intérieures et extérieures et un modèle économique profondément *mercantiliste* qui la rend totalement dépendante des marchés occidentaux. Sa vulnérabilité stratégique n'est donc pas moins concluante.

En fin de compte, ni la Russie ni la Chine n'ont la capacité économique – disons 50 000 milliards de dollars de PIB – ou la motivation d'attaquer la patrie américaine avec des moyens militaires conventionnels. La vaste armada d'invasion composée de forces terrestres et aériennes, de capacités de transport aérien et maritime et d'énormes pipelines d'approvisionnement logistique qui seraient nécessaires pour relier les deux douves océaniques dépasse pratiquement l'imagination rationnelle.

Ce qui assure finalement la sécurité de l'Amérique, c'est sa dissuasion nucléaire. Tant que cela reste exact et efficace, il n'existe aucune forme concevable de chantage nucléaire qui pourrait être utilisée pour mettre en danger la sécurité et la liberté de la patrie.

Pourtant, selon la dernière étude du CBO, le coût annuel actuel de la dissuasion stratégique, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, n'est que de **52 milliards de dollars**. Cela comprend 13 milliards de dollars pour la force sous-marine de missiles balistiques, 7 milliards de dollars pour les ICBM terrestres et 6 milliards de dollars pour la force de bombardiers stratégiques. À cela s'ajoutent également 13 milliards de dollars pour entretenir les stocks d'armes nucléaires, les infrastructures et les services de soutien, et 11 milliards de dollars pour les systèmes stratégiques de commandement et de contrôle nucléaires, de communications et d'alerte précoce.

Au total, et après avoir pris en compte l'inflation normale et les coûts de développement d'armes, l'estimation du CBO sur 10 ans pour la dissuasion nucléaire stratégique n'est que de *756 milliards de dollars*. Cela ne représente que **7,0 %** des 10 000 milliards de dollars de base pour le coût sur 10 ans du budget de défense actuel de « l'Empire Premier » et seulement 5,0 % des 15 000 milliards de dollars de base de sécurité nationale lorsque l'on inclut les opérations internationales et les anciens combattants.

Un retour au minimum Eisenhower de 500 milliards de dollars par an pour la défense proprement dite au cours de la prochaine décennie permettrait ainsi d'économiser plus de 4 000 milliards de dollars sur cette période. Et ces réductions seraient sûrement faciles à extraire du budget de base de 9 000 milliards de dollars du CBO pour les dépenses de défense, à l'exclusion des forces stratégiques.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, par exemple, il ne serait pas nécessaire de disposer de 11 groupements tactiques aéronavals, y compris leurs escadres aériennes, leurs navires d'escorte et de soutien et leurs infrastructures de soutien, dans le cadre d'une politique de Forteresse américaine. Ces forces sont de toute façon des cibles faciles de nos jours, mais elles ne sont nécessaires que pour la projection de forces à l'étranger et les guerres d'invasion et d'occupation. Le littoral et l'intérieur des États-Unis, en revanche, peuvent être protégés par l'air terrestre.

Pourtant, selon une autre étude du CBO, le coût de base sur 10 ans pour les 11 groupes aéronavals de la Marine approchera à lui seul 1 000 milliards de dollars. De même, les forces terrestres de l'armée américaine coûteront 2 000 milliards de dollars et cela sera encore une fois principalement destiné à la projection de forces à l'étranger.

Comme le sénateur Taft et ses premiers partisans de Fortress America l'ont reconnu il y a longtemps, une supériorité aérienne écrasante sur le continent nord-américain est ce qui est réellement nécessaire à la sécurité intérieure. Mais même cela ne nécessiterait qu'une petite partie du coût actuel de 1 500 milliards de dollars sur 10 ans des opérations de l'US Air Force, qui dépendent fortement des capacités mondiales de projection des forces.

En fin de compte, une réduction de 4 000 milliards de dollars des dépenses de sécurité nationale au cours de la prochaine décennie est plus que réalisable et attendue depuis longtemps. Il suffit de jeter le mythe de la nation indispensable dans les poubelles de l'histoire, là où il a toujours eu sa place.

[**▲ RETOUR ▲**](#)



Les banquiers centraux, ces magiciens

rédigé par Bruno Bertez 30 août 2023



Ils ne manquent pas de ressources pour fausser les calculs, quand ils ne sortent pas juste de leur chapeau les chiffres qui les arrangent.



Les experts financiers et les banquiers centraux sont des faussaires.

Des faussaires de la monnaie, c'est évident, mais également des faussaires de la parole ; ils se servent des mots comme d'une fausse monnaie.

J'ai souvent tracé l'homologie et l'isomorphisme qui existent entre la parole et l'argent. Elle correspond au bon sens populaire qui compare souvent les paroles qui s'envolent à la fausse monnaie qui, comme le vent, souffle les bulles.

Les banquiers centraux et la finance ont conquis leur autonomie sur les politiques. Ils font ce qu'ils veulent, à discrétion, sous prétexte de technicité et de science. Leur technicité est diafoirique, leur science relève des incantations, des prophéties qui se réalisent d'être crues.

Indépendants de quoi ?

Les banquiers centraux ne sont pas devenus indépendants des politiciens, non ; ils sont devenus indépendants des forces populaires, et ce n'est pas la même chose.

L'indépendance les a mis à l'abri des pressions populaires. On les a sacralisés ! Comme on a sacralisé et rendu mystérieux tout ce qui touche à l'argent.

Tout ceci est issu des travaux libéraux du type Mont-Pèlerin qui ont cherché, face à la montée des régimes démocratiques, à mettre les grands secteurs importants de la vie sociale à l'abri des volontés populaires.

Ils l'ont fait par le biais de la gestion monétaire confisquée au profit des possédants, puis maintenant au profit des ultra-ultra-riches, et par le biais de la montée en puissance des institutions internationales, non élues, dont l'objectif est d'imposer des règles, tombées du ciel bien sûr, aux peuples et aux nations, afin que le système de

domination des uns par les autres puisse continuer et se reproduire à l'essentiel.

Si vous me suivez et si vous comprenez, vous savez que le système est en crise existentielle historique depuis deux ou trois décennies, qu'il cherche à se prolonger et que, pour cela, il a besoin :

- de mystifier les consciences, d'enfumer, d'inverser ;
- que l'on ne puisse pas prendre conscience de l'unicité de la crise, il faut faire croire au thème de l'ère des polycrises indépendantes ;
- que la crise ne soit l'objet d'aucun diagnostic sérieux, rationnel, ou scientifique (elle doit tomber du ciel comme un gros cygne noir) ;
- qu'il n'y ait aucun débat sur les solutions aux problèmes qui se succèdent.

Tout doit être masqué par des récits dont, bien sûr, la logique n'est pas celle des causalités du réel, mais celle de la rhétorique.

Et l'enjeu suprême de la période pour les banquiers centraux, c'est de rester indépendants malgré tous leurs échecs et tous leurs biais critiquables ; échecs dans la production et la répartition des biens et services, et ensuite échecs dans la gestion des crises.

C'est la faute de...

Le seul but des banquiers centraux c'est de durer, de continuer à rester libres/autonomes, de gérer au profit des intérêts particuliers et ils appellent cela : être crédibles.

Ayez présent à l'esprit ce préambule en lisant ce qui suit, rapporté par Bloomberg :

« Lors du rassemblement annuel de Jackson Hole, dans le Wyoming, les discours d'ouverture du président de la Fed, Jerome Powell, et de la présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, ont exposé les défis auxquels chacun est confronté pour décider s'ils doivent prolonger les séries historiques de hausses de taux qui ont commencé l'année dernière. [...]

Le thème clé ressortant des débats formels de la conférence et des conversations en marge était les difficultés de s'adapter à des forces échappant au contrôle des autorités monétaires. [...]

Les participants ont discuté de sujets tels que la productivité et l'innovation, la structure du marché obligataire, les chaînes d'approvisionnement mondiales et l'augmentation des niveaux de dette publique.

'Ces changements structurels dont nous avons entendu parler, nous savons tous qu'ils sont importants. Nous savons tous qu'ils sont grands. Les banques centrales ne peuvent pas faire grand-chose pour beaucoup d'entre eux', a déclaré Kristin Forbes, professeur d'économie au Massachusetts Institute of Technology et ancienne responsable politique de la Banque d'Angleterre. 'Cela modifie les paramètres de la manière dont vous définissez la politique monétaire, ce qui rend son fonctionnement très difficile', a-t-elle ajouté. »

En clair voilà le message : c'est très difficile, tout est compliqué, cela vient du dehors, nous ne sommes pas responsables, on ne peut pas faire grand-chose, on fait de notre mieux... Ben voyons !

Deux camps opposés, mais pas trop

« Powell, dans son discours, est resté vague quant à savoir si la Fed relèverait à nouveau son taux de

référence, tout en avertissant que ‘des preuves supplémentaires d’une croissance constamment supérieure à la tendance pourraient mettre en péril de nouveaux progrès en matière d’inflation et pourraient justifier un nouveau resserrement de la politique monétaire’.

Lagarde, dans son discours et dans une interview ultérieure à Bloomberg TV, a abordé de manière plus large le nouveau paysage auquel sont confrontés les décideurs politiques de la BCE, un paysage caractérisé par de nouveaux défis découlant de changements historiques, notamment la transition énergétique et une fragmentation du commerce mondial en zones géopolitiques concurrentes. »

Comprenez ce que l’on veut vous faire comprendre: nous sommes dans l’incertitude, tout est nouveau, ce sont des changements historiques, etc.

« Les collègues de Powell et de Lagarde n’ont cependant pas hésité à se prononcer en faveur ou contre de nouvelles hausses de taux. Lors d’entretiens, certains – comme la présidente de la Fed de Cleveland, Loretta Mester, et le gouverneur de la Banque de Lettonie, Martins Kazaks – ont soutenu qu’il valait mieux pêcher par excès de taux d’intérêt plus élevés, qui pourraient être inversés si nécessaire. »

D’autres, dont le président de la Fed de Philadelphie, Patrick Harker, et le gouverneur de la Banque du Portugal, Mario Centeno, ont pris le parti opposé, plaidant pour une approche prudente dans l’évaluation de l’impact des précédentes hausses. »

Bref, comme lors des réunions du Soviet suprême du temps de l’URSS, on organise les camps ; il y a les « pour » et il y a les « contre », on récupère les opposants et on donne l’impression de discussion.

Le taux magique

« La résilience de l’économie américaine amène les investisseurs et les économistes à se demander si le taux d’intérêt neutre – où la politique ne ralentit ni n’accélère l’économie – n’a pas augmenté. Cela impliquerait que les décideurs politiques doivent augmenter encore les taux pour freiner l’inflation. »

Et voilà le tour de passe-passe pseudo scientifique : on crée un outil soi-disant objectif – donc qui s’impose à tous –, le fameux R^* . Le taux neutre, le Graal de la politique monétaire, invention de nos alchimistes.

Ce taux neutre, « bouclé d’orien », constitue l’objectif de Powell :

« [Le taux neutre] n’a pas été remis en question lors du symposium, même si le chef de la Fed a réitéré que les décideurs ne peuvent pas identifier le taux avec certitude. Ce qui est une différence par rapport à l’année dernière, où certains économistes affirmaient que les économies développées entraient dans une nouvelle réalité et que l’objectif devrait donc être relevé pour en tenir compte. »

Le taux R^* , c’est comme les bonshommes verts qui me suivent depuis que je suis né ; ils sont là, mais ils ont la propriété de disparaître dès qu’on essaie de les regarder.

« Kristin Forbes, professeur au MIT, a souligné la perplexité des décideurs politiques dans une interview accordée au Wall Street Journal dans laquelle elle a comparé les banquiers centraux à un groupe escaladant une montagne dont le sentier disparaît au-delà de la limite des arbres. ‘Vous savez où vous voulez aller. On sait où se trouve le sommet, mais il n’y a plus de balisage et il faut se repérer. [...] C’est plus raide.’ »

Et parmi les obstacles difficiles qu’elle n’a pas mentionnés figurent :

- le ralentissement économique majeur en Chine – le principal contributeur à la croissance mondiale depuis la crise financière de 2008 ;
- l'impact de la hausse des taux d'intérêt sur le marché boursier et le système financier ;
- les tentatives d'un certain nombre de grands pays de réduire leur dépendance à l'égard du dollar américain ;
- les troubles politiques croissants aux Etats-Unis.

▲ [RETOUR](#) ▲

Le « non » est le mot magique

Sean Ring 24 août 2023

DAILY RECKONING



Joyeux jeudi !

Ces derniers temps, j'ai couru dans toute l'Europe avec ma famille.

Mais il y a une compétence que je suis ravie d'avoir développée. Il s'agit des compétences en matière de négociation.

Car même en Europe, les gens essaient de profiter de vous.

Alors profitez de cet article et, par Dieu, lisez les livres de Jim Camp !

Développez cette compétence à tout prix

Il existe de nombreuses compétences différentes que toute personne – en particulier un homme ou une femme d'affaires – doit développer. Les compétences en matière de présentation, d'écriture et de mise en réseau, entre autres, sont essentielles au développement de l'individu et de l'entreprise.

Imaginez que vous êtes un client potentiel et que vous discutez d'une affaire potentielle.

Vous êtes capable de mener la conversation sans aucune théâtralité et sans effort. Le dialogue ressemble à un rallye de tennis vif et gratifiant. Il y a des allers-retours entre vous deux pendant un certain temps.

Puis la conversation se termine par un accord.

Cet accord vous permet d'être payé... et donne au client tout ce qu'il veut. Vous en profitez tous les deux et vous élargissez considérablement le champ d'application de votre accord.

En outre, le potentiel d'expansion de vos relations d'affaires est encore plus grand.

Un scénario de rêve ? Parfois, oui.

Mais le plus souvent, il résulte d'une conversation au cours de laquelle vous avez fait preuve d'excellentes compétences en matière de négociation.

Ce qu'ils entendent vraiment par « N'abandonnez pas ! »

Roger Fisher et William Ury ont écrit un texte « classique » sur les techniques de négociation intitulé *Getting to Yes*.

Lire ce livre est le moyen le plus sûr de se faire assommer lors d'une négociation.

Je n'ai jamais compris le charabia psychologique selon lequel le fait d'amener quelqu'un à dire oui à quelque chose l'amènerait à dire oui à tout. C'est de la foutaise.

Se préoccuper des ZOPA (Zone d'accord potentiel) et des BATNA (Meilleure alternative à l'absence d'accord) n'a rien à voir avec la position que l'on doit adopter lorsqu'on parle à quelqu'un.

La vérité est que les gens disent souvent « non ». Tout le temps, en fait.

La façon dont vous gérez cette situation est bien plus importante que de faire dire à quelqu'un un « oui » qu'il ne veut peut-être même pas dire.

Allez-vous abandonner après le premier « non » ?

Beaucoup le font, en particulier les types de la Ivy League/Oxbridge, qui se sentent positivement insultés lorsque quelqu'un refuse leur « affaire parfaite ». Ne savent-ils pas à qui ils s'adressent ?

Il est essentiel d'utiliser le « non » comme un signal ou une limite lorsque l'on s'adresse à des clients. Vous les entendrez souvent. Autant s'en servir comme d'un guide pour conclure une bonne affaire.

Qui est le meilleur interlocuteur ?

Je suis un grand fan de Ben Settle. À l'heure actuelle, Ben est peut-être le spécialiste du marketing par e-mail le plus réputé de la planète.

Un jour, Ben a parlé de l'un de ses héros, Jim Camp.

Mes oreilles se sont immédiatement dressées.

Ce que Ben a raconté à propos de Jim m'a immédiatement interpellé. Non seulement cet homme formait les négociateurs du FBI, mais il ne semblait pas avoir de scrupules.

Soudain, la négociation n'était plus un exercice de psychologie ou d'hypnose, mais une méthode pour trouver un terrain d'entente.

Camp définit la négociation comme « l'effort pour parvenir à un accord entre deux ou plusieurs parties, toutes les parties ayant un droit de veto ».

Ce qui se passe lorsque vous donnez à quelqu'un la possibilité de dire non est impressionnant. Cela contraste complètement avec les boneheads qui disent « c'est à prendre ou à laisser » et qui brandissent leur « méthode ».

Certes, à la fin d'une négociation, il faut savoir si l'on va se marier. Mais c'est beaucoup plus tard.

Chaque fois que je soumetts une proposition, j'écris dans la conclusion du courriel : « Veuillez me faire savoir si vous souhaitez ajouter/supprimer/modifier quoi que ce soit ».

Cette phrase donne à mon client la marge de manœuvre sans culpabilité dont il a besoin pour modifier ce qu'il n'aime pas.

Ne laissez pas votre ego s'en mêler. Ce qui compte, c'est d'expédier des affaires et d'empiler du papier. Pas les puces d'une proposition.

Laissez le marché vous dire ce qu'il veut. C'est plus facile ainsi !

Le mot magique de l'adulte

« Micah, quel est le mot magique ?

« Puis-je avoir du chocolat, puhleese ? »

Cette leçon est inculquée à tous les enfants. « *S'il vous plaît* » est le mot magique. Et il faut toujours dire « *merci* ».

Ce sont de grandes leçons que chaque enfant doit apprendre pour fonctionner dans une société polie et impolie.

Bien que j'apprécie énormément mon enfant de quatre ans, j'ai hâte de lui dire : « Micah, tu sais que je t'ai toujours dit que le mot magique était « s'il te plaît » ? Eh bien, voici ta nouvelle leçon. Tu es à l'âge où le nouveau mot magique est '*non*' ».

Je ne sais pas ce qu'il en est pour toi, mais moi, j'étais l'un de ces crétins qui disaient oui à tout. J'aime rendre les gens heureux, alors je dois me rappeler le mot magique.

Non, merci. Non, ce n'est pas pour moi. Non, je pense que vous devriez trouver quelqu'un de mieux pour ce travail. Non, ce prix ne me convient pas.

Entraînez-vous si vous le devez. Vous n'en reviendrez pas des résultats que vous obtiendrez. Mieux encore, vous aurez déblayé le terrain pour dire « oui » avec enthousiasme aux bons projets et aux bonnes affaires !

Camp donne trois conseils concernant le « non » :

- Acceptez de dire « non » à chaque fois que vous en avez l'occasion au cours d'une négociation.
- Ne craignez pas le mot – invitez-le. Vous ne le prenez pas comme un rejet personnel parce que vous n'êtes pas dans le besoin.
- Chaque « non » est réversible.

M. Camp poursuit : « Lorsque vous aurez vraiment intériorisé ce principe, lorsque vous aurez compris l'honnêteté et le pouvoir du « non », vous aurez fait un grand pas en avant en vous éloignant de la négociation basée sur les émotions pour vous rapprocher de la négociation basée sur la décision.

« Peut-être » est la pire réponse que vous puissiez entendre. Elle ne vous donne rien.

Tu veux sortir avec moi ?

Peut-être...

Ce n'est pas génial, n'est-ce pas ?

Et pourquoi pas ceci ?

On déjeune ensemble ?

Oui ! Demandez à vos collaborateurs d'appeler les miens.

Est-ce un vrai « oui » ? C'est peut-être quelque chose qu'ils ont dit pour vous faire taire. Vous ne le saurez que plus tard.

C'est pourquoi le « non » est le mot d'or. Vous savez exactement où se trouve la limite.

Il y aurait encore beaucoup à écrire sur ce sujet, mais permettez-moi d'aborder une dernière chose.

Le désir est acceptable, le besoin ne l'est pas

« Tu pues la peur ! C'est ce que hurle M. Hyde à Tom Sawyer dans le film « La ligue des gentlemen extraordinaires », sorti en 2003.

Vos clients le sentent aussi à des kilomètres.

À partir de maintenant, entraînez-vous à exiger des choses de vos clients. Mais à partir de maintenant, vous n'aurez jamais besoin de quoi que ce soit de leur part.

Vous n'avez pas besoin de ce contrat. Vous voulez ce contrat.

Vous n'avez pas besoin de faire ceci. Vous voulez le faire.

Vous n'avez pas besoin de conclure. Vous voulez conclure. Mal.

En fait, supprimer le mot « besoin » de votre vocabulaire, dans la mesure où il est raisonnable de le faire, fera des merveilles pour la chimie de votre corps.

Le besoin engendre le stress. Le stress fait monter le taux de cortisol. Il restreint votre respiration. Il accélère le rythme cardiaque. Pire encore, il obscurcit votre jugement, ce qui n'est pas bon du tout.

Les désirs et les envies n'ont pas cet effet délétère.

Mais que se passe-t-il si mon client me rejette ?

Il ne peut pas vous rejeter si vous n'avez besoin de rien.

Conclusion

J'adore les livres de Jim Camp. *Start with No : The Negotiating Tools that the Pros Don't Want You to Know*, et *No : The Only Negotiating System You Need for Work and Home* sont des classiques.

Je préfère les versions audios. Écoutez-les 10 fois chacun pour bien assimiler le message.

C'est peut-être un grand changement pour vous, mais cela en vaut la peine.

Je vous souhaite une excellente fin de semaine !

▲ [RETOUR](#) ▲

Les BRICS, bien plus qu'une nouvelle monnaie

Byron King 28 août 2023

DAILY RECKONING



Les nations BRICS veulent reconstruire la structure du pouvoir mondial en termes d'argent, de commerce, d'utilisation de la puissance militaire et de bien d'autres choses encore. Il y a différentes façons d'aborder ce qui se passe, mais concentrons-nous sur la géopolitique, en particulier sur l'énergie et le commerce international du pétrole.

Ce seul élément a de profondes implications sur la valeur (ou la dévaluation) du dollar, avec les aspects inflationnistes qui s'y rattachent.

Lors du sommet de la semaine dernière, le bloc a annoncé que six nouvelles nations le rejoindraient bientôt en janvier 2024 : l'Iran, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis (EAU), l'Égypte, l'Éthiopie et l'Argentine.

Il s'agit d'un ensemble de pays tout à fait stratégique, pour diverses raisons que je détaillerai dans un instant.

Al Jazeera explique le thème central de ce qui se passe avec les BRICS :

L'expansion du groupe (BRICS) fait partie de son plan pour asseoir sa domination et remodeler la gouvernance mondiale en un ordre mondial "multipolaire" qui place les voix du Sud au centre de l'agenda mondial.

En d'autres termes, le Sud se rebiffe contre les États-Unis, en particulier contre la gouvernance mondiale dirigée par les Américains, voire contre la domination et même l'hégémonie.

Apparemment, les BRICS - et de nombreux autres pays à travers le monde - ne semblent pas apprécier le soi-disant "ordre mondial fondé sur des règles" que les diplomates américains invoquent souvent pour justifier

l'empilage des cartes en faveur des résultats pro-américains.

Prenons l'exemple du dollar américain, qui est la monnaie de réserve mondiale depuis 1945, date de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce seul fait a grandement profité à l'économie américaine, en permettant aux Américains d'acheter des quantités apparemment infinies de biens et de services étrangers, payés avec de simples dollars, émis avec abandon par la Réserve fédérale.

Ou encore, le prix du pétrole mondial est fixé en dollars (alias pétrodollars) depuis 1974. En ce sens, les États-Unis n'ont pas seulement eu la primeur de l'exploitation d'un réseau mondial de fournisseurs de pétrole, mais aussi le grand privilège d'exporter des dollars en échange de pétroliers remplis de pétrole brut utile.

Il ne faut pas non plus négliger la façon dont les États-Unis ont utilisé leur domination politique et l'hégémonie du dollar pour étendre leur puissance militaire à travers le monde, dans des lieux aux noms à la fois familiers et inconnus. Ou, comme le dit le vieil adage, "la guerre est la façon dont Dieu instruit le peuple américain en matière de géographie".

Les BRICS - l'alliance élargie actuelle et future - souhaitent changer les choses.

Venons-en à ce qui s'est passé la semaine dernière, avec l'annonce de l'arrivée de six nouveaux membres au sein des BRICS.

Les BRICS ajouteront l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, encerclant ainsi le golfe Persique et le détroit d'Ormuz. Cela signifie que ces trois acteurs clés de l'OPEP feront également partie des BRICS.

On voit tout de suite la formation évidente d'une alliance BRICS-OPEP.

Il suffit de penser que la Russie et l'Arabie saoudite sont deux des trois principaux pays producteurs de pétrole au monde (les États-Unis étant l'autre), et que le Brésil est lui-même une puissance énergétique avec ses richesses pétrolières offshore. Tout cela, alors que la Chine et l'Inde sont deux des principaux pays importateurs de pétrole.

Ce seul aspect pétrolier a d'innombrables implications pour le commerce mondial, notamment en ce qui concerne la monnaie qui sera utilisée pour vendre ou acheter du pétrole. En d'autres termes, il est probable que nous assistions bientôt à un abandon massif de l'utilisation des pétrodollars dans le commerce mondial du pétrole.

Ce changement a immédiatement commencé. Depuis environ deux ans, la Chine achète du pétrole saoudien en yuans, et la Chine et l'Inde achètent du pétrole russe en yuans et en roupies, respectivement. Mais maintenant, après la réunion des BRICS en Afrique du Sud, il faut s'attendre à voir de plus en plus de pétrole échangé en utilisant beaucoup plus de yuans et de roupies, plus de roubles russes et peut-être même d'autres monnaies non libellées en dollars.

Quoi qu'il en soit, cette évolution n'est pas favorable à l'utilisation future du dollar dans le commerce du pétrole.

En d'autres termes, chaque baril de pétrole non échangé en dollars signifie que ni l'acheteur ni le vendeur n'ont besoin de la monnaie américaine, et encore moins des banques et des banquiers américains.

En outre, de nombreux dollars étrangers finiront par revenir dans nos bons vieux États-Unis pour acheter des actifs tels que des biens immobiliers ou d'autres biens de valeur. Cela contribuera à l'inflation nationale. Il faut s'y attendre.

Entre-temps, l'Égypte va bientôt entrer dans les BRICS. Cela a des implications géostratégiques rien qu'en

termes de contrôle du pays sur le canal de Suez, un point de transit clé pour le commerce mondial en général, et certainement pour le pétrole et le gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance du Moyen-Orient et à destination de l'Europe. L'Égypte occupe également une position stratégique en Méditerranée orientale et dispose d'un long littoral le long de la mer Rouge.

Là encore, il convient de réfléchir à la manière dont ces côtes permettent de contrôler les voies maritimes qui constituent des éléments clés du commerce mondial dans cette partie du monde.

Nous nous dirigeons maintenant vers le sud, en Éthiopie, à l'extrémité inférieure de la mer Rouge. Cette région est également un point stratégique en termes de contrôle du trafic maritime à l'entrée et à la sortie des voies maritimes de la mer Rouge. En outre, l'Éthiopie est bien placée pour servir de point de départ au commerce vers le cœur de l'Afrique, qui recèle d'immenses quantités de minerais et de potentiel agricole.

N'oublions pas non plus l'Argentine, à l'extrémité sud de l'Amérique du Sud. L'Argentine est riche en agriculture et en minéraux de toutes sortes, en particulier des éléments critiques comme le cuivre et le lithium, essentiels pour l'avenir du développement énergétique mondial. De plus, l'Argentine contrôle des voies maritimes stratégiques autour de la pointe sud du continent, et il convient de noter que la distance la plus courte entre une masse continentale et l'Antarctique sort de l'Argentine.

L'Afrique du Sud, immédiatement membre des BRICS, contrôle la pointe sud de l'Afrique, ce qui signifie qu'elle peut y influencer les routes maritimes. Désormais, l'Argentine fait également partie du groupe des BRICS, ce qui lui permet de contrôler les routes autour de l'Amérique du Sud.

À plus long terme, l'Afrique du Sud et l'Argentine sont des points d'appui logiques pour l'exploration et le développement futurs de l'Antarctique, au cours de ce siècle.

Voici donc les principaux enseignements à tirer de l'expansion des BRICS :

Les BRICS se transforment rapidement en BRICS-OPEC. Il faut s'attendre à voir de plus en plus de ce qu'Al Jazeera appelle le "Sud global" exercer son propre contrôle sur un grand pourcentage de la production quotidienne de pétrole dans le monde, sans parler des réserves dans le sol. À l'avenir, les États-Unis auront beaucoup moins d'influence sur le commerce et les prix mondiaux du pétrole.

Pendant ce temps, l'OPEC-BRICS contrôle les principales côtes, les voies navigables et les détroits par lesquels transite une grande partie des exportations pétrolières mondiales. À tout le moins, le groupe BRICS-OPEC dominera les principaux points d'étranglement.

Pour conclure, évoquons deux érudits géopolitiques importants du début du XXe siècle : le géographe britannique Halford Mackinder et l'officier de marine américain Alfred Thayer Mahan.

En bref, Mackinder a développé la "théorie du cœur" de la géopolitique, axée sur l'idée que l'Asie centrale - l'Eurasie, en fait - pourrait s'unir en tant que groupe de peuples et de nations pour poursuivre des intérêts économiques et sécuritaires communs.

Mackinder a formulé son idée selon laquelle les régions situées à l'est de l'Ukraine constituent le cœur d'une "île mondiale". Et celui qui contrôle cette île mondiale commande le monde. En termes de BRICS, il s'agit de la Russie, de la Chine et de l'Inde, ainsi que de l'Iran et de l'Arabie saoudite.

Les idées de Mackinders ont fortement influencé la politique étrangère des États-Unis et du Royaume-Uni pendant la guerre froide. Trois décennies après la fin de la guerre froide, il semble que nous soyons sur la bonne voie, n'est-ce pas ?

Alfred Mahan, capitaine de la marine américaine, considérait que la puissance maritime - c'est-à-dire la capacité de projeter une puissance militaire par le biais d'une marine - était essentielle pour contrôler les régions océaniques du monde et, par extension, les côtes des nations du monde entier.

L'ouvrage clé de Mahan est un livre intitulé *Influence of Sea Power Upon History* (Influence de la puissance maritime sur l'histoire), publié en 1890. Cet ouvrage est devenu, à bien des égards, la bible militaire non seulement de la marine américaine, mais aussi des marines du monde entier, de la Grande-Bretagne à la Russie, en passant par le Japon et bien d'autres encore. En effet, *Influence of Seapower* reste une lecture obligatoire dans les écoles de guerre du monde entier.

La version courte de Mahan est que la puissance maritime est essentielle pour toute nation qui dépend du commerce océanique et qui doit donc protéger son commerce dans un monde dangereux.

L'un des aspects les moins appréciés du travail de Mahan est son insistance sur le fait que la puissance militaire est le premier dérivé de la puissance industrielle d'une nation. En d'autres termes, en l'absence d'une industrie forte sur son territoire, aucun pays ne peut produire et maintenir une force militaire puissante.

En d'autres termes, les pays qui ne s'industrialisent pas ou qui choisissent de se désindustrialiser ne resteront pas longtemps puissants sur le plan militaire.

À cet égard - en termes de Mackinder et de Mahan - ce que nous voyons avec les BRICS et le nouveau développement BRICS-OPEC, c'est que le "Heartland" de Mackinder est en train de se rassembler. Il étend même sa portée géopolitique et économique à d'autres continents comme l'Afrique et l'Amérique du Sud. Dans le même temps, cette nouvelle combinaison BRICS-OPEC s'étend sur la carte mondiale pour dominer également les voies maritimes critiques.

En définitive, le monde géopolitique est en train de changer rapidement et durement, d'une manière que l'Occident collectif n'a pas connue depuis peut-être 200 ans. Avec la montée en puissance de l'alliance BRICS-OPEC, de vastes quantités d'énergie, de ressources minérales, de nourriture et certainement les fondements du dollar américain dans le monde sont tous en jeu.

En tant que simples spectateurs et investisseurs, nous ne sommes pas en mesure d'agir sur l'ensemble de ces nouveaux développements. Les grandes décisions sont prises par des acteurs inconnus dans des capitales lointaines.

Mais s'il y a jamais eu un moment pour sécuriser et protéger votre patrimoine personnel, c'est bien maintenant. Investissez dans des produits dont les inconvénients sont limités dans l'architecture en évolution rapide de ce nouveau monde : des produits comme les métaux précieux, d'autres actifs minéraux durs et l'énergie.

[▲ RETOUR ▲](#)

Faut-il dire adieu au marché haussier des bons du Trésor ?

rédigé par Bruno Bertez 25 août 2023



Leurs rendements atteignent des niveaux plus vus depuis 2008. C'est le signe d'un changement plus profond qu'une seule hausse temporaire des taux d'intérêt.



William C. Dudley, ancien président de la Fed de New York, a récemment donné son avis sur le marché obligataire à Bloomberg :

« Je soupçonne fortement que le marché haussier des obligations qui a débuté au début des années 1980 a pris fin [...]. L'expansion économique qui a suivi la crise financière de 2008 n'est plus d'actualité. Le paradigme a changé et les rendements plus élevés sont de retour. »

Il a raison : le paradigme a changé. Des rendements plus élevés sont de retour.

Qui aurait cru que le sujet des rendements des bons du Trésor américain pouvait inspirer une telle passion ? Lorsque, fin juin, j'ai affirmé qu'ils allaient probablement augmenter considérablement au-dessus du taux de 3,75% alors en vigueur, j'ai suscité des réactions véhémentes.

Dans une publication intitulée « Don't Be a Dud », les analystes de Morgan Stanley ont insisté sur le fait que les obligations à 10 ans connaîtraient une hausse des prix cet été et que leur rendement finirait par se stabiliser dans une fourchette à plus long terme de 2% à 3%. Aux dernières nouvelles, ce taux est de 4,25%.

Je m'en tiens à ma prédiction.

On joue les prolongations

Qui plus est, je soupçonne fortement que le marché obligataire haussier qui a débuté au début des années 1980 est terminé.

Nous sommes au cœur de la problématique du système mondial.

Et, je le précise tout de suite, ces affirmations n'ont rien à voir avec les erreurs circonstancielles de gestion qui ont été commises à l'occasion du Covid.

En revanche, cela a plus à voir avec ce qui s'est passé en 2007, en 2011 et 2014 puis en 2019. C'est-à-dire que tout cela a à voir avec les erreurs commises en 2007, lors de la grande crise financière, et ensuite avec le choix d'abandonner la coopération mondiale et de s'orienter vers la compétition stratégique et géopolitique puis militaire.

Depuis le début des années 1980 le système dure :

- parce qu'il est capable de rouler les dettes anciennes à des taux avantageux ;
- parce qu'il traite tout problème de solvabilité par des créations de liquidités ;
- parce que les détenteurs de dettes anciennes « s'enrichissent » à chaque fois que les taux baissent.

Tout cela prolonge le grand cycle long du crédit, bien qu'il soit épuisé en termes fondamentaux par le surendettement, la non solvabilité, et la baisse de la productivité.

Depuis longtemps, nous jouons les prolongations, et si vous n'admettez pas ce diagnostic, vous ne pouvez pas comprendre ce qui se passe.

Causes de tensions

C'est la thèse de Ray Dalio, et c'est également depuis longtemps la mienne.

Les prolongations n'ont pu être jouées que parce que l'ordre de Bretton Woods 2 du recyclage continuait, et parce que la hausse des prix des biens et des services était muselée/contenue par le couple Chine / Etats-Unis.

C'est fini, car :

- le couple se dissocie ;
- le système de Bretton Woods 2 est moribond ;
- la hausse des prix est sortie de la boîte de Pandore.

Maintenant, les tensions sur les revenus et les ressources vont produire leur plein effet par :

- la transition climatique ;
- la raréfaction des ressources réelles ;
- les dépenses d'armement ;
- le besoin de profit systémique ;
- le réveil des salariés ;
- la prise de conscience de la surévaluation colossale des actifs financiers, de la bulle monétaire, et la recherche d'actifs alternatifs.

Nous sommes dans l'Histoire, pas dans le médiocre petit conjoncturel de la presse et des gouvernements !

▲ [RETOUR](#) ▲

Dystopie post-caniculaire

rédigé par Philippe Béchade 28 août 2023



Imaginez un court passage en voiture électrique dans les bouchons de l'heure de pointe. Pure science-fiction... ou récit d'anticipation ?



Le rouleau compresseur médiatique *mainstream*, relayé sur les réseaux sociaux par une génération spontanée de météorologues – reprenant les mêmes éléments de langages anxiogènes et outranciers – ont uni leurs efforts tout

au long de l'été pour porter le narratif « réchauffiste », en falsifiant les chiffres sans vergogne, en saturant les cartes météo de couleurs apocalyptiques, et en faisant tout un battage sur les « records battus » annonceurs d'une planète « où vivre se transforme en survivre ».

Comment ne pas faire le parallèle avec l'opération d'ingénierie sociale mise en œuvre pour le Covid, avec une sorte d'épidémie d'épisodes de chaleur mortelle pour la végétation, des médecins de plateau – du climat cette fois – affirmant sans l'ombre d'un doute que tout va s'aggraver et qu'il faut urgemment changer nos habitudes et punir les pollueurs.

Et comme pour les « morts Covid », chaque soir les journaux télévisés déroulaient le nombre de records de température battus dans la journée, comme, en son temps, Jérôme Salomon venant annoncer au JT de 20h de nouveaux records de décès.

Et voilà qu'à peine revenu de congé, le vacancier – cet inconscient qui fait brûler notre planète – se voit signifier par notre ministre de la Santé (mais également par Joe Biden) qu'il doit se préparer à reporter un masque de papier car un nouveau variant, sinon une nouvelle pandémie, va nous tomber dessus cet automne.

Et inutile de fuir en voiture, vous n'irez pas loin... vue l'autonomie réduite des véhicules « zéro émissions » !

Ne le prenez pas trop à la légère, nous n'en sommes qu'au tout début de la dystopie si nous confions notre sort à des intelligences artificielles tombant entre les mains de décideurs non élus (ou élus mais qui trahissent leur parole) et sur lesquels nous n'exerçons plus aucun contrôle.

Scénario électrique

Imaginez être contraint – comme les nouveaux taxis de Londres depuis le début de l'année – de circuler dans une voiture électrique : vous êtes coincé dans un bouchon à une heure de pointe, vous avancez au pas, il fait chaud, votre batterie se décharge rapidement parce que la conduite automatique est activée et que la clim' est à fond, et vous n'êtes même plus sûr de pouvoir parcourir les 50 km restants.

Pour évacuer votre frustration, vous profitez d'un arrêt à un feu rouge un peu long pour rédiger un « tweet » pas sympa qui écorche le constructeur (qui a largement surestimé l'autonomie) et donnez des noms d'oiseaux aux politiques qui ont cédé aux pressions des khmers verts « anti-bagnole ».

Erreur fatale : votre coup de gueule est jugé « haineux » par la police de l'opinion (mise en place au nom de l'UE), votre remarque sur l'autonomie est qualifiée de « désinformation » (le constructeur qui se montre très généreux avec les fonctionnaires de Bruxelles et qui négocie directement par SMS secrets avec les responsables à la Commission ne saurait avoir menti ni bidonné les tests).

C'est donc une double infraction aux nouvelles règles européennes de contrôle des contenus sur internet.

Votre IA embarquée reçoit instantanément l'instruction de verrouiller les portes du véhicule et de vous emmener directement vers le « centre de réhabilitation » le plus proche, situé à 4 km de votre position actuelle (repérée à 1 mètre près, n'essayez même pas de vous échapper en brisant une vitre, des brigades motorisées vous tomberaient dessus en 2 minutes et cela aggraverait singulièrement votre cas).

Bilan de la séquence : pour vous, problème d'autonomie résolu... et pour l'Etat, le PV de 135 € plus les 1 500 € de frais de stage de « reformatage citoyen » pour récupérer 50 points de crédit social (soit une durée minimum de 5 jours) est déjà prélevé automatiquement sur votre compte.

Ah oui, j'oubliais, 5 jours de congé sans solde après signalement de l'incident auprès de votre employeur... et

perte de points de priorité pour vos enfants dans l'algorithme Parcoursup en cas de récidive.

Cela vous fait penser à de la science-fiction ?

C'est déjà une réalité en Chine !

Nos plus hautes autorités européennes en rêvent depuis le Covid et n'attendent que la bonne occasion pour avancer leurs pions.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Merrick Garland est un anarchiste

Brian Maher 24 août 2023

DAILY RECKONING



Chesterton - le grand G.K. Chesterton - a un jour mis en garde contre "*l'anarchie par le haut*".

Comme l'expliquait cet homme de Chesterton, "il n'est pas nécessaire que l'anarchie soit violente :

"Il n'est pas nécessaire que l'anarchie soit violente, ni qu'elle vienne d'en bas.

Chesterton a conclu - gravement, sévèrement - de manière prémonitoire :

"Un gouvernement peut devenir anarchique autant qu'un peuple".

Un gouvernement peut devenir aussi anarchique qu'un peuple ? Est-ce vrai ?

Cette publication n'est pas partisane.

Elle part du principe que les responsables républicains et démocrates sont, dans leur grande majorité, des crapules, des voleurs et des voyous.

Nous braquons nos canons sur chacun d'entre eux.

En effet, ils portent atteinte à notre paix et à notre dignité sous une forme ou une autre, ainsi qu'à notre porte-monnaie.

En conséquence, les lecteurs conservateurs nous ont dénoncés comme étant des libéraux. Et les lecteurs libéraux nous ont dénoncés comme étant des conservateurs.

C'est pourquoi nous déposons notre première mise en garde. Ainsi déposée, poursuivons...

Merrick Garland, anarchiste

Si un gouvernement peut devenir anarchique autant qu'un peuple... nous vous renvoyons à l'actuel procureur général des États-Unis, M. Merrick Garland.

Car ce type est le plus haut responsable de l'application de la loi dans le pays. Et il a prouvé qu'il était sans foi ni loi.

Sur quel roc nous appuyons-nous ? Pourquoi maintenons-nous que le plus haut responsable de l'application de la loi de la nation est lui-même sans foi ni loi ?

C'est pourquoi...

M. Garland a récemment nommé un certain David Weiss comme conseiller spécial dans l'enquête sur la criminalité présumée de Hunter Biden.

M. Weiss est actuellement procureur des États-Unis pour le district du Delaware.

En d'autres termes, il est avocat du gouvernement des États-Unis.

Il s'agit là d'un fait capital.

En effet, la loi américaine interdit - expressément et sans équivoque - à un avocat du gouvernement des États-Unis d'exercer les fonctions de conseiller spécial.

La loi ne l'autorise pas.

Ici, nous ne spéculons pas. Nous respectons les règles.

Nous vous renvoyons au Code des réglementations fédérales des États-Unis, titre 28, partie 600.3.

Il s'agit de la section du code des États-Unis consacrée au conseiller spécial - ses règles et règlements, ce qu'il faut faire et ne pas faire, ce qu'il faut faire et ne pas faire.

En voici un extrait :

"Le conseiller spécial doit être choisi en dehors du gouvernement des États-Unis."

Vous voyez ce que je veux dire ? La loi est claire comme de l'eau de roche :

Le conseiller spécial doit être choisi en dehors du gouvernement des États-Unis.

Aucune interprétation possible

La loi ne permet aucune interprétation créative, elle n'est entourée d'aucune pénombre ni d'aucune émanation ; elle ne contient aucun "peut-être" ni aucun "ouf".

C'est ainsi qu'elle enchaîne et lie - explicitement - un procureur général des États-Unis.

Elle ne lui offre aucune échappatoire huileuse par laquelle nous pourrions nous faufiler. Encore une fois :

"Le conseiller spécial sera choisi en dehors du gouvernement des États-Unis".

Et pourtant - et pourtant - M. Garland nomme au poste de conseiller spécial un avocat en exercice au sein du gouvernement des États-Unis.

Sûr comme du sucre, ce Garland connaît le Code des réglementations fédérales des États-Unis, titre 28, partie 600.3.

Pourtant, il le bafoue et s'en moque. Il bafoue et se moque de la loi même qu'il a juré de faire respecter.

"Que Dieu me vienne en aide", a-t-il promis.

Nous pensons que Dieu est plutôt fâché avec lui en ce moment.

Après tout, Dieu est un législateur et, selon toute apparence, il est très strict.

Pas même une explication

À notre connaissance, M. Garland n'a toujours pas donné d'explication.

Il a simplement annoncé le rendez-vous et s'en est allé. Comment pourrait-il le justifier ?

Nous avons consulté nos propres conseillers juridiques. Ils nous ont informés qu'il pourrait invoquer sa large autorité juridique en tant que procureur général par intérim.

Cependant, une question se pose immédiatement :

Pourquoi les rédacteurs de la loi sur le conseiller spécial se sont-ils donné la peine de la rédiger... si elle relevait simplement de l'autorité générale du procureur général ?

La réponse, selon nos lumières, est qu'ils ne l'auraient pas fait.

Son objectif est explicite et il a été rédigé pour une raison explicite :

Seul un avocat spécial indépendant du gouvernement peut être véritablement indépendant dans l'affaire dont il est saisi.

M. Garland a renversé la situation.

Le nombre d'avocats aux États-Unis dépasse 1,3 million.

Parmi eux, quelque 35 640 "pratiquent" le droit pour le gouvernement fédéral.

En d'autres termes, M. Garland disposait d'un lot d'au moins 1 264 360 avocats parmi lesquels il pouvait faire son choix.

Pourtant, il a choisi l'un des 35 640 avocats légalement interdits - et pas seulement l'un des 35 640 avocats légalement interdits.

Il a choisi celui qui avait la plus grande partialité possible dans l'affaire.

Un conflit d'intérêts sans précédent

En tant que procureur des États-Unis pour le district du Delaware, M. Weiss n'a-t-il pas proposé à Hunter Biden le "marché de dupes" qui ne ferait que lui taper sur les doigts pour sa criminalité présumée ?

Il l'a fait. Pourtant, il semble qu'il ne souhaitait pas du tout inculper le jeune Biden.

Jonathan Turley, spécialiste du droit constitutionnel :

Il apparaît aujourd'hui que le "marché de dupes" controversé n'était pas le premier choix du procureur David Weiss. Il prévoyait en fait de laisser Hunter s'en tirer sans même une inculpation pour délit mineur, malgré des impôts massivement impayés, des infractions à la législation sur les armes à feu et un travail en tant qu'agent étranger non enregistré, parmi d'autres délits présumés...

Le New York Times, qui a passé des années à minimiser le scandale Hunter Biden, a publié un compte rendu interne de l'enquête. Le Times rapporte que le procureur David Weiss s'apprêtait en fait à laisser Hunter partir "sans exiger de plaider de culpabilité pour aucun chef d'accusation".

Et ajoute l'ancien procureur fédéral Andrew McCarthy :

L'enjeu était l'"accord de déjudiciarisation" corrompu que Weiss, au nom du ministère de la justice du président, avait conclu avec le fils de ce dernier : le pacte par lequel Weiss a donné à Hunter non seulement un laissez-passer complet pour un crime commis avec une arme à feu et passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans, mais aussi une immunité totale - aucune poursuite pour corruption, blanchiment d'argent, évasion fiscale, défaut d'enregistrement en tant qu'agent étranger ou tout autre crime découlant de l'activité de la famille Biden consistant à vendre l'influence politique de Joe Biden à des agents de régimes corrompus et anti-américains.

M. Weiss peut-il être moins "indépendant" ? Ses intérêts peuvent-ils être plus conflictuels ?

Nos propres juristes n'ont jamais rencontré d'exemple plus brillant. McCarthy en résumé :

En réalité, M. Weiss reste un haut fonctionnaire du ministère de la Justice de M. Biden qui n'a pas le droit d'être conseiller spécial - du moins en vertu de la réglementation, contrairement à l'astuce de M. Garland. Un avocat spécial est un avocat extérieur au gouvernement, alors que Weiss est l'avocat américain du Delaware. On fait appel à un avocat spécial parce que le ministère de la justice a un conflit d'intérêts, et Weiss est un haut fonctionnaire du ministère de la justice. Un avocat spécial aurait déjà mis l'affaire en accusation, ce que n'a pas fait Weiss.

Pourtant, M. Garland nomme ce Joe Friday - "juste les faits, madame" - conseiller spécial.

Ce Weiss va-t-il se condamner lui-même pour ne pas avoir engagé de poursuites pénales contre Hunter Biden - et soudain lui brandir le livre de droit ?

Ou bien va-t-il saisir son balai... et balayer toute l'affaire sous un tapis très épais ?

Nous misons beaucoup sur la deuxième option. Voulez-vous parier contre nous ? Nous l'accepterons volontiers.

Le renard garde le poulailler.

La justice n'est-elle pas censée être aveugle ?

Nous ne sommes pas particulièrement préoccupés par l'inconduite personnelle de Biden junior - en fait, nous ne le sommes pas du tout.

Nous ne sommes même pas particulièrement concernés par les aspects politiques de l'affaire.

Mais pourquoi le citoyen moyen devrait-il se conformer à la loi lorsque le plus haut responsable de l'application de la loi du pays crache lui-même sur la loi ?

Et pas seulement la loi, mais une loi noire, sans ambiguïté, ininterprétable ?

La justice est aveugle, nous dit-on. Mais où est le bandeau de Lady Justice ?

On le lui enlève.

Elle regarde aujourd'hui avec une vision binoculaire de 20/10, c'est-à-dire avec une vue presque parfaite.

Elle dirige ses yeux vers ceux qu'elle choisit de regarder... et loin de ceux qu'elle choisit de ne pas regarder.

C'est ainsi que nous constatons :

Au plus haut niveau, la loi est arbitraire. Au plus haut niveau, la loi est capricieuse. Au plus haut niveau, la loi est sélective.

C'est l'anarchie par le haut...

▲ [RETOUR](#) ▲

Les BRICS s'emparent de la position de tête du monde

Jim Rickards 28 août 2023

DAILY RECKONING



Le sommet des dirigeants des BRICS s'est achevé le 24 août sur une décision capitale : l'élargissement de la composition des BRICS pour la première fois depuis 2010.

L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte, l'Argentine, l'Éthiopie et l'Iran ont été admis comme membres à compter du 1er janvier 2024. Le Brésil et l'Inde émettent quelques réserves à ce sujet.

Mais en fin de compte, la Russie et la Chine ont usé de leurs muscles pour faire passer les nouveaux membres malgré les objections. Les BRICS sont désormais les BRICS+, avec onze membres à part entière, et sont en passe d'acquérir un plus grand pouvoir politique et une nouvelle union monétaire.

Il s'agit d'une évolution capitale, même si ses effets prendront du temps à se manifester pleinement.

En raison de l'élargissement du cercle des membres, la nouvelle monnaie des BRICS verra le jour au cours de l'année à venir.

En effet, tous les membres actuels et futurs des BRICS et l'ensemble des pays du Sud (y compris les membres de l'Organisation de coopération de Shanghai et de l'Union économique eurasiennne) souffrent de la militarisation du dollar américain.

Ils craignent que leurs réserves libellées en dollars soient gelées par les États-Unis, comme cela s'est récemment produit pour la Russie.

Leur solution consiste à créer une nouvelle union monétaire suffisamment importante pour offrir une gamme diversifiée de biens et de services (et éventuellement d'obligations) sans passer par le dollar.

Cela ne se fera pas du jour au lendemain et la nouvelle monnaie sera confrontée à des défis, mais le processus est en marche.

Les implications d'une adhésion élargie aux BRICS vont bien au-delà de l'union monétaire.

Avec l'arrivée de l'Arabie saoudite, de l'Iran et des Émirats arabes unis, les BRICS ont désormais encerclé le golfe Persique. Avec l'ajout de l'Égypte et de l'Arabie saoudite, ils contrôlent désormais la mer Rouge et le canal de Suez.

Par ailleurs, l'ajout de l'Argentine permet aux BRICS de contrôler le détroit de Magellan, qui permet de passer de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique (bonne chance dans le passage de Drake ; j'y suis allé. C'est une masse d'eau impressionnante).

Les BRICS se rapprochent de la double vision de Halford Mackinder, théoricien de la géopolitique dont la notion d'île mondiale et de centre névralgique était basée sur l'Asie, et d'Alfred Mahan, stratège naval dont la théorie de la puissance maritime mettait l'accent sur le contrôle des détroits critiques et autres points d'étranglement maritimes.

Les BRICS consolident le contrôle physique des pivots terrestres et maritimes de l'histoire.

L'élargissement de l'adhésion aux BRICS marque également le début de la fin de l'ère des pétrodollars. L'adhésion de l'Arabie saoudite aux BRICS est un grand pas dans cette direction. C'est pourquoi l'admission de nouveaux membres et le lancement d'une nouvelle monnaie ne peuvent être considérés isolément.

Il s'agit de deux parties d'un projet commun. L'augmentation du nombre de membres est précisément ce qui rend la nouvelle monnaie plus réalisable.

Tout cela se passe sous le nez des décideurs politiques américains qui semblent ignorer à la fois l'histoire et l'actualité.

▲ [RETOUR](#) ▲

L'histoire commence à rimer...

Jim Rickards 29 août 2023

DAILY RECKONING



La troisième guerre mondiale a-t-elle immédiatement commencé ?

Il ne s'agit pas d'une question facétieuse destinée à attirer l'attention. C'est une question légitime.

Il arrive souvent que des événements d'une importance capitale commencent de façon anodine et prennent une ampleur incontrôlable. Rétrospectivement, il semble évident que la guerre était inévitable. Mais sur le moment, ce n'est pas du tout évident. Les événements peuvent sembler déconnectés et il est loin d'être évident que la guerre est inévitable.

Le recul historique est de 20/20.

La Première Guerre mondiale ne s'appelait pas ainsi à l'époque. Elle s'appelait la Grande Guerre. Ce n'est qu'avec l'arrivée de la Seconde Guerre mondiale que le nom de Première Guerre mondiale a été appliqué.

Et comment devrions-nous considérer le début de la Seconde Guerre mondiale ? La plupart des historiens la datent de l'invasion de la Pologne par l'Allemagne, le 1er septembre 1939. Cependant, de nombreux Américains datent la guerre du 7 décembre 1941, lorsque le Japon a bombardé Pearl Harbor et que les États-Unis ont déclaré la guerre au Japon.

Mais on peut pardonner aux Chinois de dire que les deux dates sont erronées. Les Chinois considèrent l'invasion de la Mandchourie par le Japon, le 18 septembre 1931, comme le véritable début de la Seconde Guerre mondiale.

Une question de perspective

Le fait est que le début et la fin des guerres mondiales et d'autres conflits majeurs ne sont pas aussi tranchés que le voudraient les historiens. C'est souvent une question de culture et de perspective.

Cela nous amène à l'état actuel du monde. Quelqu'un a-t-il brandi une bannière ou déclaré que la troisième guerre mondiale avait commencé ? Non. Est-il fréquent que des guerres de broussailles et des guerres par procuration se déroulent dans plusieurs parties du monde sans qu'il y ait de danger évident qu'elles se transforment en une conflagration mondiale ?

La réponse est oui.

Les guerres qui se déroulent aujourd'hui ne sont pas toutes de petite envergure et certaines sont même très importantes. Plus important encore, elles impliquent directement ou indirectement de grandes puissances telles que les États-Unis, la Chine et la Russie, ainsi que d'importantes puissances secondaires, y compris des puissances nucléaires comme la France et le Pakistan.

En outre, les enjeux sont considérables, notamment l'avenir de l'OTAN, le contrôle de l'Europe de l'Est, le contrôle du pétrole du Moyen-Orient et l'approvisionnement mondial en uranium. Plus que l'état actuel de ces conflits, c'est la probabilité d'une escalade menant à une guerre nucléaire sans marche arrière qui est urgente.

Passons brièvement en revue ces conflits critiques. Ce faisant, n'oubliez pas que nous nous trouvons peut-être

dans une période telle que les guerres des Balkans (1912-1913), qui ont précédé la Première Guerre mondiale, ou les guerres entre le Japon et la Chine (1931-1937), qui ont précédé la Seconde Guerre mondiale.

Il se peut que les génies soient immédiatement sortis de la bouteille.

L'Ukraine

L'Ukraine est le point de départ évident. La Russie est en train de gagner la guerre de manière décisive. La contre-offensive ukrainienne a été anéantie le 6 juin, puis à nouveau anéantie après un redémarrage de l'offensive à la fin du mois de juillet. L'Ukraine utilise désormais des tactiques d'infanterie légère, car ses blindés ont été détruits par les mines et l'artillerie russes et laissés en flammes sur le champ de bataille.

Les "armes miracles", notamment les batteries de missiles Patriot, l'artillerie HIMARS, les véhicules de combat Bradley, les chars Leopard, les chars Challenger et les missiles de croisière Storm Shadow ont tous été détruits par une combinaison de missiles hypersoniques russes, de défenses antiaériennes, d'artillerie ou de mines, ou ont été neutralisés par le brouillage des signaux GPS et d'autres formes de guerre électronique.

Les morts au combat ukrainiens sont estimés à plus de 200 000 et tout cela pour rien.

L'Ukraine n'a aucune chance de gagner la guerre, mais celle-ci pourrait tout de même s'intensifier. L'équipe de Biden ne veut pas admettre une défaite humiliante. Ils veulent que la guerre se poursuive jusqu'après les élections de 2024 afin d'aider les chances de réélection de Biden. Après cela, Biden (s'il gagne) abandonnera les Ukrainiens tout comme il a abandonné les Afghans en août 2021.

La poursuite de la guerre implique des actes plus agressifs en mer Noire (impliquant éventuellement des navires roumains ; la Roumanie est membre de l'OTAN), la fourniture d'armes à sous-munitions de 155 mm (qui tuent principalement des enfants lorsqu'elles n'explorent pas comme prévu) et le regroupement de troupes polonaises (un autre membre de l'OTAN) à la frontière du Belarus, qui est lié à la Russie par un traité d'alliance. La Pologne a ses propres visées sur l'Ukraine occidentale, dans le cadre d'une renaissance de la fédération polono-lituanienne qui a duré de 1569 à 1795.

Si la Russie est poussée à couler un navire de guerre roumain ou si la Pologne pénètre en Ukraine occidentale, vous disposez d'un prétexte pour déclencher l'article 5 du traité de l'OTAN, ce qui conduirait plus ou moins directement à la Troisième Guerre mondiale, y compris à l'utilisation d'armes nucléaires tactiques. M. Biden se moque de tout cela et les bellicistes américains, comme la vice-secrétaire d'État Victoria Nuland, l'encouragent.

Parallèlement à la guerre cinétique en Ukraine, les États-Unis ont imposé des sanctions financières à la Russie. M. Biden a menacé de maintenir ces sanctions "aussi longtemps qu'il le faudra", ce qui pourrait signifier des années au vu de la tournure que prend le conflit.

Ces sanctions n'ont eu aucun impact sur le comportement ou l'économie de la Russie, mais elles ont gravement endommagé l'UE et le statut du dollar américain en tant que réserve de valeur fiable. Ces coûts économiques pour l'Occident augmenteront avec le temps.

La lutte pour l'uranium

Un autre conflit à potentiel d'escalade concerne l'État du Niger, situé dans le désert du Sahara. Un récent coup d'État militaire a renversé le gouvernement élu il y a plusieurs semaines (bien que les putschistes soutiennent que l'élection était frauduleuse). Certains sondages montrent que la junte militaire bénéficie d'un large soutien populaire.

Le Niger est le premier fournisseur d'uranium de la France, tandis que la France est l'un des plus grands

constructeurs de centrales nucléaires au monde. La France a désespérément besoin de rétablir l'ordre au Niger, notamment en forçant la junte à se retirer et en rétablissant le gouvernement élu.

La France dispose de forces spéciales, dont la Légion étrangère française, prêtes à intervenir. Cependant, la France ne veut pas agir unilatéralement et tente de recruter des alliés africains pour se joindre à l'invasion.

Le groupement régional le plus important est la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui comprend à la fois des États francophones comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire et d'importants États anglophones comme le Nigeria. La France recrute la CEDEAO pour participer à son invasion du Niger.

Les membres de la CEDEAO sont divisés sur cette idée. En tout état de cause, l'action de la CEDEAO nécessiterait l'approbation de l'Union africaine et éventuellement des Nations unies, ainsi que des semaines de mobilisation. Aucune action militaire n'est donc probable avant plusieurs mois au plus tôt.

Rien ne prouve que la Russie ait été impliquée dans le coup d'État du Niger, mais elle en est certainement l'un des principaux bénéficiaires. Outre la France, la Russie est l'autre grand fabricant de centrales nucléaires.

La Russie se procure son uranium en Russie, au Kazakhstan et dans d'autres républiques d'Asie centrale. (La Russie possède également de grandes quantités de gisements d'uranium américains obtenus dans le cadre d'un accord autorisé par Hillary Clinton en échange de dons considérables à la Fondation Clinton).

Si la Russie peut couper l'accès de la France à l'uranium nigérien, elle renforcera son emprise sur l'approvisionnement mondial en uranium et consolidera sa position en tant que fournisseur de centrales nucléaires.

Des rumeurs (non confirmées) laissent entendre que la Russie pourrait apporter son soutien au coup d'État nigérien, notamment par le déploiement éventuel de l'armée mercenaire du groupe Wagner. Cela compliquerait grandement tout projet d'implication de la France ou de la CEDEAO.

Une fois de plus, nous aurions le spectre de la Russie (via Wagner) et de la France (membre de l'OTAN) s'affrontant dans une guerre pour l'uranium dans le désert du Sahara. Le potentiel d'escalade est évident.

À propos, la sanguinaire Victoria Nuland s'est récemment rendue au Niger et n'a pas été chaleureusement accueillie. Elle a quitté le pays les mains vides. Il ne fait aucun doute qu'elle a laissé derrière elle des menaces de soutien américain aux Français.

Un signe avant-coureur de la troisième guerre mondiale ?

Il existe de nombreuses autres zones chaudes dans le monde, notamment à Taïwan, en mer de Chine méridionale, en Syrie et en Corée du Nord. Le Pakistan est peut-être la zone la plus dangereuse en raison du conflit croissant entre le Premier ministre élu Imran Khan (aujourd'hui en prison et démis de ses fonctions) et ses partisans, d'une part, et l'armée, d'autre part.

Le chaos au Pakistan est intrinsèquement menaçant au niveau mondial, car il s'agit d'une puissance nucléaire en conflit permanent avec l'Inde, elle aussi dotée de l'arme nucléaire.

Peut-être ces conflits se résoudre-t-ils d'eux-mêmes avec le temps. Peut-être pas. Pour l'instant, ils sont individuellement menaçants (en raison de l'escalade) et ressemblent étrangement à la confluence des conflits qui ont précédé les deux plus grandes guerres de l'histoire.

L'histoire ne se répète peut-être pas, mais il semble qu'elle commence à rimer.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Le charlatanisme monétaire moderne (MMQ)

Ce que vous obtenez lorsque vous attendez quelque chose pour rien...

Bill Bonner 24 août 2023



Bill Bonner nous écrit de la Normandie, France...



Les hommes politiques doivent rejeter l'envie de demander "Comment allons-nous payer ?". ... Nous devons abandonner notre obsession à vouloir tout "payer" avec de nouvelles recettes ou des réductions de dépenses... . Une fois que nous aurons compris que l'argent est un outil juridique et social, qui n'est plus lié à la fausse rareté de l'étalon-or, nous pourrons nous concentrer sur ce qui importe le plus : la meilleure utilisation des ressources naturelles et humaines pour répondre aux besoins sociaux actuels et pour accroître durablement notre capacité de production afin d'améliorer le niveau de vie des générations futures...

~ "Trois éminents adeptes du MMT", Kelton, Bernal et Carlock

Quel plaisir ce doit être de se réveiller chaque matin sans mémoire. Sans passé. Rien à regretter. Rien à cacher. Pas de gueule de bois. Pas d'inquiétude concernant le "père du bébé".

Les économistes sont généralement un peu cyniques, un peu méfiants, voire sceptiques. Ils savent qu'il y a toujours un prix à payer... et que pour chaque entrée au crédit du grand livre, il y a aussi un débit.

C'est donc un plaisir de rencontrer Stephanie Kelton (l'une des économistes susmentionnées), qui semble être née hier.

Elle ne s'en rend probablement pas compte, mais **la théorie monétaire moderne** n'a rien de très "moderne". L'appeler "monétaire" est d'ailleurs un peu exagéré, puisqu'il s'agit en fait d'une notion de la manière d'utiliser la politique fiscale. Quant à la théorie... ne nous faites pas rire.

Pas de repas gratuit

Penser que l'on peut obtenir quelque chose pour rien n'est pas vraiment nouveau. Pas plus que l'idée que l'État (le gouvernement) peut créer de la véritable "monnaie" en abattant des arbres et en imprimant des bouts de papier sur lesquels figurent des présidents décédés.

Pas plus que l'idée que les autorités fédérales peuvent utiliser cet "argent" pour "reconstruire en mieux"... en l'"investissant" dans des projets valables.

Ces idées ne sont pas nouvelles. Il s'agit simplement de vieilles idées farfelues. Quelqu'un devrait le lui dire.

Le gouvernement argentin pratique une sorte de politique fiscale MMT depuis des décennies. Il imprime de l'argent, beaucoup d'argent. Il utilise l'argent - comme le prétendent tous les politiciens - pour "ce qui compte le plus".

Mais boo hoo... d'ici la fin de l'année, environ la moitié de la valeur de chaque nouveau peso imprimé disparaîtra. Dans quelques années, il n'en restera plus rien. De quel type d'argent s'agit-il ? Peut-on vraiment l'utiliser pour faire des investissements qui rapporteront aux générations futures ? Apparemment, non. Il y avait autrefois une expression : "aussi riche qu'un Argentin". Personne ne l'a entendue depuis des années.

Et il suffit de regarder les grands "investissements" publics de l'Amérique au cours des cinquante dernières années.

Campagnes contre la drogue, la pauvreté, les terroristes... des extravagances d'impression d'argent qui ont laissé les gens plus pauvres qu'ils ne l'étaient auparavant. Les autorités fédérales étaient prêtes à "investir" l'argent de quelqu'un d'autre - dans des rues plus sûres... dans une croissance plus forte du PIB... dans des citoyens en meilleure santé... dans de meilleures écoles et des enfants plus intelligents... dans la lutte contre le racisme... dans la promotion de l'égalité...

...mais les rues sont-elles plus sûres ? Les écoles sont-elles meilleures ? Les enfants sont-ils plus intelligents ? Sommes-nous en meilleure santé ? Plus heureux ?

Plus gros, plus tristes, moins productifs

L'idée même de l'investissement est de renoncer à quelque chose - la consommation actuelle - afin d'obtenir un gain plus tard. Un bénéfice. Un avantage.

L'investissement doit permettre de s'enrichir, et non de s'appauvrir. Entre 1999 et 2023, le gouvernement fédéral américain a réalisé des "investissements" nets (au-delà des revenus fiscaux actuels) pour un montant de 27 000 milliards de dollars. C'est le montant de l'augmentation de la dette fédérale au cours de cette période.

Si ces investissements avaient été un tant soit peu rentables, ils verseraient un dividende. Qu'en est-il ? Au lieu de cela, nous alourdissons la dette américaine au rythme de 5 milliards de dollars par jour au cours des dix prochaines années.

La dernière escroquerie en matière d'"investissement" nous vient de la bande à Biden : la loi sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act). The Economist rapporte sans sourciller :

"Les grands investissements ont commencé :

Les gros investissements ont commencé. La majeure partie de l'argent dépensé dans le cadre de l'IRA est destinée à la lutte contre le changement climatique. Les premières données montrent que les entreprises qui fabriquent des kits d'énergie propre (comme les éoliennes et les panneaux solaires) augmentent leur production. Selon l'American Clean Power Association, un groupe professionnel, 83 usines de fabrication ont été annoncées depuis l'adoption du projet de loi. Plus de 50 d'entre elles produiront des équipements solaires. Les autres fabriqueront des pièces d'éoliennes ou des batteries. L'ensemble de ces projets représente un investissement de 270 milliards de dollars, soit l'équivalent des sept dernières années d'investissement dans les énergies propres, selon le groupe professionnel. Les entreprises ont également annoncé 53 milliards de dollars d'investissements dans des usines fabriquant des véhicules électriques (VE) et les composants qu'ils utilisent, tels que les batteries et les chargeurs, selon un outil de suivi géré par Jay Turner du Wellesley College.

De nombreux projets d'énergie propre seront réalisés dans les États rouges, qu'il s'agisse de parcs éoliens dans les plaines ou de centres d'hydrogène au Texas ou dans l'Utah (des consortiums de ces deux États sont en train de soumissionner pour ce dernier projet). Le tracker de M. Turner révèle que 47,5 milliards de dollars d'investissements dans les véhicules électriques ~~sont destinés aux circonscriptions républicaines, contre 6,7 milliards de dollars aux circonscriptions démocrates.~~ "

Cela signifie, du moins avec M. Biden à la Maison Blanche, que l'IRA est probablement à l'abri d'une opposition républicaine sérieuse.

Escroqueries bipartites

Oui, les républicains sont aussi dans le coup. Une autre fraude bipartisane. Une escroquerie classique. Les bénéfices vont à quelques-uns ; les coûts sont supportés par le plus grand nombre.

Le MMT suggère que 1) le capital est infini (il n'est donc pas nécessaire de renoncer à quoi que ce soit pour faire un investissement) et que 2) les autorités fédérales peuvent mieux investir ce capital que ses propriétaires légitimes.

Les génies de l'investissement qui travaillent dans les coulisses de l'administration Biden sont-ils de meilleurs investisseurs ? Ont-ils décelé des opportunités que les yeux aiguisés de Wall Street n'ont pas su saisir ?

Seule une personne née hier pourrait le penser.

Mais la naïveté la plus profonde... à la limite de la folie... est la vision de l'argent lui-même qu'a le MMT. Kelton et al imaginent que "l'argent" n'est plus rare. En théorie, les autorités fédérales peuvent imprimer autant qu'elles le souhaitent. Mais en pratique, plus ils impriment, moins leur argent vaut.

L'argent réel représente des ressources réelles - du temps, de l'énergie, des compétences, de la matière grise. Ces ressources réelles sont toujours rares. Si elles n'étaient pas rares, il n'y aurait aucune raison d'investir pour en obtenir davantage... et aucune raison de recourir à la pensée magique de la MMT.

Nous voulons tous croire que si nous fermons les yeux assez fort... et que nous souhaitons assez fort... nos rêves peuvent devenir réalité. De manière plus fiable, nous "investissons" pour obtenir plus de bonnes choses parce que les bonnes choses que nous avons ne sont pas assez bonnes pour nous. Si nous disposions vraiment d'une quantité infinie d'argent, nous n'aurions pas besoin de souhaiter... ou d'investir. Nous pourrions acheter une quantité infinie de biens et de services... et nous n'aurions pas besoin des conseils de Mme Kelton sur la façon d'en obtenir davantage.

▲ [RETOUR](#) ▲

.La liberté cède

L'explosion des déficits, le problème des droits de douane, les décideurs et d'autres affronts à la liberté...

Bill Bonner 25 août 2023



Bill Bonner nous écrit du Poitou, France...



Le progrès naturel des choses est que la liberté cède du terrain et que le gouvernement en gagne.

L'une des préférences les plus profondes de la nature humaine est de satisfaire ses besoins et ses désirs avec le moins d'effort possible ; de s'approprier la richesse produite par le travail des autres, plutôt que de la produire par son propre travail... plus le gouvernement est fort et centralisé, plus la garantie de tels monopoles est sûre ; en d'autres termes, plus le gouvernement est fort, plus le producteur est faible, moins on doit lui accorder d'égards et plus on peut lui en enlever.

~ Thomas Jefferson

Ceci vient juste d'arriver... de Bloomberg :

Les déficits budgétaires américains explosent comme jamais auparavant

Les perspectives actuelles du budget fédéral sont sans précédent : des déficits de la taille d'une crise à perte de vue, alors même que l'économie semble en bonne santé. Cette perspective met les investisseurs mal à l'aise, comme en témoignent les rendements des bons du Trésor de référence à 10 ans, qui ont dépassé 4,3 % cette semaine, leur niveau le plus élevé depuis 2007. D'autres coûts d'emprunt augmentent parallèlement : Le taux moyen d'un prêt hypothécaire à 30 ans a dépassé les 7 % pour la première fois depuis plus de vingt ans.

Malheur aux petites gens

Oui, les courants profonds de la mégapolitique nous entraînent... vers un gouvernement de plus en plus puissant... et un secteur privé de plus en plus faible. Plus d'accords gagnant-perdant, moins d'accords gagnant-gagnant. Plus d'esclaves de la classe dirigeante... moins d'hommes et de femmes libres.

Peu importe ce que nous disons ou pensons... la tendance semble inarrêtable. Petit à petit... puis à grands pas... le "peuple" perd sa liberté, son argent et son pouvoir. Cette semaine, nous avons vu deux caricatures politiques se moquant des partisans de Trump en les qualifiant de "bumpkins" stupides. L'une d'elles montre un chanteur de country-western qui rejette la responsabilité de

ses malheurs sur Joe Biden (comme si l'idée était absurde). L'autre montre un groupe de "magats" se rappelant les uns aux autres de crier "Hunter Biden" pour défendre leur chef. Il est interdit de se moquer des femmes, des Noirs, des homosexuels, des transgenres, des immigrés, des Asiatiques, des infirmes, des Indiens ou de dizaines d'autres espèces protégées. En revanche, 12 mois par an, on peut se moquer des "petites gens" de l'Amérique ; ils sont toujours déplorables.

L'une des plus grandes déceptions du débat présidentiel du GOP cette semaine a été qu'aucun des candidats n'a voulu le dire. Car s'ils le faisaient, ils devraient admettre que leur dernier et plus grand président, Donald J. Trump, était un vaurien, un imbécile et un larbin utile pour les élites. Aucun président n'a jamais fait couler autant d'encre rouge, ni causé autant de dégâts aux finances américaines, ni discrédité à ce point ses partisans et l'opposition conservatrice au Big Government.

Aujourd'hui, la dernière déclaration de M. Trump nous montre une fois de plus à quel point il est un homme de l'État. Yahoo Finance :

Même les économistes de l'entourage de Donald Trump se sont émus mardi de la suggestion de l'ancien président d'imposer des droits de douane de 10 % sur toutes les marchandises entrant aux États-Unis.

Kyle Pomerleau, expert fiscal à l'American Enterprise Institute, a déclaré à Semafor que la taxe proposée pourrait générer environ 300 milliards de dollars de nouvelles recettes pour les entreprises et les consommateurs américains. "En fin de compte, tant les Américains que nos partenaires commerciaux seront plus pauvres à cause de cette politique", a-t-il déclaré.

De l'argent d'une valeur douteuse

Il n'y a que deux possibilités. Soit le "peuple" dépense son argent comme il l'entend et obtient ce qu'il mérite... soit les décideurs le font à sa place. Les tarifs douaniers sont un autre moyen de faire reculer la liberté et de renforcer le pouvoir du gouvernement.

C'est pourquoi les tarifs douaniers, ainsi que toutes les formes de contrôle de l'économie par le gouvernement, sont si populaires parmi les classes dirigeantes. Voici Clyde Prestowitz, qui justifie un contrôle politique accru de l'économie :

L'Amérique doit [...] fabriquer davantage, transférer moins de technologie et de production à la Chine, améliorer et étendre les politiques industrielles nationales et nouer des liens étroits avec les pays en développement qui sont des démocraties aux valeurs plus proches des nôtres. L'Amérique doit s'efforcer d'être l'atelier du monde dans le plus grand nombre possible de technologies de pointe, tout en limitant le plus possible sa dépendance à l'égard de la Chine et d'autres nations hostiles.

L'Amérique n'a pas de "besoins". Et si elle était un pays libre, ses citoyens décideraient eux-mêmes de ce dont ils ont besoin. M. Prestowitz prétend savoir ce dont vous avez besoin... mieux que vous ne le savez vous-même !

Les États-Unis ne sont pas en guerre contre la Chine. La Chine ne représente pas un danger clair et immédiat pour les Américains. Au contraire, en tant que l'un de nos principaux partenaires commerciaux, elle fournit des biens et des services aux ménages américains... en échange d'une "monnaie" dont la valeur est douteuse.

Mais un complexe militaro-industriel recherche l'hostilité. Et une élite corrompue - les hommes riches au nord de Richmond - a soif de pouvoir. C'est ainsi que M. Biden, de son propre chef, a décrété un nouveau "tu ne dois pas" aux investisseurs américains.

Le jeu d'ombres géopolitique

Ceci a été publié la semaine dernière par le New York Times :

Le président Biden a intensifié sa confrontation avec la Chine mercredi en signant un décret interdisant les investissements américains dans les industries technologiques clés qui pourraient être utilisées pour renforcer les capacités militaires de Pékin, la dernière d'une série de mesures qui éloignent davantage les deux plus grandes économies du monde.

Le décret interdira aux sociétés de capital-risque et de capital-investissement d'injecter des fonds dans les efforts déployés par la Chine pour développer des semi-conducteurs et d'autres produits microélectroniques, des ordinateurs quantiques et certaines applications d'intelligence artificielle. Les représentants de l'administration ont souligné que cette mesure était destinée à protéger la sécurité nationale, mais la Chine risque de la considérer comme faisant partie d'une campagne plus large visant à contenir son essor.

Une série de contrôles croissants des exportations de technologies clés vers la Chine a immédiatement déclenché des représailles de la part de Pékin, qui a récemment annoncé la suppression de métaux comme le gallium qui sont essentiels pour la propre chaîne d'approvisionnement du Pentagone.

Si vous achetez du pain au boulanger, vous augmentez ses possibilités d'acheter une arme... et de vous tirer dessus.

Normalement, vous estimez que la probabilité qu'il abatte son meilleur client est moins grave que le bienfait évident que vous procurent ses beignets.

Dans une société libre, chacun fait preuve de discernement et tente sa chance. Mais à mesure que le pouvoir de l'élite s'accroît, les décideurs décident pour nous.

Ils disent qu'ils protègent notre liberté.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Le gouvernement de l'ancienne croissance Qu'arrive-t-il à l'État lorsque le cycle se retourne... et que la pourriture s'installe...

Bill Bonner 28 août 2023



Bill Bonner nous écrit du Poitou, France...



C'est la période de l'année.

Nous venons de passer l'été avec nos enfants et nos petits-enfants.

Les jeunes enfants sont mignons. Les adolescents sont plus difficiles. C'est ainsi que les parents sont préparés... à cette période de l'année.

Une légère larme se forme dans les yeux de la mère lorsqu'elle aide l'étudiant de première année à déballer ses affaires dans sa nouvelle chambre, sachant qu'un chapitre important de sa vie s'est achevé. Mais elle éprouve aussi un sentiment de soulagement... et de satisfaction. Elle a fait de son mieux. Maintenant, c'est la vie elle-même... le monde extérieur... qui doit prendre le relais. Son enfant en subira les conséquences, comme nous tous, mais peut-être dans une meilleure forme.

Le dôme thermique au-dessus du sud de la France s'est fissuré vendredi dernier. Il faisait 100 degrés ici jeudi. Nous avons donc attendu en Normandie.

Depuis, les températures sont retombées à des niveaux normaux pour la saison. Hier, il a fait 72

degrés. Aujourd'hui, il ne fera que 68.

L'été est terminé. Les enfants sont rentrés chez eux. Les petits-enfants rangent leurs livres et retournent à l'école. Une pluie brumeuse s'abat. Les feuilles pendent tristement aux arbres ; elles ont toutes été condamnées à mort.

Aimer son destin

Nous ne regrettons pas ces choses. Amor Fati" est notre devise. Nous acceptons qu'il y ait des hauts et des bas... des naissances et des morts... des hauts et des bas. S'il n'y avait pas de bas, il n'y aurait pas de haut. C'est seulement le mouvement relatif qui leur donne un sens ; c'est l'imminence de la tombe qui rend la vie en surface si joyeuse.

Il semble qu'il y ait des cycles pour à peu près tout.

La semaine dernière, nous nous sommes penchés sur la MMT, la théorie monétaire moderne. L'idée est loufoque : l'"argent" provient du gouvernement, qui peut en "imprimer" autant qu'il le souhaite. Cet argent peut être utilisé pour bloquer, retarder et empêcher les baisses - sur les marchés... dans les économies... et même dans nos vies.

Deux éminences du genre MMT, Tymoigne et Wray, nous disent qu'un gouvernement qui peut emprunter dans sa propre monnaie :

...a une capacité illimitée à payer les choses qu'il souhaite acheter et à honorer les paiements futurs promis, et a une capacité illimitée à fournir des fonds aux autres secteurs. ... les gouvernements monétairement souverains sont toujours solvables et peuvent se permettre d'acheter tout ce qui est à vendre dans leur unité de compte nationale, même s'ils peuvent être confrontés à des contraintes inflationnistes et politiques.

Oui, c'est bien cela. Ils peuvent "imprimer" tout l'argent qu'ils veulent...

... jusqu'à ce qu'ils ne le puissent plus.

Dépenser, dépenser, dépenser...

C'est-à-dire qu'ils peuvent dépenser, dépenser, dépenser... jusqu'à ce qu'ils soient "confrontés à des contraintes inflationnistes" et qu'ils doivent s'arrêter. En d'autres termes, l'escroquerie a une fin, comme tous les flim-flams et toutes les bêtises.

Oui, les bambous ont aussi des cycles de vie. Ils émergent comme des lionceaux, mignons et câlins. Mais à mesure qu'ils vieillissent, ils se parent de crocs et de griffes - n'essayez pas d'en garder un comme animal de compagnie.

Il existe un cycle bien connu dans le monde des affaires. Une entreprise commence par regarder vers l'extérieur... vers le client. Elle développe un produit. Elle vend le produit. Elle se tourne vers le client pour s'assurer que le produit est bien accueilli.

Elle vérifie les chiffres de vente, les marges bénéficiaires, les réactions des clients. Elle réduit les coûts, dans le but de livrer le produit au prix le plus bas possible. Elle s'intéresse également à la concurrence, en essayant de garder une longueur d'avance.

Cependant, avec l'âge, ses yeux se tournent vers l'intérieur. L'ingénieur en chef a accroché des photos de ses petits-enfants au mur de son bureau. Il se demande si sa belle-fille leur accorde l'attention dont ils ont besoin. Le responsable de l'équipe de vente, quant à lui, a engagé un spécialiste des données... qui a fait appel à un informaticien pour développer de nouveaux algorithmes d'étude des chiffres. Ils se donnent rendez-vous dès maintenant, une fois par semaine - via le zoom - pour suivre le développement de ce nouveau logiciel.

Les services juridiques et de recrutement, quant à eux, ont fort à faire. L'entreprise a mis en place une politique de formation obligatoire à la diversité pour tous ses cadres, mais il y a eu des réactions négatives. Certains employés estiment que l'entreprise devient trop "réveillée". Ils estiment qu'il était déjà assez grave de brandir le drapeau arc-en-ciel devant le siège social lors de la "Journée de la fierté". Mais maintenant, un groupe de lesbiennes aux cheveux orange a pris le contrôle du bureau des "ressources humaines" et "les nouvelles personnes sont marquées du sceau de l'embauche pour la diversité".

Le gouvernement de l'ancienne croissance

Le PDG a les yeux rivés sur le cours de l'action. Certains se demandent ce qui se passera lorsqu'il prendra sa retraite. D'autres pensent qu'il aurait dû prendre sa retraite il y a des années ; "il ne comprend pas comment les temps ont changé", disent-ils.

À la manière du monde, les grands arbres s'usent avec l'âge, les vers, les insectes, les trous, la sécheresse et les tempêtes. Ils tombent. Et les nouveaux arbres fleurissent.

De même, comme un saint homme précédé d'un balayeur, la mort d'une entreprise est annoncée par un handicap. Les employés de l'ancienne entreprise - si préoccupés par leurs propres blessures et leur statut - oublient de remarquer le client ; un rival leur vole la vedette.

Mais qu'arrive-t-il à un vieux gouvernement ? Ne se replie-t-il pas sur lui-même ? Ses décideurs et ses gestionnaires ne souffrent-ils pas de la décrépitude de l'âge ? Qu'en est-il des hommes riches au nord de Richmond ? N'oublient-ils pas les gens ordinaires, les contribuables, les citoyens ?

Quel est le cycle de vie d'un gouvernement ? Quelle forme prend-il ?

▲ RETOUR ▲

.L'atterrissage brutal de Pan Am

Pourquoi les entreprises privées échouent alors que les catastrophes
publiques persistent

Bill Bonner 29 août 2023



Bill Bonner nous écrit du Poitou, France...



*Une cigarette qui porte les traces d'un rouge à lèvres
Un billet d'avion pour des lieux romantiques*

~ These Foolish Things par **Erick Maschwitz et Jack Strachey**

Voici un petit article sur Bloomberg ce matin :

Train to Nowhere Shows How Not to Build Public Transit
(Un train pour nulle part montre comment ne pas construire de transports publics)

Un système de métro léger dans la capitale a été fermé après moins de deux ans de service.

En juillet 2018, Muhammadu Buhari, le président du Nigeria de l'époque, est monté à bord d'un nouveau train rutilant reliant la capitale, Abuja, à son aéroport. Lors de la cérémonie d'inauguration, Buhari a salué le système comme "la preuve que nous sommes un gouvernement qui tient ses promesses".

Cinq ans plus tard, cette promesse semble vide. Les wagons sont enfermés dans un dépôt. De vastes gares équipées d'escalators, de guichets, de caméras et de scanners

restent vides, surveillées par des agents de sécurité qui s'ennuient. Les canapés en similicuir de l'espace VIP sont couverts d'excréments d'oiseaux et de chauves-souris. "C'est un projet abandonné", déclare Rowland Ataguba, conseiller du gouvernement en matière de stratégie ferroviaire. "Il est clair qu'il n'y avait pas de plan sur la façon de gérer les opérations avant la construction.

Le Nigeria reçoit chaque année des milliards d'euros d'aide étrangère. L'argent est dispersé et distribué, comme à l'accoutumée, à des copains, des escrocs et des malfaiteurs proches des politiciens. Certains d'entre eux ont sans doute gagné de l'argent sur ce chemin de fer qui ne mène nulle part.

Un million de morts

Les gouvernements commettent parfois des "erreurs". Mais dans le grand ordre des choses, le train inutile du Nigeria n'est pas une note de bas de page. La plus grande erreur du siècle, jusqu'à présent, a été commise par le président américain George W. Bush. Sa "guerre contre le terrorisme" a été une erreur de 5 000 milliards de dollars/1 million de cadavres, dont une grande partie de l'argent a fini chez les riches au nord de Richmond.

Bien entendu, des erreurs sont également commises dans le secteur privé. Lordstown Motors était censé être la preuve que les jeunes entreprises pouvaient réussir dans le cœur de l'Amérique... Mike Pence l'a dit lorsqu'il a visité l'usine en 2020. Puis, Hindenburg Research a découvert des fraudes et des falsifications apparentes dans les rapports de l'entreprise. Lordstown Motors a déclaré faillite il y a deux mois.

Le Nigeria, les États-Unis et Lordstown étaient tous des entreprises collectives. Toutes avaient des recettes, des dépenses, des directeurs, des comptables, des rapports et des bureaux. Toutes ont commis des erreurs. Mais seule cette dernière a fait faillite. Le Nigeria est toujours une entreprise en activité. Les États-Unis aussi. Pourquoi cette différence ?

Nous avons vu que même les entreprises prospères sont toujours sujettes à la paresse institutionnelle et à la bureaucratie. Mais elles sont soumises à la concurrence. Lorsqu'elles sont trop engluées dans la politique interne et l'égoïsme, qu'elles s'écartent trop de la voie à suivre ou qu'elles ne sont pas en phase avec les clients, les concurrents les devancent. Les nouvelles tendances et les innovations les distancent. Et elles appartiennent bientôt à l'histoire.

Bear Stearns, Kodak, Radio Shack, Circuit City, Blockbuster - tous ont fait faillite. Et qu'en est-il de Pan Am ?

La compagnie aérienne Pan American Airlines a été créée dans les années 1920. Dans les années 1960, elle détenait un quasi-monopole sur les principaux itinéraires internationaux. Les voyages aériens se développaient rapidement. Et Pan Am avait la réputation, la part de marché, le capital, le savoir-faire pour en tirer parti... bref, elle était clairement gagnante.

Frissons et débordements

Nous nous souvenons encore de l'émotion que nous avons ressentie lorsque nous avons acheté notre premier billet d'avion. Nous avions déjà pris l'avion, grâce à la marine américaine. Mais ce n'est qu'en 1969 que nous avons pris un vol commercial.

À l'époque, Pan Am disposait d'un nouveau bâtiment étincelant à l'aéroport JFK. On aurait dit qu'une soucoupe volante avait atterri au sommet du terminal... un disque métallique brillant reposait sur de hautes colonnes. Si nous nous souvenons bien, il y avait un grand globe au centre. En entrant, on savait qu'on allait quelque part.

À l'époque, même à New York, les guichets étaient tenus par des personnes compétentes et polies. Il n'y avait pas autant de passagers... et pas de contrôles de sécurité. Nous n'étions pas si pressés de faire la queue ou de faire vérifier nos papiers. Au lieu de cela, on nous invitait calmement à choisir "fenêtre ou couloir".... fumeur ou non-fumeur". (Nous ne nous souvenons d'aucune option pour les repas... mais nous étions dans la section économique !

Et puis, quel bonheur... d'avoir entre les mains ce "billet d'avion pour des lieux romantiques"... qui nous permettrait de traverser l'océan vers un autre monde... vers l'Ancien Monde, grâce à Pan Am.

Pan Am a dominé l'un des secteurs à la croissance la plus rapide dans l'une des économies à la croissance la plus rapide au monde, au cours de sa plus grande poussée de croissance. Vu de l'extérieur, le secteur du transport aérien semble assez simple. Vous connaissez le coût de votre équipement, du carburant et de la main-d'œuvre. La variable est la vente des billets.

Atterrissage en catastrophe

Donald Trump s'est lancé dans l'industrie du transport aérien en 1989. Pendant un certain temps, il a été en concurrence avec Pan Am pour les "navettes" entre Washington et New York.

Pan Am avait tous les avantages. Elle était leader sur le marché et n'avait guère besoin de faire de la publicité. Pourtant, elle a fait faillite. Comment l'expliquer ?

L'explication la plus simple est la plus évidente. Au fil des ans, Pan Am s'était habituée à la première classe. Et après la déréglementation du secteur aérien par le gouvernement américain en 1978, elle n'était plus assez mince et affamée pour faire face à la concurrence.

Pan Am était motivée par le profit. Ses investisseurs voulaient gagner de l'argent. Ses employés voulaient conserver leur emploi. Ses clients, sans doute, appréciaient ses services.

Et pourtant, elle s'est écrasée en 1991. La compagnie aérienne de Trump a effectué son dernier

vol un an plus tard.

Demain, nous verrons pourquoi le Nigeria et les États-Unis sont toujours dans les airs.

▲ [RETOUR](#) ▲